

Université Abderrahmane Mira de Bejaïa
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master 2 en Sciences Economiques

Option : Economie Appliquée et Ingénierie Financière

Thème

**Impact des dépenses publiques sur la
croissance économique en Algérie.
Etude économétrique sur la période
(1980-2013)**

Présenté par :

M : BOUCEBSSI Yacine

Sous la direction du : Dr M. OUCHICHI Mourad

M : BERREHRAH Elhadi

Devant le Jury composé de :

Président :

Rapporteur : M. OUCHICHI Mourad

Examineurs :

Année universitaire : 2014-2015

Remerciements

Nous tenons à remercier d'abord et avant tout Dieu « le tout puissant » de nous avoir donné le courage et la volonté pour bien mener ce modeste travail.

Nos vifs remerciements s'adresseront :

✓ A notre encadreur Monsieur **OUCHICHI Mourad**, pour son aide, notamment pour ses conseils judicieux, ses orientations, et sa disponibilité durant la période de réalisation et de mise au point de ce mémoire.

✓ A monsieur **ABDERAHMANI Fares**, pour ses remarques et son aide à la réalisation du notre cas pratique.

✓ Aux enseignants qui ont accepté de faire partie du jury de soutenance et ont jugé ce travail.

✓ Aux personnes qui nous ont apporté leur aide et qui ont contribué à l'élaboration de ce mémoire ainsi qu'à la réussite de cette année universitaire.

Merci à tous et à toutes.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

A Mes très chers parents

A Mes sœurs

*A Mes frères (Boussaad et
Hamimi)*

A toute ma famille

A tous mes amis (es).

Elhadi

Dédicaces

Je dédie ce travail:

A mes chers parents;

A mes frères et sœurs;

A ma grande famille;

A tous mes amis.

A tous les enseignants qui ont contribué a ma formation.

Yacine.

Liste des Abréviations

- ❖ **ADF** : Test de Dickey-Fuller augmenté.
- ❖ **AIC** : Akaike information criterion.
- ❖ **DA** : Dinar Algérien.
- ❖ **DGB** : Direction générale du budget.
- ❖ **DS** : Differency stationnary.
- ❖ **DB** : Déficit budgétaire.
- ❖ **EB** : Excédent budgétaire.
- ❖ **EQB** : Equilibre budgétaire.
- ❖ **EMP** : Emplois.
- ❖ **FMI** : Fonds Monétaire International.
- ❖ **G** : Dépenses publiques.
- ❖ **INVS** : Investissements.
- ❖ **M \$** : Milliards de dollars.
- ❖ **MCO** : Moindre Carrée Ordinaire.
- ❖ **NTIC** : Nouvelles technologies de l'information et de la communication.
- ❖ **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economique.
- ❖ **ONS** : Office National des statistiques.
- ❖ **PAS** : Programme d'ajustement structurel.
- ❖ **PCSC** : Programme complémentaire de soutien à la croissance économique.
- ❖ **PIB** : Produit Intérieur Brut.
- ❖ **PNDA** : Plan National de Développement Agricole.
- ❖ **R & D** : Recherche et développement.
- ❖ **SB** : Solde budgétaire.
- ❖ **SC** : Schwarz criterion.
- ❖ **t-1** : la valeur calculée.
- ❖ **TS** : Trend Stationary.
- ❖ **t-t** : la valeur tabulée.
- ❖ **VAR** : Vecteur auto régressive.
- ❖ **Y** : Revenu national.

Sommaire

Introduction générale.....	1
CHAPITRE I : Dépenses publiques et interventionnisme économique de l'Etat	5
Section 1 : Cadre conceptuel des dépenses publiques.....	6
Section 2 : L'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale ...	10
CHAPITRE II : Croissance économique notion et théorie	23
Section 1 : La Croissance économique, quelques notions de base....	24
Section 2 : Les théories de la croissance économique.....	31
CHAPITRE III : Les dépenses publique sur la croissance économique en Algérie	41
Section 1 : Budget et politiques économiques Algérienne	42
Section 2 : L'impact des dépenses publiques sur croissance économique.....	55
Chapitre VI : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).	
Section 1: Analyse graphique et statistique des séries de données..	63
Section2 : Etude multi variée des séries de données.	77
Conclusion générale.....	84
Bibliographie	
Annexes.	

Liste des tableaux

Tableau N°1 : Intervention de l'Etat dans l'économie.....	18
Tableau N°2 : Evolution de budget de 1963-1973.....	47
Tableau N°3 : Evolution de budget de 1974-1989.....	48
Tableau N°4 : Evolution de budget de 1990-1999.....	49
Tableau N°5 : Evolution de budget de 2000-2011.....	50
Tableau N°6 : Résultats des critères d'Akaike et Schwarz de la série PIB.....	65
Tableau N°7 : Résultats du test de Dickey-Fuller (DF) pour la série PIB.....	65
Tableau N°8 : Résultats des critères d'Akaike et Schwarz de la série G.....	68
Tableau N°9 : Résultats du test de Dickey-Fuller (DF) pour la série G.....	69
Tableau N°10 : Résultats des critères d'Akaike et Schwarz de la série INVS.....	71
Tableau N°11 : Résultats du test de Dickey-Fuller (DF) pour la série INVS.....	72
Tableau N°12 : Résultats des critères d'Akaike et Schwarz de la série EMP.....	74
Tableau N°13 : Résultats du test de Dickey-Fuller (DF) pour la série EMP.....	75
Tableau N°14 : Détermination de nombre de retard P pour le processus VAR.....	77
Tableau N°15 : Test d'auto corrélation des erreurs.....	78
Tableau N°16 : Test d'hétéroscédasticité.....	79
Tableau N°17 : La causalité au sens de Granger entre les variables	79
Tableau N°18 : Estimation par la méthode de la trace.....	81
Tableau N°19 : Estimation de la relation de cointégration.....	82

Liste des figures

Figure N°1 : Exemple de représentation d'un cycle économique.....	28
Figure N°2 : Evolution de budget de 1963-1973.....	47
Figure N°3 : Evolution de budget de 1974-1989.....	48
Figure N°4 : Evolution de budget de 1990-1999.....	49
Figure N°5 : Evolution de budget de 2000-2011.....	50
Figure N°6 : Graphe de la série PIB.....	64
Figure N°7 : Corrélogramme de la série DLPIB.....	67
Figure N°8 : Graphe de la série G	67
Figure N°9 : Corrélogramme de la série DLG.....	70
Figure N°10 : Graphe de la série INVS.....	70
Figure N°11 : Corrélogramme de la série DLINVS.....	73
Figure N°12 : Graphe de la série EMP.....	74
Figure N°13 : Corrélogramme de la série DLEMP.....	76

Introduction générale

Introduction générale

Le système économique, offre la possibilité de comprendre les mécanismes susceptibles de donner naissance à des trajectoires nationales de croissance divergentes, justifiant de ce fait, l'intervention de l'Etat qui doit jouer son rôle dans la croissance et le développement économique.

Selon la conception néo-classique traditionnelle, l'intervention de l'Etat est source de distorsions, les modèles de croissance endogène montrent au contraire que les distorsions induites par la politique économique ont un impact significatif sur la croissance de long terme.

La politique budgétaire constitue, avec la politique monétaire, l'un des principaux leviers de la politique économique de l'État. Elle consiste à utiliser certains instruments budgétaires (dépenses publiques, endettement public, prélèvements fiscaux) pour influencer sur la conjoncture économique.

Le rôle de l'Etat peut se situer à la régulation seule comme il peut être plus interventionniste par la participation au processus de création de la richesse nationale, le niveau d'intervention dépend du contexte international (par exemple les périodes de crise où l'intervention de l'Etat est plus que requise) et aussi des spécificités nationales.

Pour l'Algérie, la conduite de la politique économique a connu plusieurs évolutions selon le contexte économique-politique.

La période 1962 – 1971 a été marquée principalement par la nationalisation des secteurs clés de l'économie et la création d'entreprises publiques ainsi que la mise en place d'un processus de planification centralisé. De ce fait, une série de mesures ont été prises dans le but de permettre à l'économie algérienne une extension au-delà du secteur des hydrocarbures qui représentait jusque-là, le secteur générateur des ressources financières pour l'Algérie.

En effet, l'Etat algérien a opté pour la nationalisation du secteur minier et bancaire (1966), la nationalisation du secteur de distribution des produits pétroliers (1967), le lancement du pré-plan triennal (1967 –1969) en vue de la mise en place des moyens matériels pour la réalisation des futurs plans, et la nationalisation du secteur amont des hydrocarbures (1971).

Ainsi l'État algérien a mené une politique de développement ayant pour objectifs : la consolidation de l'indépendance nationale, l'instauration d'une société affranchie de

Introduction générale

l'exploitation de l'homme par l'homme, la promotion de l'homme et son libre épanouissement.

La première phase ascendante commencée en 1973 s'est terminée en 1985, soit 13 années d'expansion c'est le premier cycle économique compte tenu des perspectives qu'offrait un pays longtemps colonisé : forte évolution démographique, faible formation des cadres, création des structures administratives et économiques. Dans cette période et par l'absence de choc économique ; l'économie algérienne a pu profiter d'une croissance mondiale sans heurts économiques.

La deuxième phase descendante du cycle économique ; de 1986 à 1998, soit 13 années de dépression (avec une période critique entre 1993 et 1998), une croissance économique faible ponctuée d'une récession et d'une crise de grande ampleur va ébranler la société algérienne (la crise de 1986) ; où les ressources de l'État étaient en grande partie détournées vers la consommation. C'est une phase de régression brutale de l'économie due à la baisse des cours du baril de pétrole sur le marché mondial.

Après deux décennies d'efforts orientés vers un développement global , fondé sur la mise en œuvre par l'Etat de moyens et de ressources stratégiques récupérés en toute souveraineté et placés au service de l'indépendance , de la justice économique et du progrès du pays dans le cadre de la planification, vont apparaitre clairement les limites du système économique basé sur l'étatisation des moyens de production et de la gestion «administrée ».

Parmi les réformes dites de la première génération, les pouvoirs publics avaient inscrit, en tête de leurs priorités, le rétablissement des équilibres macroéconomiques afin de pouvoir engager l'ensemble de l'appareil de production vers l'économie de marché.

Lancé dès 2001, un plan de soutien à la relance économique (PSRE) visait à redynamiser les activités productives agricoles, augmenter les ressources hydriques, moderniser les transports, améliorer le cadre de vie et assurer la formation et le développement des ressources humaines (avec un budget global de 7 milliards de dollars de 2001 à 2004).

Un programme complémentaire de soutien à la croissance économique (PCSC) pour la période 2005 à 2009, a été lancé afin de préserver les acquis du PSRE et consolider l'outil de réalisation national. Malgré la tendance inversée des recettes issues des hydrocarbures, l'Algérie a lancé un nouveau programme de développement sur la période quinquennal 2010 à 2014, financé entièrement par des dépenses publiques et ayant pour objectif la poursuite et le

rééquilibrage de la dynamique de croissance, animée par le plan de soutien à la relance économique.

Problématique

À la lumière des développements précédents, l'objet de notre travail est d'essayer d'analyser, et d'apporter des éléments de réponses à la question principale suivante :

Quel est l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie ?

De cette problématique générale on peut dériver les questions suivantes :

1. Quels sont les fondements de l'interventionnisme économique de l'Etat et comment s'explique l'accroissement du poids de l'Etat ?
2. Quelle est la notion de la croissance économique, et quelle est ses déterminants ? Quels sont les principales approches théoriques de la croissance économique ?
3. Quelles sont les différentes étapes qu'a connues l'économie Algérienne ? La politique d'accroissement des dépenses publiques a-t-elle contribué à la relance et la croissance économique en Algérie?

Les hypothèses

La réponse à la problématique ainsi qu'aux questions posées peut être obtenue par la vérification des hypothèses suivantes :

1. L'Etat joue un rôle important dans la vie économique par ces interventions ;
2. La croissance économique dans le sens général a passé de plusieurs périodes de développement depuis le début de la pensée économique. Elle a vécu des phases de récession et d'autres d'expansion ;
3. La politique de relance économique engagée par les pouvoirs publics Algériens durant ces dernières décennies est considérée comme l'un des facteurs les plus importants.

Plan de travail

Pour répondre aux questions et vérifier les hypothèses précédentes, nous avons élaboré un plan de travail qui permet de limiter le champ dans lequel s'effectuera cette recherche.

Introduction générale

Ce travail s'organise donc comme suit : dans le premier chapitre nous allons essayer d'explorer certaines théories qui ont pris en débat les dépenses publiques et l'interventionnisme de l'Etat. Ceci explique l'organisation de ce chapitre en deux sections : la première section sera réservée aux concepts des dépenses publiques. Quant à la deuxième, elle exposera les conceptions économiques, sociales et politiques de l'Etat.

Le deuxième chapitre est donner un cadre conceptuel et théorique sur lesquels la notion de la croissance a pris essor. La première section définit les concepts de la croissance ainsi que les notions qui lui sont associées. La deuxième section fera l'objet d'une revue de la littérature sur la notion de la croissance.

Le troisième chapitre consacré à l'économie Algérienne dans son ensemble, commençant par Une première section, aborde les principales politiques économiques et budgétaires adaptées par l'économie Algérienne dès l'indépendance passant par des périodes de récession et d'expansion. Dans la deuxième section on essayera de déterminer l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique.

Le quatrième chapitre sera réservé à l'application d'un processus VAR avec son analyse complète, et abordera aussi les différents résultats et tests statistiques utilisés dans l'étude et finalement une interprétation des résultats.

Chapitre I

**Dépenses publiques et interventionnisme économique
de l'Etat**

Introduction

Les dépenses publiques ont long temps été considérés comme une destruction des richesses tirées de l'impôt sur personnes physiques. L'Etat n'avait que des taches administratives, militaires et n'effectuait aucune production. Aujourd'hui, l'Etat n'a pas seulement que des activités administratives, l'exercice de ses attributions le conduit à intervenir dans le domaine de la production économique. Le poids d'un Etat dans une économie peut se mesurer par la part de ses dépenses publiques dans le produit intérieur Brut (PIB). Mais une utilisation efficace des dépenses publiques exige une connaissance précise de leurs répercussions économiques.

L'Etat entant qu'agent économique, fournit à la collectivité des prestations innombrables dans des domaines aussi varies que la sécurité, l'énergie, l'éducation, les transports, la santé, la défense, ainsi que la préservation de l'environnement. D'autre part, l'Etat est un ensemble de structures économiques et sociales qui intervient en qualité d'agent économique dans le développement de la nation et ce dans le cadre d'une stratégie réfléchie.

Dans ce chapitre, nous allons essayer d'explorer certaines théories qui ont pris en débat les dépenses publiques et l'interventionnisme de l'Etat. Ceci explique l'organisation de ce chapitre en deux sections : la première section sera réservée aux concepts des dépenses publiques. Quant à la deuxième, elle exposera les conceptions économiques, sociales et politiques de l'Etat.

Section 1 : Cadre conceptuel des dépenses publiques

1. Définition

Les dépenses et les recettes publiques constituent deux leviers de la politique budgétaire, entendu comme un des moyens dont dispose le gouvernement pour réguler l'économie et conduire des actions sur les cycles économiques afin d'atteindre ses objectifs que ce soit dans le domaine social ou économique.

Les dépenses publiques sont l'ensemble des dépenses réalisées par les administrations publiques.

Leur financement est assuré par les recettes publiques

Au sens le plus large, les dépenses publiques peuvent être définies comme suit : « *ce sont les dépenses réaliser par la collectivité publique en vue de la satisfaction de l'intérêt général, pour répondre à la demande sociale, c'est – à – dire les besoins exprimés par les citoyens* »¹.

2. Les différentes catégories de dépenses

Les dépenses de l'Etat constituent son moyen d'intervention aux activités économiques. La manière dont elles sont réalisées peut ou non favoriser la croissance économique. Ainsi il importe de distinguer les différentes catégories des dépenses publiques.

La théorie économique propose plusieurs classifications des dépenses publiques :

2.1. Classification administrative

2.1.1. La classification par ministère

C'est la plus ancienne elle conduisait à une répartition des dépenses entre ministères. Elle regroupe les dépenses d'après les autorités administratives qui les effectuent².

Chaque ministre dispose d'un portefeuille de crédit qu'il gère dans le cadre de ces compétences et ses missions. Cette classification permet de savoir quels sont les secteurs ou les crédits évoluent.

On peut citer par exemple :

- Education et culture ;
- Logement et urbanisme ;
- Industrie et services ;
- Santé et emploi.

¹ Bernard WACQUEZ, « La dépense publique », Edition institut de l'entreprise, paris, 2002. p. 15.

² Stéphanie Damarey, Finances Publiques ,« Finance de l'état, Finances locales , Finances sociales, Finances européennes » ,Gualino éditeur EJA ,Paris ,septembre2006. p. 36.

Cette méthode présente un inconvénient : l'organisation est contingente : des ministères se créent, se fusionnent, disparaissent... On ne peut pas analyser l'évolution des budgets dans le temps. La classification ministérielle n'est donc pas la plus simple.

2.1.2. Les dépenses en capital ou dépenses d'investissement : cette dépense laisse subsister quelque chose après elle, c'est-à-dire celles qui accroissent le patrimoine de la collectivité qui les effectuent³.

Elles augmentent le patrimoine des Collectivités publiques et créent donc une richesse nouvelle. Elles peuvent aussi favoriser l'activité économique générale (les collectivités publiques passent des marchés avec des entreprises privées).

Ces dépenses sont de deux ordres :

- dépenses civiles : l'Etat intervient soit directement par la réalisation d'infrastructures économiques et sociales, soit indirectement par le biais des dotations en capital octroyées aux entreprises publiques ou bien le financement des dépenses d'investissement des collectivités territoriales par le biais de subventions... .
- dépenses militaires (exigences de la défense nationale).

2.2. Classification économique

On distingue les dépenses en fonction de leur rôle économique :

2.2.1. Dépenses de fonctionnement : lorsqu'elles ont pour but d'assurer l'entretien et la bonne marche des services publics de l'état. La dépense de fonctionnement ne laisse subsister rien après elle, on les appelle aussi les dépenses courantes.⁴

Elles permettent d'assurer l'exploitation courante des services publics. Elles concernent principalement les dépenses de matériel, de fonctionnement de l'éducation et les subventions de fonctionnement accordé par les ministères aux établissements publics.

2.2.2. Dépenses de redistribution ou de transfert

Ce sont des dépenses effectuées sans contre partie directes, elles prennent la forme de dons, elles sont rares chez les particuliers⁵.

³ Gaudemet Paul Marie, Joël Molinier, « finances publiques Budget /Trésor », Tome 1, Montchrestien, E.J.A ,7^{ème} Edition, Paris 1996. p. 77.

⁴ Loïc Philip, « finances publiques », éditions CUJAS, cinquième Edition, décembre 1995, Paris. p. 75.

⁵ Loïc Philippe, « finances publiques ». Op.cit. p. 75.

Ces dépenses sont généralement définies comme étant des « *dépenses inscrites au budget d'une personne publique ou assimilée, mais qui transitent simplement par ce budget pour être distribuées au profit de particuliers ou d'organismes* »⁶.

Elles sont constituées par des versements du budget général sous des formes diverses à un certain nombre de catégories de bénéficiaires.

Il s'agit des allocations sociales, du service de la dette, des subventions économiques à des produits ou à des entreprises. Ces dépenses opèrent directement une redistribution du revenu national entre les différentes catégories sociales. Elles ne sont pas considérées en principe comme productives mais constituent un outil privilégiée de réduction d'inégalités sociales.

Le différent secteur où interviennent ces types de dépenses sont :

- Le secteur social : toutes les dépenses d'aide ou d'assistance présentées comme contribution étatique à un système de protection sociale dont les subventions aux régimes de sécurité sociale, allocation au chômage... .
- Le secteur économique : est aussi concerné par ces transferts : les aides à l'agriculture, les subventions de fonctionnement ou de compensation versée par l'Etat aux entreprises publiques déficitaires.
- Le secteur local (collectivités territoriales) : qui a lui-même dans son budget des dépenses de transfert au niveau local.

Cette classification économique permet d'apprécier l'impact que vont avoir ces dépenses sur l'activité économique générale.

2.3. Classification fonctionnelle

« Elle consiste à regrouper les dépenses sur la base des secteurs d'intervention de l'action publique, et elle repose sur l'identification d'un certain nombre de fonctions assumées par l'Etat »⁷.

Pour les fonctions régaliennes, c'est-à-dire de l'exercice de l'autorité, tel que la défense nationale et la justice, il est généralement admis que tous les citoyens doivent y avoir accès sans contrainte.

- Les fonctions tutélaires de l'Etat, autrement dit les services public d'intérêt social, ce sont les prestations de bien ou de services plus au moins imposées par l'autorité publique et assurées soit par les administrations sans contrepartie financière direct, soit par le

⁶ Gaudmet Paul Marie, « finances publiques Budget /Trésor ». Op.cit. p. 77.

⁷ Bernard WCQUEZ, « La dépense publique ». Op.cit. p. 15.

secteur privé avec une prise en charge financière de l'Etat plus au moins étendue, comme l'aménagement de territoire.

- cette catégories de dépenses, on trouve le plus souvent la volonté de l'Etat de développer des infrastructures d'intérêt générale dont la rentabilité économique immédiate n'est pas assurée en raison de l'ampleur de ses dépenses ou de satisfaire des besoins qui relèvent des monopoles naturels tels que la distribution de l'eau ou de l'électricité.
- Les fonctions sociales (que l'on distingue ici du service public d'intérêt social mentionné plus Haut) correspondent essentiellement à une mission de redistribution et de transfert.

Cette classification permet de savoir quels sont les secteurs ou les crédits évoluent.

3. Les limites de la politique des dépenses publiques

Pour accélérer la croissance, s'il suffisait de « distribuer le pouvoir d'achat », la politique de relance serait forte simple à manipuler. Empiriquement, une hausse de revenu à d'autant plus d'effets que les ménages concernés sont modestes, car il aura tendance à faiblement épargner tout nouveau de revenu (on parle de forte propension à consommer). Quantité d'effets négatifs peuvent contrecarrer, voire inverser, une telle politique, par exemple :

- Un comportement partiellement ou totalement des ménages : au lieu de consommer, les ménages épargnent ;
- Si la consommation se porte sur des biens importés (parce que les capacités de production internes ne correspondent pas à la nouvelle demande), alors la relance est exportée : elle produit ses effets à l'étranger et non dans le pays. De plus, la demande supplémentaire permise par l'augmentation des dépenses publiques doit s'adresser en priorité aux producteurs nationaux. Or, compte tenu de l'ouverture croissante des économies, l'effet du « *multiplicateur keynésien* » s'est réduit au cours des dernières décennies profitant désormais davantage aux producteurs étrangers ;
- Une diminution du travail des ménages, si le revenu octroyé rend le travail financièrement inintéressant (les revenu de solidarité sont trop élevés par rapport aux revenus d'activité normaux). Les ménages augmentent leur salaire de réserve ou réduisent leur offre de travail, la main d'œuvre se raréfie, les couts de production et par suit augmentent ;
- Les délais liés à la prise de décision politique font que les effets de la politique budgétaire peuvent être inadaptés à la conjoncture au moment ou ils affectent les décisions des agents économiques.

Ainsi, les besoins de financement liés à l'accroissement des dépenses publiques provoquent généralement une hausse, des emprunts de l'Etat et du fait de cette demande supplémentaire adressée aux marchés de capitaux, des taux d'intérêt.

Or cette hausse des taux décourage une partie des achats des consommateurs financés par l'emprunt, et réduit les investissements des entreprises, lorsque leur rentabilité est insuffisante au regard du coût de financement par l'emprunt.

Par ailleurs, l'accumulation des déficits budgétaires vient gonfler l'encours de dette publique et augmente les charges futures de l'Etat. Or, plus un Etat est endetté, plus la charge de cette dette est relevée. Celle-ci pèse d'autant plus sur son budget qu'un niveau de dette important entraîne des taux d'intérêts élevés lorsque l'Etat veut contracter de nouveaux emprunts. A terme, le poids de la dette peut ainsi devenir insoutenable par rapport au niveau des recettes de l'Etat.

De plus, certaines dépenses publiques sont particulièrement difficilement réversibles en cas de retournement de la conjoncture⁸.

Section2 : L'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale

1. Les théories économiques de l'Etat

Comme la très justement, signalé Laffont (1988) : « à chaque théorie de l'Etat correspond une théorie spécifique de l'économie publique »⁹. En effet, l'une des constatations majeures observées dans ce domaine est que la perception de l'intervention de l'Etat, change d'un courant de pensée à un autre. Et parfois dans le même courant on trouve différentes perceptions de l'Etat. C'est le cas incontestable des théories économique du développement.

Il existe trois grandes théories économiques de l'Etat. Ils s'agissent des approches : néo-classique, marxiste et keynésienne.

1.1.L'approche néo-classique

La théorie néo-classique est essentiellement une théorie micro-classique. Elle ne réserve qu'une place très limitée à l'intervention de l'Etat dans les activités économiques. Il est clair en effet que dans ce contexte, l'intervention de l'Etat n'est suscitée que lorsqu'il s'agit de problèmes liés à l'inadéquation des schémas concurrentiels avec les faits. Selon les analyses théoriques de Walras et Pareto, la règle générale pour maximiser le profit et avoir l'équilibre

⁸ Lonzo. Lubu .Gastonfils, « dépenses publiques et croissance économique en RD Congo », juillet 2014.

⁹ J.J. Laffont, « Fondements de l'Economie Publique », Edition Economica. Paris, 1982. p.120.

au niveau de la firme est la réalisation de l'égalisation du prix et du cout marginale, ceci est appelé « *l'optimum de bien être* ».

L'optimum, dans ces conditions, est une situation dans laquelle « *l'allocation des ressources rares est telle que le bien être d'un individu ne peut être augmenté sans qu'en même temps ne soit amoindri celui d'un autre individu* »¹⁰.

Cependant, les hypothèses du modèle de l'optimum de Pareto sont vérifiées. Le fonctionnement naturel de l'économie privée concurrentielle est tel qu'en poursuivant la satisfaction de ses propres besoins, chaque individu concourt en même temps à celle de ses semblables. A ce moment là, les différents intérêts entrent en parfaite harmonie avec l'intérêt général.

Dans ce cas, l'action de l'Etat dans le système ne se produit pas, étant donné qu'aucun déséquilibre n'apparaît pour lui permettre l'appropriation de telle ou telle activité économique.

Lorsque le marché de concurrence pure et parfaite ne conduit plus à l'optimum de Pareto, à ce moment là, il est nécessaire de faire appel à d'autres processus d'allocation telle que l'appropriation publique.

A cet égard, la principale justification de la prise en charge d'une prestation publique ou de l'intervention publique sur un marché est liée au fait que les conditions d'allocation optimale des ressources ne sont souvent pas satisfaites parce que le marché fonctionne imparfaitement, voire pas du tout.

Dans la pensée néo-classique, le rôle de l'Etat ne s'avère nécessaire que pour des raisons tenant à l'existence (de monopoles naturels) dans certains secteurs, au caractère indivisible de certains biens et à la présence de rendements croissants.

1.2. L'approche marxiste

L'école marxiste constitue une autre conception ou plutôt une série différente de conceptions qui se basent sur des postulats autres que ceux adoptés par les conceptions capitalistes.

Marx souligne que le niveau spécifique de l'Etat est celui de la superstructure juridico-politique et son rôle général consiste à assurer la cohésion d'ensemble des différents niveaux de mode de production capitaliste¹¹.

¹⁰ H. Denis, « L'histoire de la pensée économique », Editions PUF, Paris 1973. p. 521.

¹¹ K. Marx, Critiques de la philosophie de l'Etat de Hegel, Editions Lacoste. p. 103.

L'Etat est le lieu où se condensent les contradictions sociales ou la lutte des classes qui en est le moteur et l'expression contrôlée par lui dans les sens d'un moindre mal.

Marx possède une conception matérialiste de l'Etat. L'Etat est un instrument de domination de la classe des capitalistes sur l'ensemble de l'économie capitaliste.

Selon Marx, la classe bourgeoise organise la production de manière à permettre la reproduction du système économique. Parmi les éléments à reproduire se trouve la force de travail qui seule crée de la valeur par rapport aux autres classes. C'est-à-dire à un niveau où l'octroi de l'Etat est déterminé pour répondre aux besoins suscités par la classe détentrice des moyens de production. En effet, la logique du système capitaliste est l'extorsion de la plus-value, l'exploitation de la force de travail, l'action de l'Etat est par conséquent, déterminée et dictée par la classe dominante pour perpétuer cette exploitation¹².

L'Etat intervient de façon multiple et de plus en plus spécifique dans le domaine économique. Il tente de réguler les rapports résultant du caractère inégal de la croissance des structures et des conflits divers qui en résultent, y compris les luttes des classes, en les transformant, en stimulant la croissance.

1.3. L'approche keynésienne

Cette théorie a été développée particulièrement lors de la grande dépression économique des années 30, durant la période des reconstructions d'après-guerre et les années 50.

La politique économique keynésienne, préoccupée par la lutte contre le chômage et la remise du système sur les rails habituel, insiste sur la nécessité de réaliser dans toute la mesure du possible une baisse du taux d'intérêt. Cette baisse peut être obtenue grâce à une politique libérale de création de monnaie. Or, selon Keynes, cette manière de procéder n'assure pas suffisamment d'investissement privé, l'Etat doit également développer ses investissements.

En se basant sur le multiplicateur, Keynes peut préciser que l'investissement effectué par l'Etat augmente rapidement l'emploi et le revenu et par conséquent la consommation. Une assez large socialisation de l'investissement s'avère être le seul moyen d'assurer le plein emploi¹³.

¹² H. Denis, « L'histoire de la pensée économique ». Op. cit. p.413.

¹³ J. M. Keynes, « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » », Editions Payot, Paris 1969. p. 149.

Pour la conception Keynésienne, l'intervention de l'Etat est devenue nécessaire, mais son champs d'action ne doit pas s'étendre jusqu'à embrasser toute d'activité économique. Etant donné que l'ordre économique est harmonisé, le seul handicap est lié à l'incapacité de réaliser la stabilité du plein emploi, cet handicap sera par conséquent surmonté par l'action de l'Etat.

L'interventionnisme étatique, chez Keynes, consiste à mener une action globale qui permet de régulariser et de faire progresser le système capitaliste et non à se cantonner dans certaines zones ou de se spécifier à telle ou telle activité.

Barrère précise que la finalité de l'activité économique dont l'Etat (en tant qu'agent économique) a la charge, n'est pas fixée par le marché mais par la puissance publique. Les orientations de l'activité publique ne sont pas fondamentalement liées au marché. Par contre les décisions qui sont économiques dans l'ordre des moyens relèvent plutôt de l'agent économique que de la puissance publique. Enfin, pour faire prévaloir ses choix et procéder aux ajustements nécessaires, l'Etat (agent économique) utilise la contrainte qu'il possède du fait de son caractère conjoint de puissance publique¹⁴.

Il faut donc considérer deux domaines distincts dans l'ordre économique : celui des rapports marchands et celui des rapports collectifs fondé sur l'intérêt général et mis en œuvre dans l'ordre de l'Etat agent économique particularisé par les contraintes qu'il exerce.

L'Etat va intervenir directement ou indirectement, soit par la socialisation des investissements soit par la modification des propensions à consommer, en vue d'assurer un équilibre de plein emploi et trouver une solution à l'inégalité des fortunes. Keynes opte pour un accroissement de l'investissement par l'intermédiaire de l'Etat.

2. Fonction et évolutions du rôle de l'Etat

2.1. Les fonctions de l'Etat selon R. Musgrave

En 1959, dans un ouvrage¹⁵ devenu un classique de l'analyse économique, Richard Musgrave donnait la définition désormais des fonctions de l'Etat.

Ces fonctions au nombre de trois :

- La fonction de répartition des revenus et richesses ;
- La fonction d'allocation des ressources ;
- La fonction de régulation.

¹⁴ A. Barrère, « La cohérence de l'économie publique, le plan et le marché », Editions Economica. Paris 1985. p. 85.

¹⁵ A. Musgrave (1959), « the Theory of public finance. A study in public economy », New york, McGraw-hill.

¹⁶ C.Zeng « le rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale », 2009/2010.p. 3.

2.1.1. La fonction de répartition des revenus et richesses

C'est une fonction de redistribution des revenus, l'Etat aspire à l'égalité d'accès des citoyens à certaines richesses matérielles¹⁶. La théorie néo-classique conditions l'équité du revenu au fonctionnement optimal du marché. Comme ces conditions ne sont pratiquement jamais réalisées. Il est alors tout à fait légitime que l'Etat intervienne pour réduire les déséquilibres qui peuvent en résulter. L'intervention de l'Etat prend généralement la forme d'une politique de redistribution des revenus à travers, soit une législation permettant de sauvegarder les droits fondamentaux des individus, soit à travers des dépenses publiques visant l'amélioration du bien être sociale, soit encore la combinaison des deux mesures.

L'importance accorder dans ce cadre au revenu, provient du fait que selon la plupart des économistes, le bien-être d'un individu dépend essentiellement de ses revenus et du mode de distribution du surplus collectif. De même, pour Thurow (1981), le maintien du développement américain reste tributaire de la réduction des inégalités dans la répartition des richesses et des revenus, tout en se gardant de l'égalitarisme.

Cependant, il est difficile de mettre en œuvre des politiques de redistribution et ce pour au moins deux raisons :

- La première, d'ordre conceptuel tient au fait qu'on ne peut pas parler de bien-être collectif sans se prononcer sur des comparaisons interpersonnelles d'utilité qui est un concept très contesté par l'école libérale ;
- Le second d'ordre pratique, réside dans la difficulté de trouver des instruments qui réalisent cette politique tout en restant neutre.

2.1.2. La fonction d'allocation des ressources

Elle répond à la question de savoir comment l'Etat doit intervenir pour permettre à l'économie d'être efficace (optimale au sens de Pareto)¹⁷. On a à la fois la fixation de règles et de droits qui permettent au marché de fonctionner de manière efficace (telle que des lois anti-trust), mais également l'intervention de l'Etat dans les domaines de défaillance du marché. Selon Musgrave, il y a une intervention de l'Etat dans le cas des biens tutélaires, bien que le marché ne soit pas défaillant.

¹⁷ S. Callens, volume 1, préliminaires, année universitaire 2005/2006. p. 7.

L'autorité publique doit interférer avec la souveraineté du consommateur pour inciter les consommateurs à consommer plus au moins de certains biens. Cela peut également passer par une contrainte ou une incitation comme l'interdiction de consommer certains biens¹⁸.

2.1.3. La fonction de régulation

L'Etat lutte contre les déséquilibres économiques comme le chômage, en stabilisant l'activité économique. En effet, augmenter certains revenus de transfert en période de crise permet de maintenir la croissance économique et aux ménages à faibles revenus de consommer¹⁹.

Cette fonction de loin la fonction principale de l'Etat, est indispensable car une économie incontrôlée est sujette à des fluctuations importantes des prix et de l'emploi. Ces fluctuations obéissent à des mécanismes divers mais s'explique presque toujours en dernière analyse par l'absence d'anticipations parfaites.

L'incertitude, comme on le verra plus loin est l'un des facteurs qui rend le fonctionnement des marchés réels très différents des schémas théoriques.

Ce facteur n'est pas uniquement à l'origine de la fonction de régulation de l'Etat, mais aussi de tous les phénomènes monétaires. En son absence la monnaie perdrait en effet, son rôle de précaution- spéculation pour ne conserver qu'un rôle de numéraire. Il est donc tout à fait normal que la fonction de régulation recourt largement aux mécanismes monétaires. Les règles de base de cette fonction sont simples dans leur principe mais ils sont loin d'être faciles dans leurs managements :

En situation de sous emplois, il faut amener le niveau de la demande globale au niveau de l'offre et en situation d'inflation réduire cette demande aux niveaux de l'offre mesurée avec des prix stable.

En situation plein emploi de stabilité des prix il faut promouvoir une expansion de la demande qui anticipe l'apparition de chômage et de l'inflation en prennent en compte l'expansion des capacités de productions.

Cette deuxième règle suppose qu'il incombe à la fonction de régulation de mettre l'économie sur un sentier de croissance équilibrée de plein emploi. Par contre le choix d'un taux de croissance parmi tous les taux d'équilibre possibles, choix qui dépend notamment des taux d'épargne globale, est un problème d'allocation des ressources qui est très lié à l'état de

¹⁸ C.Zeng « le rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale », 2009/2010. p. 3.

¹⁹ M. Gustim. «Régulation et déséquilibres macro économiques », cours. p. 2

la distribution. La mise en œuvre de ce type de règle nécessite l'élaboration de modèles économétriques de plus en plus sophistiqués.

2.1.4. L'impact des trois fonctions économiques de l'Etat

Dans la réalité des politiques publique, les trois fonctions (affectation, redistribution, régulation) sont la plus souvent confondues. Exemple : Budget l'Etat : si une politique prévoit d'alléger les impôts pour les catégories sociale les moins favorisées concerne la fonction d'affectation. Cette stratégie aura des implications en termes de redistributions dans la mesure où les catégories modestes bénéficieront d'un pouvoir d'achat accru lié à une réduction de l'impôt.

Cette politique sociale a aussi un effet sur le processus de régulation l'activité économique. Les catégories ayant de faibles revenus ont une propension marginale à consommer particulièrement forte. Une baisse d'impôt à ce niveau peut donc générer une hausse de la demande de biens de consommation. Cette croissance de la demande peut ainsi contrecarrer l'amorce d'une récession qui risquerait à terme d'être créatrice de chômage.

La politique fiscale (affectation) peut avoir des conséquences en matière de redistribution et de régulation de l'activité économique²⁰.

2.2. Évolutions du rôle de l'Etat

2.2.1. L'Etat régalien, un concept étroit de L'Etat

L'expression Etat-providence apparait au cours de la seconde moitié du XIXe siècle puisqu'elle est employée, pour la première fois, par un député libéral en 1870, Émile Olivier. Cependant, l'expression est péjorative, car elle dénonce la prétention de l'Etat à se substituer à la providence divine. Seul le marché peut réguler l'économie et l'Etat ne doit avoir pour seules fonctions que ses missions régaliennes : la défense de la propriété privée contre les agressions intérieurs (domaine de la police et de la justice) ou extérieures (domaine de l'armée)²¹.

Néanmoins, la réalité montre que l'Etat est toujours intervenu et que son rôle a dépassé les limites du simple Etat-gendarme en pratiquant des politiques protectionnistes ou en prenant en charge, directement ou indirectement, des investissements difficilement rentables pour le

²⁰ M.Gustim, «Régulation et déséquilibres macro économiques ». Op.cit. p. 2.

²¹ Vie publique «Découvert des institutions ». Http // www.publique.fr/découverte-institutions/financepublique/approfondissement/etat-providence

secteur privé (infrastructures), mais indispensables à la collectivité, afin de fournir une main-d'œuvre suffisamment qualifiée pour faire face aux besoins de l'industrie.

L'idée d'Etat-providence est le produit d'un processus historique qui va aboutir à l'idée de conscience sociale. S'il est difficile de dater précisément l'apparition des notions de solidarité et de cohésion sociale, certains événements comme la révolution (1848) favorisent l'émergence de la question de l'injustice sociale.

Peu à peu on se rend compte que la pauvreté, n'est pas une nécessité indispensable à l'équilibre de la société, mais un véritable danger pour l'ordre social. Il faut donc définir de nouveaux droits qui permettent aux plus démunis de se prémunir contre les risques que fait courir la société.

2.2.2. Les nouvelles missions de l'Etat

Les théoriciens libéraux affirment qu'en économie de marché, l'Etat doit se contenter d'assurer ses missions régaliennes, c'est qu'on a appelé l'Etat-gendarme. Mais dans la première moitié du XXe siècle, l'intervention économique et sociale s'est développée : l'Etat-gendarme fait place à l'Etat-providence²².

L'Etat-providence ajoute à l'Etat régalien des fonctions de mutualisation des dépenses de santé, des charges de retraite, de certains transports en communs, de certaines productions dites culturelles et, plus généralement, des fonctions d'intervention dans l'économie²³. C'est la crise économique des années 1930 et la progression des idées KEYNES qui ont convaincu les dirigeants occidentaux de la nécessité et de l'efficacité d'une intervention de l'Etat dans l'économie. Cette idée de l'intervention de l'Etat dans l'économie n'a commencé à être rediscutée qu'à partir des années 1970, d'abord aux Etats-Unis et en Angleterre à partir du début des années 1980. (Voire tableau N°1)

²² Marie-Louise, Duboin, « l'économie distributive », in Agone, 21,1999. p. 120.

²³ Pierre Rosanvallon, « la nouvelle question sociale », Paris, édition Seuil, 1995. pp. 38-46.

TABLEAU N°1 : intervention de l'Etat dans l'économie

	Politiques conjoncturelles	Place économique de l'Etat
Courant néoclassique	Non	Seulement dans trois cas (monopole, biens publics et externalités)
Courant Keynésien	Oui, politiques conjoncturelles systématique pour réguler la conjoncture	Comme les néoclassique avec, en plus, une forte intervention dans le système bancaire et redistribution
Nouvelle économie classique	Non, il faut respecter la cohérence temporelle	Rôle très modéré, mais peut favoriser la croissance de longue période
Nouvelle économie publique	Non	Aucun rôle économique
Nouvelle économie Keynésienne	Oui, mais seulement si la situation l'exige	Rôle économique possible, mais à réduire maximum

Source : Marc Montoussé, Nouvelles théories économiques²⁴.

2.2.3. La montée de l'Etat providence

Mais la crise des années trente et l'œuvre théorie de Keynes vont conduire à un renouvellement de la conception de l'Etat-providence. En 1942, est publié le plan Beveridge qui propose un système de sécurité sociale fortement influence par la théorie Keynésienne²⁵. Dans ce plan, on trouve les fondements du « Welfare state », qui seront mis en œuvre après la Seconde Guerre mondiale. Au cours de la période des Trente Glorieuse, on assiste à une croissance régulière des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), et à la mise en place d'un système de protection sociale²⁶.

Cependant, la crise économique des années soixante-dix marque la fin de l'âge d'or de l'Etat-providence, qui est progressivement remis en cause dans tous les pays développés. Le renouveau des théories libérales accentue le phénomène. Néanmoins, l'importance croissante de besoins collectifs ne permet pas d'envisager un retour à un « Etat minimal », et oblige les pouvoirs publics à prendre en charge des secteurs entiers de l'économie et de la société (éducation, santé...).

²⁴ Marc Montoussé, « Nouvelles théories économiques », Bréal, Paris, 2002, ISBN 284291X, 128 pages. p. 100.

²⁵ Jonah.D. Levy, « La recomposition des politiques économiques et sociales de l'Etat contemporain », centre d'études européennes, Mai 2011. p. 9.

²⁶ François-Xavier MERIEN, « L'Etat-providence », édition PUF, Paris, 3^{ème} édition 2007. p. 27.

2.2.4. Les différentes formes de l'Etat-providence

On peut distinguer trois formes de l'Etat-providence²⁷.

- Sous la première forme (aux Etats-Unis, au Canada, en Australie), il est qualifié de «libéral» et encourage le marché en garantissant un minimum de bien-être pour les plus défavorisés en subventionnant les projets privés d'assurance sociale ;
- Sous la deuxième forme (comme France, Allemagne, Italie), il est qualifié de corporatiste et prévoit une intervention de l'Etat pour se substituer au marché, si celui-ci ne peut assurer le bien-être à la population ;
- Enfin, le dernier modèle (dans les pays scandinaves) peut être qualifié de social-démocrate, car il vise à instaurer l'égalité des conditions entre les différents membres de la société.

3. Explication et mesure du poids de l'Etat

3.1. La mesure du poids de l'Etat

La mesure du poids de l'Etat peut se faire à travers différents indicateurs. On peut tout d'abord mesurer la part de l'Etat dans la production soit en évaluant le coût des administrations publiques (évaluées par convention au coût des facteurs) soit en mesurant la part de la population active employées par l'Etat. Mais on peut aussi utiliser les prélèvements obligatoires sont définies par l'ensemble des ressources prélevées par voie d'autorité au profit de l'Etat, des collectivités locales, de certains organismes publics et parapublics, ils sont constitués des impôts, taxes et cotisations sociales. Ces prélèvements sont imposés par la loi. On étudie surtout le taux de prélèvement pour mesurer le poids de l'Etat (prélèvements obligatoire / PIB x 100)

3.2. Tentative d'explication de l'accroissement du poids de l'Etat

Le sujet de l'accroissement de la dépense publique est devenu très actuel surtout après la deuxième guerre mondiale. Ce regain d'intérêt a été provoqué par la hausse rapide de la dépense publique gouvernementale, mesurée essentiellement par rapport à un agrégat macroéconomique²⁸.

²⁷ Philippe van Parijs, « au-delà de la solidarité, les fondements éthiques de l'Etat-providence et de son dépassement », Bruxelles, 1992. p.1.

²⁸ Gilbert Orsoni- Céline Viessant, *Element de finances publiques*, Edition. economica, 2005, p.15. in <http://www.sffp.asso.fr>.

La dépenses intérieure brute "DIB" permet de recenser tout les emplois des secteurs résidents, y compris les emplois en bien et services acquis à l'étranger, dans la mesure où ils excèdent ceux qui ont été vendus à l'extérieure²⁹.

Différents thèses permettent d'apporter un éclairage sur la tendance à l'accroissement observé de la quote-part de l'Etat et des exigences réglementaires. Nous allons mentionner : la loi de Wagner, l'effet de déplacement de Peacock et Wiseman, et enfin la thèse de différence de productivité,

3.2.1. La loi de Wagner : (exposé et discussion)

Cette « loi » a été formulée par l'économiste allemand Adolphe Wagner en 1880 : il en a donné la formulation suivante : « *les comparaisons d'ensemble effectuées dans différents pays et à différentes époques montrent que, parmi les peuples en voie de progrès, l'activité des gouvernements locaux et centraux connaît un accroissement régulier. Cet accroissement est à la fois extensif, les gouvernements prennent constamment à assurer de façon plus complète et plus efficace, tant leurs nouvelles que leurs anciennes activités. De cette façon, les besoins économiques des individus sont satisfaits plus complètement et de façon plus satisfaisante* ».

La loi de Wagner serait une explication empirique des causes de l'accroissement des dépenses publiques sur une longue période. C'est une « loi » d'évolution « théorique » qui énumère un certain nombre de raisons d'une intervention possible de l'Etat³⁰.

Au moment de sa présentation par Wagner, cette explication n'était pas fondée sur une observation passée. Cette intuition s'est révélée correcte quelque temps après, grâce aux vérifications statistiques entreprise.

3.2.2. La thèse des effets de déplacement de Peacock et Wiseman

Dans leur analyse des effets à long terme de l'accroissement des dépenses publiques qui s'est produit en temps de guerre, Peacock et Wiseman ont émis que cet accroissement avait levé les limites de la taxation, ce qui avait permis de maintenir ensuite en permanence un niveau plus élevé de dépenses civiles. Ils sont d'avis que de tels accroissements des activités de l'Etat ont des effets de déplacement, de concentration et de contrôle. Selon eux, en période de stabilité, les considérations de fiscalité ont plus d'influence sur la taille du secteur public

²⁹ RENAUD Jean François et Eric TABOURIN, « Les grandes Fonctions économiques „la production et les dépenses » , ellipses, 1998, Paris. p.163.

³⁰ Robert Cros, « Finances Publiques institutions et mécanismes économiques », Editions CUJAS, 1994. p.138.

et son taux de croissance que les conceptions relatives à l'accroissement souhaitable des dépenses.

Il peut donc y avoir une divergence persistante entre les concepts de dépenses souhaitables et ceux de limitation du niveau de la fiscalité. Cette divergence peut être réduite par les événements comme les guerres qui peuvent, par un effet de déplacement, amener les revenus et les dépenses publiques à de nouveaux niveaux. Après les événements, des idées nouvelles émergentes concernant le niveau tolérable de fiscalité et un nouveau palier peut être atteint, les dépenses publiques représentant à nouveau une partie approximativement constant du produit national brut (PNB), même si les composantes de cette dernière ne sont plus les mêmes.

Ils ont aussi avancé que cet effet de déplacement s'accompagne de l'apparition d'un processus concentration apportant des changements dans l'importance relative des administrations centrales et des autorités locales, les premières assumant des attributions publiques nouvelles tout en s'attribuant des fonctions jusqu'alors exercées par les autorités locales. Ils ajoutent que les guerres forcent souvent les gouvernements et la population à prendre mieux conscience de certains problèmes, il y a là un effet de contrôle qu'on ne doit pas sous-estimer.

3.1.1. La thèse de différence de productivité

La production de services publics non marchands connaît en effet de faibles gains de productivité et c'est aussi ce qui peut expliquer le développement des dépenses publiques. Même à activité publique inchangé, son coût relatif augmenterait³¹.

Cette thèse renvoie aux travaux de Baumol dont l'objectif initial n'était pas d'expliquer la croissance des dépenses publiques mais les difficultés de certains secteurs. Dans la société, il existe deux grands types d'activité : celles où il est possible de capter en permanence d'importants gains de productivité, et celles où il est pratiquement impossible d'économiser le travail utilisé au cours du temps. Il existe donc des activités où on ne peut pas économiser du travail et réaliser des gains de productivité correspondants, alors que c'est le cas dans le reste de l'économie. Le secteur de l'économie qui capte des gains de productivité en fera bénéficier ses salariés qui verront leurs rémunérations augmenter, la limite maximale de cette hausse étant donnée par la récupération maximale de ces gains de productivité. Et Baumol de remarquer qu'une part centrale des interventions croissantes de l'Etat a porté sur des activités

³¹ Y. Rolland, et X. Pillot, « Finance publique et politique publique », *Economica*. 1987. p.120.

telles que l'éducation, la santé, le bien-être, la culture, autant d'activités ou les gains de productivité sont faibles sinon absents. Ceci explique donc l'emprise croissante de l'intervention publique sur un certain nombre d'activité, celles ou les gains de productivité sont systématiquement plus faible que dans d'autre, et le cout croissant de ces activités³².

Cette thèse a donné lieu à des malentendus. D'une part, il est rare que les gains de productivité soient systématiquement impossibles, quelle que soit l'activité considérée, Boumol avait largement révisé ses premières positions en expliquant d'ailleurs que c'était le différentiel des gains productivité qui importait.

Conclusion

A travers les fondements théoriques de l'intervention de l'Etat dans l'activité économique, il apparait que son rôle a toujours été au centre des débats entre les économistes. Les opinions divergent à travers l'histoire entre les différentes écoles de la pensée économique. En effet, on distingue les approches essentielles qui ont mis l'Intervention de l'Etat au centre de leur analyse à savoir :

- L'approche néo-classique : qui légitime l'intervention de l'Etat à condition qu'elle vise à maintenir les conditions d'équilibre en présence de défaillances de marché ;
- L'approche marxiste traite l'Etat comme étant un instrument privilégié au service de la classe économiquement dominant, en évoquant le phénomène de dévalorisation d'une partie du capital (capital public) au profit du capital privé en difficultés ;
- L'approche Keynésienne considère que l'interventionnisme de l'Etat, en tant qu'entité organique, ne peut se justifier qu'en se situant dans ce courant .

Dans l'optique de la théorie néo-classique de l'Etat, l'intervention étatique dans les mécanismes d'affectation des ressources n'est que la résultante des phénomènes liés aux caractéristiques de certains services destinés à la satisfaction des besoins d'individus vivant en group.

L'Etat intervient dans la vie économique en utilisant des instruments budgétaire distincts. Les dépenses publiques figurent parmi les plus importants instruments budgétaires que l'Etat utilise pour agir sur les deux dimensions, économique et sociale. Elles servent d'instrument de stabilisation macro-économique sur le court et le moyen terme et de levier pour atteindre les objectifs de croissance économique sur le long terme, tout en assurant une certaine forme de solidarité et d'équité sociale.

³² Bouvier, M. P. Lassale, « Finance publiques », LGDJ, 2^{ème} édition, 1995. p. 2.

Chapitre II

Croissance économique notion et théorie

Introduction

La croissance économique dans le sens général a passé de plusieurs périodes de développement depuis le début de la pensée économique. Elle a vécu des phases de récession et d'autres d'expansion.

La croissance concerne souvent les grands agrégats économiques et constitue un phénomène quantitatif. La croissance est mesurée à partir des taux de croissance annuel d'un agrégat en volume, le produit intérieur brut (PIB). La croissance économique est un phénomène de longue période qui se différencie de l'expansion, terme utilisé dans l'analyse des fluctuations et des cycles. A la suite de F. Perroux, la croissance est également distinguée du progrès économique et du développement économique qui englobe et soutient la croissance.

Il importe aussi de distinguer la croissance du développement qui désigne l'ensemble des transformations techniques, sociales, démographique et culturelles accompagnant la croissance de la production.

Dans les théories de la croissance jusqu'aux années 70, la croissance du progrès technique est considéré comme un phénomène exogène. Le modèle de Solow (1956) comporte ainsi l'hypothèse d'un taux de croissance constant du progrès technique. Dans la fin des années 80 et les années 90, essentiellement sous l'impulsion de Paul Romer, la théorie de la croissance endogène s'est développée. Elle prend comme point de départ que le progrès technique doit s'expliquer en tant que phénomène économique.

Dés lors, l'objet de ce chapitre est donner un cadre conceptuel et théorique sur lesquels la notion de la croissance a pris essor. La première section définit les concepts de la croissance ainsi que les notions qui lui sont associées. La deuxième section fera l'objet d'une revue de la littérature sur la notion de la croissance.

Section1 : La Croissance économique, quelques notions de base

Depuis Adam Smith et sa richesse des nations, la croissance occupe l'esprit de nombreux économistes. La croissance est un concept polysémique, elle est ainsi associée à plusieurs qualificatifs : illimitée, limitée, instable... On tend souvent à l'opposer au développement, mais la différence est délicate à établir.

On limite généralement la notion de la croissance à des critères uniquement quantitatifs alors que le développement inclurait aussi des phénomènes qualitatifs (éducation, santé, emplois..).

1. Définition

Selon François Perroux « *La croissance économique est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une notion, le produit net en terme réel* »¹.

Selon Kuznets « *la croissance est essentiellement un phénomène quantitatif. A cette effet, il a défini comme étant un accroissement durable de la population et du produit par tête* »².

Selon Jacques Muller : « *la croissance économique est une notion purement quantitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie, comme nous pouvons la mesuré* »³.

La croissance est mesurée à partir des taux de croissance annuel d'un agrégat en volume, le produit intérieur Brut (PIB). Mais la mesure du PIB pose un certain nombre de problèmes (évaluation des amortissements, de l'inflation, des taux de change..).

La croissance économique est un phénomène de longue période qui se différencie de l'expansion, terme utilisé dans l'analyse des fluctuations et des cycles. A la suit F. Perroux, la croissance est également distinguée du progrès économique et du développement économique qui englobe et soutien la croissance.

¹ François Perroux, « Les théories de la croissance », paris, 1999, p. 34.

² Simon Kuznets, « Economic Growth and structure », New York, Norton, 1965, (Traduction Française : Croissance et structure économique, Paris, Calmann-Lévy, 1971).

³ JACQUE Muller : « Maneul et aplication économie », Edition DUNOD, p. 254.

2. Les mesures de la croissance économique**2.1. Le produit intérieur brut**

Le produit intérieur brut est un indicateur de la production de biens et services d'une économie, il repose sur des conventions qui conduisent à ne comptabiliser que les productions réalisées avec des facteurs de production marchands. Le produit intérieur brut constitue une approximation de la richesse économique résident dans un espace donné au cours d'une période de temps (généralement l'année)⁴.

Le PIB peut être calculé à partir de trois optiques :

- ❖ **Optique de production :** le PIB est égale à la somme des valeurs ajoutées des branches productives de l'économie.

$PIB = \text{somme des valeurs ajoutées} + \text{taxes sur valeur ajoutées} + \text{droits de douanes} - \text{subvention à l'importation.}$

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur de la production finale et les consommations intermédiaires engagées pour l'obtenir (biens et service utilisés pour produire).

- ❖ **Optique de revenus :** Le PIB est égale à la somme des revenus bruts des secteurs institutionnels : rémunération des salariés (W), impôts sur la production et les importations (T), moins les subventions (SB), excédent brut d'exploitation (EBE), le revenu mixte brut (RMB).

$PIB = W + T - SB + EBE + RMB.$

L'EBE représente le profit brut des entreprises. Il obtenu en soustrayant de la valeur ajoutée la rémunération des salariés et les impôts liés à la production versés par les entreprises⁵.

- ❖ **Optique des dépenses :** PIB est égale à la somme des emplois finals intérieurs des bien et services (la consommation finale, variation de stockes) plus la formation brut de capital fixe plus les exportations moins les importations.

$PIB = CF + DSKS + FBCF + X - M.$

Avec:

CF: la consommation finale;

⁴ Bertrand Blancheton, « science économique », Edition DUNOD, paris 2009, p. 2.

⁵ Bertrand Blancheton, « science économique ». Op.cit, p. 3.

FCBF : la formation brut de capital fixe ;

DSKS : la variation de stocks ;

X : les exportations de bien et service ;

M : les importations de biens et services.

2.2. Le niveau de vie

C'est un indicateur de revenu (PNB/habitant). Le produit national brut (PNB) égale au produit intérieur brut (PIB) plus les revenus de facteurs reçus de l'étranger moins les revenus de facteurs envoyés à l'étranger. Aussi le PNB est une valeur marchande des biens et services finaux nouvellement produits pendant un an par l'ensemble des agents économiques opérants dans le cadre national et à l'étranger.

2.3. La partie de pouvoir d'achat (PPA)

La partie de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaires dans des pays différents pour se procurer le même panier de biens et de services. En effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur.

3. Les facteurs de la croissance économique

Traditionnellement, trois grands types de facteurs de production peuvent être utilisés pour expliquer la croissance : le travail, le capital et le progrès technique⁶.

3.1. Le facteur travail

Dans une économie, le travail représenté par les capacités physique et intellectuelles que les hommes mettent en œuvre pour produire les biens et services nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Il s'agit de la totalité des forces disponibles pour produire. Ainsi la contribution du facteur travail peut s'expliquer par plus grande utilisation de celui-ci (aspects quantitatifs) ou par une efficacité (aspects qualitatifs).

3.1.1. L'aspect quantitatif : Se base sur la population active ainsi que celles n'ayant pas l'emploi (chômeurs) car la population active = actifs occupés + chômeurs, et cette population active est fixée par une durée de travail dans le cadre de la production de biens et services. Le

⁶ ROLAND Granier, « Croissance et cycle économique », Paris, 1995. p. 14.

taux d'activité qui égal le rapport entre le nombre d'actifs d'une population concerné et la totalité de cette population ne cesse pas d'augmenter à cause de l'évolution démographique et l'arrivée de travailleurs étrangers.

3.1.2. L'aspect qualitatif : Se base sur la qualité du facteur travail fournie par la main d'œuvre qualifiée afin de réaliser la productivité. Cette dernière peut être mesurée par rapport à un volume de production réalisé et un volume de travail nécessaires à cette production. Productivité = production en volume / quantité de travail utilisée.

Cette productivité peut être évaluée en fonction de trois caractéristique individuelles des personnes actives : le niveau de qualifications, l'Age, et le sex.

Les sources d'amélioration de la qualité du facteur travail résident dans le capital humain via les capacités physiques et intellectuelles dont l'être humain est doté. Ce capital s'accroît grâce à la formation continue.

3.2. Le facteur capital

Le capital regroupe l'ensemble des actifs financiers et non financiers détenus par les agents économiques à un moment donné⁷.

Les actifs non financiers comprennent les actifs reproductibles fixes ou circulants d'une part, les actifs incorporels d'autre part. Les actifs non financiers constituent ce que l'on appelle capital physique.

L'investissement correspond à la formation brute de capital fixe. Il représente la valeur des biens durables acquis par les unités productrices résidentes afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production, l'accroissement du capital fixe de la nation résulte de cet investissement.

La croissance économique d'un pays est d'autant plus forte que l'investissement est élevé. La relation entre le capital et le produit national s'écrit à la forme suivant⁸ :

$$Y = AK.$$

Avec :

Y : le produit national ;

K : le capital ;

A : la productivité moyenne du capital.

⁷ BERNARD Bernier, YVES Simon, « Initiation à la macroéconomie », 8^{ème}, Edition DUNOD. Paris, 2001, p.508.

⁸ BERNARD Bernier, « Initiation à la macroéconomie », 9^{ème}, Edition DUNOD. Paris. 2007.

La croissance économique se note : $\Delta Y = a\Delta K$;

Ou, en terme de taux croissance : $\Delta Y / Y = a\Delta K / Y$;

Soit, en remplaçant Y par sa valeur en (1) : $\Delta Y / Y = \Delta K / K$.

Cette relation signifie que le taux de croissance du produit national est égal au taux de croissance du capital.

3.3. Le progrès technique

L'accumulation des facteurs de production et l'amélioration de leur qualité, pour importants qu'ils soient, ne permettent pas de rendre compte de la totalité de la croissance. L'accumulation quantitative de facteurs dont la qualité s'améliore se fait dans un environnement économique complexe où les interactions sont multiples et cumulatives. Ces interactions articulent les progrès de la recherche et des connaissances scientifiques, (l'essor de l'enseignement, les stratégies des firmes et des pouvoirs publics, les impulsions de la demande et de la taille des marchés...). Il en résulte une augmentation de la productivité et la croissance ne peut donc pas se réduire à une seule dimension quantitative et le processus cumulatif d'interactions qui la caractérise⁹.

Le progrès technique est considéré, dans le modèle de Solow, comme l'élément qui permet d'améliorer la productivité pour une même valeur des facteurs de production capital et travail. Autrement dit, il s'agirait d'accroître la production notamment par une meilleure prise en compte des conditions environnementales. Il est à noter que la terre était la source de toute production pour les Physiocrates, un facteur de production parmi d'autres dans l'école classique, alors que l'école néoclassique, à laquelle se rattache le modèle de Solow, ne retenait plus que les facteurs de production capital et travail.

4. La notion de cycle de croissance économique

4.1. Définition un cycle économique : Selon les économistes Burns et Mitchell : «*Un cycle consiste en des phases d'expansion affectant quasi simultanément différentes activités économiques, suivies par des récessions puis des reprises, qui forment la phase d'expansion du cycle suivante* »¹⁰.

⁹ BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, DOLLO Christine, « Dictionnaire de science économique », 3^{ème}, Edition. Paris. 2002.

¹⁰ ARNAUD, Diemer, « Croissance et cycle », IUFM D'Auvergne. Avril 2004. p. 21.

4.2. Les différentes phases d'un cycle économique

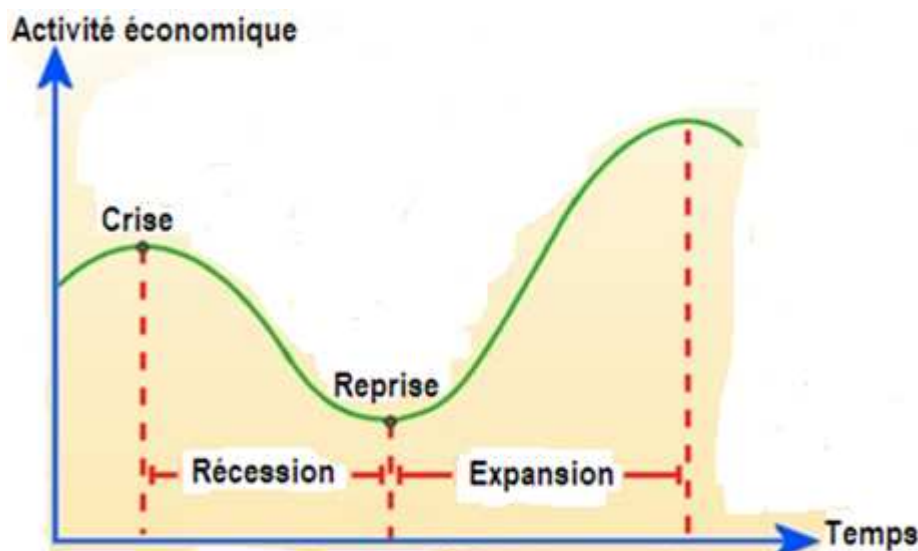
On peut distinguer quatre phases successives dans un cycle économique qui sont la phase d'expansion, la crise, la récession et enfin la reprise qui débouche sur la phase d'expansion du cycle suivant :

- **L'expansion :** La phase d'expansion désigne la phase du cycle économique caractérisée par l'augmentation du volume de la production et de la demande sur une courte ou une moyenne période (le taux de croissance annuel du PIB est donc soutenu).
- **La crise :** Le terme crise désigne le moment bref de retournement de la conjoncture. Elle est représentée par le point de retournement qui marque le début de la phase de ralentissement de l'activité économique.
- **la récession :** Cette phase du cycle économique désigne une contraction de la production d'un pays pendant deux trimestres consécutifs. Le taux de croissance de l'activité économique est donc négatif.
- **la reprise :** La reprise désigne la phase du cycle économique qui se caractérise par un retour de l'économie à une phase d'expansion après une phase de récession. La reprise représente donc le point d'inflexion qui marque le retour d'une phase de croissance de l'activité économique soutenue.

❖ Représentation graphique d'un cycle économique

On peut alors schématiser un cycle en économie de la manière suivante :

Figure N°1 : Exemple de représentation d'un cycle économique



Source : Eric BOSSERELLE, Croissance et fluctuations, Sirey, 1997.

4.3. Les différents cycles de croissance économique**4.3.1. Les cycles courts (cycle Juglar et cycle Kitchin)**

Les cycles courts comprennent les cycles mineurs ou cycle de Kitchin, les cycles majeurs ou cycles d'affaires appelés aussi cycles de Juglar et les cycles peu connus appelés cycles de Labrousse. Ainsi, les cycles mineurs sont des périodes courtes d'une durée de trois à quatre années en moyenne. Ils traduisent essentiellement des phénomènes de stockage et déstockage de la part des entreprises.

Ces crises sont souvent dues aux erreurs d'anticipation trop optimistes des sociétés qui les conduisent à investir et produire plus que les besoins nécessaires.

Son inventeur estime que ce sont des cycles caractéristiques d'une économie régulée par le marché. En effet, ce sont les excès du développement industriel et commercial qui les provoquent (situations de surproduction dues au surinvestissement).

4.3.2. Les cycles longs (le cycle de Kondratieff)

C'est dans les années 20 que l'économiste russe Nicolas D. Kondratieff a mis en évidence l'existence de cycles de prix d'une durée moyenne de 50 ans environ. On a pu observer qu'à ces variations de prix correspondaient des variations de même sens des profits et de l'activité économique. Du point de vue de l'analyse statistique, les phases ascendantes ou descendantes du cycle Kondratieff correspondent aux tendances autour desquelles se produisent les fluctuations conjoncturelles.

Les phases longues ascendantes (25 ans environ) : sont liées à la mise en œuvre d'une ou de plusieurs grandes innovations (chemin de fer et de l'acier, de l'électricité, du moteur thermique et de la chimie). Les innovations majeures donnent naissance à des branches motrices, elles sont à l'origine de vagues d'innovations ou de « grappes d'innovation » qui sont copiées par les entrepreneurs en dehors même des branches d'origine.

Les phases longues de déclin (25 ans environ) : succèdent aux phases ascendantes lorsque les branches motrices liées aux innovations principales arrivent à maturité ou entrent en déclin et lorsque n'y a plus de possibilités nouvelles d'exploitation de ces innovations.

Une grappe d'innovations est un nombre conséquent d'innovations qui apparaissent durant un même période mais dépendantes les unes des autres. On passe ainsi par des phases de croissance et de hausse des prix lorsque les innovations arrivent à maturité, puis par des baisses de prix et des récessions.¹¹

¹¹ ARNAUD, Diemer, « Croissance et cycle ». Op.cit. p.18.

Chaque cycle a comme moteur, dans sa période de croissance, une innovation technologique.

Section2 : Les théories de la croissance économique

Les théories de la croissance économique s'efforcent à donner des éléments de réponses globaux à la question des origines de la croissance et de son caractère équilibré ou no. Des réflexions sur le sujet retrouvent déjà chez les économistes classiques. Ainsi, afin de comprendre les mécanismes de croissance, il est nécessaire de restituer quelque grands travaux plus contemporains essentiellement Keynésienne.

La théorie de la croissance économique comme les autres, ne se développe pas d'une façon continue qui disqualifie les systèmes interprétatifs précédents : l'émergence d'approche nouvelles s'accompagne de débats et d'affrontements qui persistent jusqu'à nos jours.

La réflexion économique sur la croissance date de la première révolution industrielle, A. Smith dans son ouvrage¹² publiée en 1776, était l'un des premiers ayant abordé la notion de croissance économique, en prenant sa source dans la division du travail. Cependant, depuis la théorie de la croissance a repris avec vigueur à partir des 30 glorieuses, alors que l'entre deux-guerres était caractérisé par une réflexion sur les cycles.

2.1. Les théories de la croissance économique limitée (pessimisme)

La pensée classique en matière de croissance économique se caractérise par une grande diversité de points de vue qui peuvent s'expliquer par les caractéristiques et les objectifs de chacun des auteurs. Malgré que les économistes classiques étaient conscients des transformations se déroulant devant leurs yeux, ils n'appréhendent pas naturellement la croissance comme un processus de longue période, susceptible d'améliorer durablement le niveau de vie de la population. Ainsi, la croissance, c'est-à-dire l'augmentation soutenue de la production d'un pays, est un phénomène récent puisqu'il devient durable à partir de la révolution industrielle.

2.1.1. La division de travail de « Adam Smith »

Smith dans son ouvrage : « recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations », développe les premiers éléments de la croissance. Pour lui, l'accroissement de la

¹² SMITH A. (1776) : « Recherche sur la nature et les conditions de la richesse des nations : Les grands thèmes ». Edition réalisée par Jean-Marie Tremblay en 2002, Québec, pp.11-16. In http://www.quebec.ca/zone30/classiques_des_sciences_sociales/index.html.

productivité résulte de la spécialisation des travailleurs et des économies, permise par le développement du machinisme. La division du travail est source d'efficacité et de croissance¹³. En effet, dans sa théorie, c'est le travail et lui seul qui produit, la terre et le capital ne sont que les moyens du travail non productifs par eux-mêmes.

Pour enrichir la nation, il faut accroître les quantités du travail mises en œuvre et améliorer la productivité (la quantité de biens produits par unité de travail). Cela suppose l'extension de la division du travail, de la spécialisation des individus selon les tâches socialement nécessaires. A. Smith est ainsi, le premier à faire une théorie de la division du travail et surtout le premier à en faire un facteur essentiel de la croissance. D'ailleurs la division du travail explique la différence entre le progrès agricole et le progrès industriel car l'agriculture ne comporte pas une aussi grande subdivision du travail ni une séparation aussi complète des travaux que dans les manufactures.

2.1.2. L'état stationnaire de « David Ricardo »

Selon D. Ricardo : *« l'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole, mais les nouvelles terres mises en culture sont soumises aux rendements décroissants. Le coût de production et donc le prix des denrées alimentaires augmentent »*¹⁴. Il en résulte que, la croissance est gouvernée par le principe de rendement décroissant (la terre est le seul facteur rare).

Les rendements décroissants → la baisse tendancielle du taux de profit → blocage de processus d'accumulation qui conduit à un état stationnaire¹⁵.

2.1.3. La loi de la population de « Robert Thomas Malthus »

Alors que, Thomas Robert Malthus, donne plus d'importance au facteur humain pour accroître la production. Ce qui nous confirme sa loi de la population selon laquelle la population tend d'augmenter selon une progression géométrique alors que les moyens de survie s'accroissent selon une progression arithmétique. Malthus note que la croissance économique semble limitée par l'accroissement plus rapide de la population que de la production.

¹³ TESTENOIR J-P. (2009) : « La croissance », Edition CERPEG. p. 1, In <http://www.cerpeg.ac-versailles.fr>.

¹⁴ Alain Samuelson, « Les grands courants de la pensée économique », Edition OPU, 1993, P77.

¹⁵ R.M .SOLOW, « La théorie de la croissance économique », Edition ARMAND COLIN, P143.

2.1.4. La théorie de « Karl Marx »

Pour Karl Marx (1818-1883), la baisse tendancielle du taux de profit est au cœur de l'analyse de la croissance à long terme, selon l'auteur l'accroissement de la composition organique du capital mène automatiquement à la baisse de taux de profit, c'est-à-dire que le taux de profit est égal au rapport entre la plus value et la totalité de capital. Autrement dit, la composition organique du capital augmente vite, que la marge de plus value, ce qui incite une tendance à la baisse du taux de profit. Dans l'optique de l'auteur les crises du capitalisme sont possibles, contrairement à l'analyse classique, ces crises sont les résultats de blocage de l'accumulation du capital qui résulte de la baisse de taux de profit et une crise de débauchés. La formule de Marx prend la forme suivante¹⁶ :

$$\text{Taux de profit} = \frac{pl/v}{\frac{C+V}{V}} = \frac{pl/v}{\frac{C}{V} + 1}$$

2.1.5. Les modèles du « Club de Rome »

Selon les fidèles de ce paradigme, le jalonnement historique de la croissance économique nous révèle : la croissance économique se pérennise, mais d'une façon instable, selon eux la nature de la croissance économique, sont les ressources naturelles tels que (l'eau, les combustibles liquides et solides, les minéraux...). D'autre part la perspective de la croissance est nul, à cause de l'augmentation de l'effectif de la population, et par conséquent l'augmentation de la consommation et la pollution de la planète.

2.2. Les modèles de la croissance économique « post Keynésiens »

Juste après la crise de 1929, plusieurs économistes fondent leurs analyses économiques à long terme sur les règles et solutions apportées par l'économiste « Keynes ». Nous abordons ci-après deux modèles très importants, à savoir : le modèle « Harrod et Domar » et le modèle « Robert et Solow ».

2.2.1. Le modèle Harrod et Domar

Influencé par les travaux de l'économiste John Maynard Keynes (1883-1946). Harrod et Domar en 1947, ont révélé que le taux de croissance économique [c] est fonction du taux d'épargne [S] et le taux d'investissement en capital [i].

¹⁶ Alain Samuelson, « Les grands courants de la pensée économique », Edition OPU, 1993, p. 394.

La formule de Harrod et Domar apparaît comme suit : $C = S/I^{17}$.

C'est-à-dire, la croissance est imputée à l'investissement productif, celui-ci imputé aussi à l'épargne. En effet, le gouvernement peut agir sur le taux de croissance économique en encourageant l'épargne par l'augmentation du taux d'intérêt ou par les exonérations fiscales. Ce modèle a mis l'accent sur l'instabilité de processus d'expansion des économies.

2.2.2. Le modèle Robert et Solow (1956)

Ce modèle se base sur une fonction de production homogène de type Cobb-Douglas à deux facteurs le travail [L] et le capital [C], de sorte que la croissance économique [Y], est égale : $Y = (Cu, lu-1)^{18}$.

Le modèle de Robert et Solow s'appuie sur l'hypothèse que les moyens de production connaissent un rendement décroissant, et les moyens sont utilisés efficacement. D'autre part le facteur technique sera qualifié comme un variable exogène, cela veut dire que le progrès technique n'explique pas la croissance, puisque celui-ci n'est pas le produit de croissance elle-même. Selon Robert et Solow, la croissance est infinie à condition que la population s'accroît et qu'il y ait de progrès technologique

2.3. Les approfondissements optimistes de la croissance économique

Il existe plusieurs approches concernant la vision optimistes de la croissance économique. Nous citons ci-après deux approches édifiantes :

2.3.1. La théorie hétérodoxe de J. Schumpeter

Selon J. Schumpeter, l'innovation est le facteur explicatif de la croissance et du développement économique à long terme¹⁹. L'entrepreneur Schumpétérien est innovateur, et le profit légitime est la rémunération du risque pris lors de la mise en œuvre du processus d'innovation.

Schumpeter distingue cinq (5) types d'innovation : produit, marchés, procédés, matières premières et organisation des entreprises, Schumpeter fait des grappes (vagues) d'innovations, il explique le mécanisme de la croissance par le remplacement des anciennes activités dominantes, par de nouvelles industries émergentes.

¹⁷ ARROUS Jean, « Les théories de la croissance [la pensée économique contemporaine] ». Editions LE SEUIL. p. 191

¹⁸ R.M. SOLOW, « La théorie de la croissance économique », Edition ARMAND COLIN. p. 120.

¹⁹ TESTENOIR J.-P. (2009) : « La croissance ». Op.cit. p. 2.

2.3.2. Le modèle du Kaldor (1956)

Selon l'auteur de ce modèle, le taux d'épargne (I) d'un état est une équation croissante à l'égard des profits dans le revenu national (Y) car la propension à épargner des capitalistes (propriétaires des capitaux) est supérieure à celle des salariés (les ouvriers) de ce fait, le taux de croissance garanti (S/V) devient une équation croissante du taux de profit (I). À l'inverse une faible croissance économique, produit un état de sous-emploi de plus une répartition des revenus plus agréable aux profits, cela accroît le taux d'épargne donc la croissance dans la croissance économique. Le modèle de Kaldor s'écrit comme suit :

Le produit national est constitué : de salaires (W) et de profits (P) :

$$\frac{P}{Y} = \frac{P}{K} * \frac{K}{Y} = r \cdot v$$

Autrement dit : l'épargne par la répartition des revenus, est une variable d'ajustement (réallocation) qui permet une croissance économique stable à long terme.

2.4. Les nouvelles théories de la croissance économique

Les nouvelles réflexions sur la croissance économique mettent le point sur le caractère cumulatif de la croissance. on retiendra dans cette section deux approches concernant la croissance économique à long terme, à savoirs :

- 1- Les théories de la croissance endogène ;
- 2- Le modèle institutionnel de la croissance.

2.4.1. Le modèle de croissance endogène

▪ Le modèle AK

Selon les auteurs de la théories de la croissance endogène à l'instar de (Paul Romer, Robert Barro et Lucas). le progrès technique est endogène, c'est-à-dire que la croissance économique produit par elle-meme le développement technologique. Le modèle s'appuie sur l'hypothèse du rendement constant du capital et le modèle AK , qui est une équation de production composée à partir des facteurs suivants : le facteur production (Y), le stock de capital (K) et une constante (A) .

Le modèle s'écrit comme suit²⁰ : $Y = A \cdot K$;

On peut écrire a la forme suivante : $\Delta Y/Y = A \Delta K/AK = \Delta K/K$.

²⁰ MICHEL Bialès, REMI Leurion, JEAN-Luis Rivaud, « L'essentiel sur l'économie », 4ème Editions. Editions FOUCHER, Paris, 2006. p. 333.

Cette équation implique que la production est proportionnelle au stock de capital.

▪ **Les hypothèses de rendement constant du capital**

Plusieurs éléments permettent de valider l'hypothèse de rendement constant du capital :

- L'investissement pratiqué par une entreprise entraîne des externalités technologiques pour les autres entreprises ;
- La technologie est pour partie de l'information, facilement transposable ;
- Le capital humain (qualification, état de santé de la population) a des rendements croissants ou constants ;
- L'investissement en capital public comporte de fortes externalités positives pour le capital privé ;

2.4.2. La nature institutionnelle de la croissance économique

Les auteurs de cette théorie de croissance tentent de trouver des réponses sur deux questions cruciales à savoir : quels sont les retombés des institutions sur la croissance économique et comment les institutions apparaissent-elles ?

Les auteurs de ce paradigme adoptent une approche microéconomique afin de trouver des réponses faibles sur les problèmes posés. Tout en sauvegardant le cadre analytique de la théorie néoclassique des prix et ses hypothèses fondamentales de la rareté et de la compétitivité. selon J-P Touttut : « *La notion d'institution économique recouvre l'ensemble des organisations formelles et informelles et des législations qui encadrent le fonctionnement des marchés. Le marché se présente lui-même comme une institution lorsque les transactions privées sont insérées dans un réseau de conventions et de règles* »²¹.

Le souci de révéler les origines de la performance économique, a conduit North l'un des pionniers de la nouvelle économie institutionnelle à chercher dans les origines de la croissance chez les néoclassiques, pour lui les institutions sont : « *l'ensemble des règles formelles (constitution, lois, règlements) et des contraintes informelles (normes de comportement, conventions, codes de conduite), auxquelles il ajoute les mécanismes visant à assurer l'application de ces deux types de règles. Les institutions et la technologie utilisées conditionnent la performance économique en déterminant les coûts de transformation*

²¹ AIAIN Beitone, « économie », 2^{ème} Edition. p. 416.

(production) et les couts de transaction (couts de supervision, de négociation, respect des contrats, couts de déviance,.. »²².

depuis North, il existe quatre variable relative aux couts de transaction :

- Le frais lié à la mesure de la valeur du bien ou de service qui échange ;
- L'étendue des marchés ;
- Le cout du respect et de l'application des contrats ;
- L'idéologie et les croyances individuelles.

Tout en focalisant notre attention sur le troisième élément, on constate que ce variable mis en place d'un cadre institutionnel faible.

La contribution de cette approche est indéniable, de sorte qu'elle insiste sur le respect des règles de jeux de l'activité économique, ce qui est par conséquence la pérennité de la croissance à long terme. Après avoir abordé les multiples théories de la croissance économique. pour les nouvelles théories, la croissance est un phénomène auto-entretenu par accumulation de quatre facteurs principaux : le capital physique, le capital humain, la recherche et développement et les dépenses publiques.

2.4.3. Les sources de la croissance

La nouvelle économie de la croissance envisage une grande diversité de sources susceptibles d'expliquer la croissance économique²³.

▪ Le capital physique (Romer)

P.Romer a renouvelé l'analyse de l'investissement comme facteur de la croissance. Il propose en (1986), un modèle qui repose sur les phénomènes d'externalités entre les firmes : en investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre production mais également celle des autres firmes, concurrentes ou non.

En effet, l'investissement dans de nouvelles technologies est le point de départ de nouveaux apprentissages par la pratique : (amélioration des équipements en place, augmentation de la compétence des travailleurs ...) mais, ce savoirs se diffuse inévitablement aux autres firmes.

²² DOUGLAS C.North, « Nouvelle économie institutionnelle et la perspective », p. 02.

²³ ALAIN Beitone, « Dictionnaire des sciences économique », Edition ARMAND COLIN. Paris. 2001. p. 114.

▪ Le capital humain (Lucas)

Regroupe l'ensemble des potentiels productifs qu'un être humain acquiert à travers l'accumulation des connaissances et savoirs tacites et non tacites. Autrement dit, c'est un stocks de connaissances valorisables économiquement. l'accumulation de ce facteur se fait par l'investissement davantage dans l'éducation et la formation continue des travailleurs, ceci est par conséquent d'augmenter la productivité de la facteur de travail.

▪ Le Recherche et développement (Romer)

Le but de ce facteur est d'augmenter la part des connaissances, d'autant que l'application des ses découvertes (Innovation et Oraganaisation) pour les nouvelles utilisations futurs. L'OCDE définit l'acte d'innver comme suit : « *On entend par innovation technologique de produit la mise au point / comercialisation d'un produit plus performant dans le but de fournir au consommateur des service objectivement nouveaux ou améliorés. Par innovation technologique de procédé, ont entend la mise au point / adoption de méthodes de production ou de distribution nouvelles ou notablement améliorées, elle peut faire intervenir des changements affectant-séparément ou simultanément- les matériels, les ressources humains ou les méthodes de travail* »²⁴.

On peut diviser ce facteur en trois sous-éléments suivants :

1. La recherche fondamentale ;
2. La recherche applquée ;
3. Le développement .

▪ Les dépenses publique (Barro)

Sont l'ensemble de dépenses réalisées par les autorités publique est destinées à servir comme une palte forme pour les autres secteurs comme par exemple : (les hopitaux, les écoles, les routes, les aéroports, les réseaux de télécommunications...). Selon Barro, ce facteur peut garantir la croissance économique à long terme, par son soutien à la demande dans les périodes de dépression économique. Les dépenses publiques stimulent la production ce qui entraînent une augmentation des revenus et donc une hausse da la consommation des ménages, ce qui incite davantage par la suite la croissance de la production, sous l'effet de multiplicateur.

²⁴ l'OCDE, Manuel d'OSLO-2ème Edition. 1997.

L'effet du multiplicateur, est un processus d'entraînement qui, pour variation préliminaire d'une variable. Exemple : Les dépenses publique (ΔG), provoque une variation finale (ΔI) plus importante.

Conclusion

La croissance économique peut être définie comme l'évolution à moyenne et long terme du produit total et surtout du produit par tête dans une économie donnée. elle constitue un instrument nécessaire pour le développement économique d'un pays.

Les dernières décennies ont clairement manifesté une renaissance de l'intérêt pour la compréhension du processus de la croissance, un domaine culminé par le modèle néoclassique de Solow en (1956). Selon lequel le taux de croissance du revenu par tête est déterminé par le taux exogène du progrès technique . la croissance d'équilibre du produit est donc indépendante des comportements économiques et l'Etat est dans l'incapacité d'affecter le taux de croissance de long terme. Dès lors, l'apparition des nouvelles théories de la croissance, a exprimé l'impasse d'une croissance exogène.

La réexamen des conditions permissives de la croissance et l'enrichissement de la définition du capital productif ont conféré à la théorie de croissance endogène l'aspect d'un outil puissant et flexible pour analyser la croissance économique et les nombreux autres phénomènes qui s'y rattachent.

Cependant, dans le contexte actuel d'épuisement des énergies fossiles, certains économistes et autres intellectuels mettent en avant l'idée de l'impossibilité d'une croissance infinie tel que tentent les économistes de la défendre. L'idée de la décroissance, bien qu'en situation embryonnaire, tente de remettre en cause la course à la croissance qui va au détriment du développement naturel des ressources de la terre.

Chapitre III

**Les dépenses publiques sur la croissance
économique en Algérie**

Chapitre III : Les dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie.

Introduction

Depuis plus de vingt cinq ans, l'Algérie a entrepris d'importants changements structurels afin de passer d'une économie planifiée à une économie de marché. Les rôles et les responsabilités de l'Etat se sont adaptés progressivement à ce contexte. La maîtrise des finances publiques constitue une étape essentielle pour que l'Etat puisse contribuer de manière effective à une croissance soutenue.

Les arguments contradictoires à la base de ce débat ont contribué à reconsidérer avec prudence l'utilisation systématique des finances publiques à des fins de politique économique. L'Algérie est considérée comme l'un des pays qui encourage la politique budgétaire.

Dans ce chapitre, on organise notre travail comme suit : Une première section, aborde les principales politiques économiques et budgétaires adaptées par l'économie Algérienne dès l'indépendance passant par des périodes de récession et d'expansion. Dans la deuxième section on essayera de déterminer l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie.

Section 1 : Budget et politiques économiques Algérienne

1. Budget de l'Etat

Tout budget est une prévision d'activités. Les particuliers, les entreprises, les collectivités publiques et l'Etat en premier lieu, sont tous amenés à établir des programmes financiers.

1.1. Définitions

Le budget de l'Etat est l'ensemble des prévisions de recettes et de dépenses pour l'année à venir. Toutefois, les prévisions de dépenses sont également des plafonds qui ne peuvent pas être dépassés, en ce sens le budget de l'Etat est également un acte de l'autorisation de la dépense publique¹.

- La composante de budget relative aux recettes reste quant à elle purement prévisionnelle ;
- Le budget retrace de nombreux flux entre l'Etat et d'autres collectivités publiques (subventions aux collectivités locales, aux organismes de sécurité sociale, à de nombreux établissements publics) ;
- Le budget de l'Etat est divisé en plusieurs sections : le budget général (le plus important en volume), une série de comptes spéciaux et de budgets annexes.

➤ Le budget général

De loin le plus important en volume, les tableaux budgétaires font apparaître d'une part des prévisions des recettes, d'autre part des autorisations de dépenses publiques ou « *crédits budgétaires* », qui sont doubles :

- Des autorisations d'engagements (AE): C'est l'acte juridique par lequel l'Etat crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera supérieure des dépenses pouvant être engagées ;
- Des crédits de paiements (CP): Constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagements.

¹ François Adam, Olivier Ferrand, Rémy Rioux, « Finances publiques » 2ème Edition. p. 40.

➤ **Comptes spéciaux**

Comportent plusieurs comptes, dont chacun constitue une section budgétaire gérée séparément : comptes d'affectations spéciales, comptes de prêt et comptes d'avances, le compte de commerce

➤ **Budget annexes**

Ils retracent les opérations budgétaires de services donnant lieu à une commercialisation gérée directement par des collectivités publiques².

1.2. Notion de solde budgétaire (SB)

C'est la différence entre les deux composantes de budget, les recettes publiques et les dépenses publiques.

Solde budgétaire (SB) = Recettes publiques – dépenses publiques

Donc on peut distinguer trois types de budgets selon la valeur du solde budgétaire :

1. Déficit budgétaire (DB) : On parle de déficit budgétaire quand les recettes de l'année (t) ne couvrent pas la totalité des dépenses de l'année en cours. Il s'agit de $SB < 0$

2. Excédent budgétaire (EB) : Il s'agit d'une différence positive marquée entre les recettes et les dépenses. $SB > 0$

3. Equilibre budgétaire (EQB) : C'est quand la valeur des recettes soit égale à celle des dépenses publiques. $SB=0$

2. La politique budgétaire

Tout comme un ménage ordinaire, les ressources financières de l'Etat sont limitées par rapport aux besoins. Pour mieux assumer les notions de la politique budgétaire, nous détaillerons sa définition, et ces moyens d'action, les objectifs.

2.1. Définition

La politique budgétaire est une politique économique qui utilise le budget de l'État pour atteindre des objectifs macroéconomiques comme le plein-emploi, la croissance économique soutenue et la stabilité des prix³.

² François Adam, Olivier Ferrand, Rémy Rioux, Op, cit .p. 41.

³ Michael Parkin, Robin Bade, Benoite Carmichael. « Introduction à Macroéconomie Moderne », 4ème Edition. p. 386.

A. Les moyens d'action de la politique budgétaire

En tant qu'instrument de la politique économique, la politique budgétaire peut s'appuyer sur plusieurs leviers, ou moyens d'action qui sont⁴ :

- **L'action par les dépenses publiques**

Elle est le résultat d'une volonté d'intervention forte. Elle se traduit par une croissance des dépenses publiques et, au sein de celles-ci, par une prépondérance des dépenses à Fort effet d'entraînement sur l'économie (Infrastructures publiques, bâtiments et travaux publics...).

- **L'action par les recettes publiques**

Au-delà des objectifs financiers, à savoir la couverture des dépenses publiques, les recettes publiques (impôts et emprunts) servent à atteindre des objectifs économiques et sociaux précis, on distingue deux outils :

L'intervention fiscale: L'impôt peut être utilisé pour modifier la répartition du revenu national, pour relancer tel ou tel secteur industriel, pour orienter les dépenses des agents vers un domaine souhaité...

Le recours à l'emprunt : l'emprunt peut permettre d'assurer un équilibre entre le besoins de financement de l'Etat et l'épargne, de peser sur la demande globale.

B. La politique budgétaire ou la gestion des déficits

La régulation de la conjoncture visée par la politique budgétaire peut s'opérer dans un sens expansionniste, mais aussi dans un sens restrictif. Lorsque le gouvernement réduit les taux d'imposition, ou lorsqu'il augmente les dépenses publiques, dans le but par exemple de stimuler la demande, on parle de politique budgétaire expansionniste.

Lorsque, au contraire, il alourdit la fiscalité ou réduit les dépenses publiques (par exemple pour répondre à une situation d'inflation ou de déficits extérieurs importants) on parle de politique budgétaire restrictive.

Les instruments de la politique budgétaire sont nombreux. Du côté des recettes, le gouvernement peut utiliser l'arme fiscale. En agissant sur le niveau de l'imposition directe qui frappe les ménages (comme l'impôt sur le revenu) ou les entreprises (l'impôt sur les sociétés), ou sur le niveau des impôts indirects tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou encore sur le montant des prélèvements obligatoires.

⁴ BERNIER B., SIMON Y. « initiation à la macroéconomie », 1995. p. 425.

La politique budgétaire exerce une influence sur le comportement des agents économiques. Par exemple, réduire l'impôt, c'est distribuer un supplément de revenu qui, s'il est dépensé augmente les débouchés des entreprises, qui si elles vendent davantage peuvent accroître leur production, et donc, par exemple, créer des emplois. Du côté des dépenses, l'État peut tout autant mener une politique expansionniste, par exemple en créant des emplois publics, que restrictive lorsqu'est conduite une politique d'austérité.

Si, au terme de l'exécution de la loi de finances, les recettes sont inférieures aux dépenses, il y a un déficit budgétaire. Par le passé, lorsqu'une conjoncture défavorable entraînait un déficit (recettes fiscales inférieures au montant prévu), le gouvernement avait tendance à augmenter immédiatement les impôts afin de rétablir l'équilibre budgétaire.

Cependant, depuis l'application généralisée des théories keynésiennes, les gouvernements ont cessé de considérer l'équilibre budgétaire comme une nécessité absolue. Keynes a montré comment, en période de conjoncture défavorable, des dépenses publiques supplémentaires permettaient une relance de l'économie. Cette relance engendre des recettes fiscales supplémentaires à venir, et permet donc le rétablissement de l'équilibre.

Le déficit budgétaire peut être financé soit par des avances de la banque centrale, soit par l'emprunt. Si ce financement est assuré par émission de monnaie, l'inflation risque de s'accroître : l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation est une des causes de la hausse des prix. Si le déficit est financé par l'emprunt, l'endettement de l'État peut entraîner une hausse des taux d'intérêt et un « effet d'éviction ». Lorsque l'État emprunte, les ressources d'épargne qu'il mobilise cessent d'être disponibles pour les autres agents économiques. Cette hausse des taux due à l'accroissement de la demande de capitaux, contraint l'État à proposer une rémunération de l'épargne plus attractive, en augmentant le taux de l'intérêt. Cette hausse produit un effet négatif sur le niveau des investissements du secteur privé dont les coûts sont renchérissés. Un cycle de ralentissement de l'activité est ainsi amorcé.

Cependant, il existe bien d'autres facteurs qui influent sur la fixation des taux d'intérêts (comme l'action relative à la défense de la parité d'une monnaie par rapport à d'autres devises qui se concrétise dans la politique des taux de change) et qui peuvent atténuer les effets précédemment décrits⁵.

⁵ Michael Parkin, Robin Bade, Benoit Carmichael. « Introduction à Macroéconomie Moderne », 4^{ème} Edition. p. 427

2.2. Les objectifs de la politique budgétaire :

La politique budgétaire à pour objectif :

- Permettre à l'Etat d'assurer certains services généraux indispensables au bon fonctionnement du système économique ;
- Lever les impôts nécessaires a leur financement ;
- La répartition des revenus ;
- Combattre le chômage ;
- Etablir les conditions favorables au plein emploi, à la stabilité des prix et à une croissance économique forte et équilibré ;
- Modifie les recettes et les dépenses des administrations publiques dans le but de réguler la conjoncture ;
- Activer la croissance économique⁶.

3. Analyse de l'évolution de budget algérien par période**3.1. La période 1963-1973****Tableau N°2 : Evolution de budget de 1963-1973(En Million de DA)**

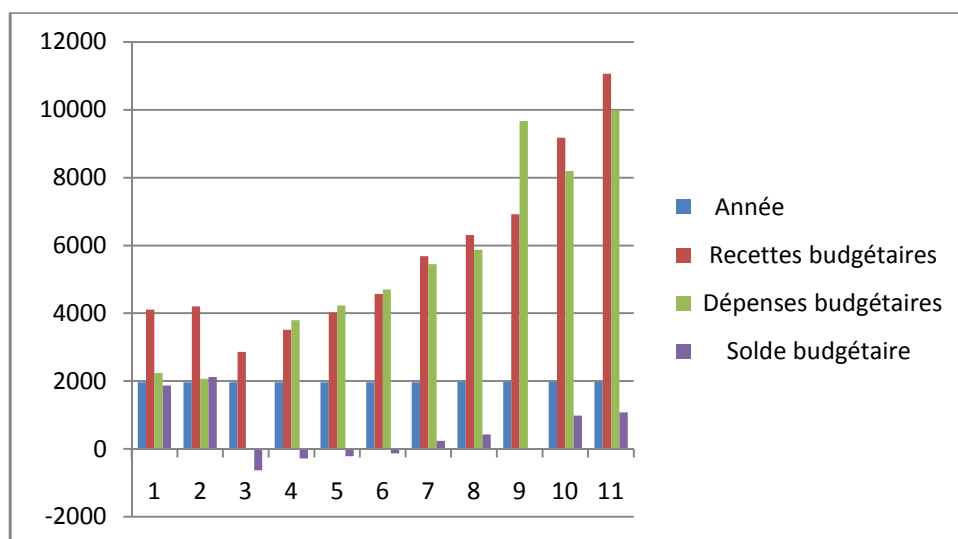
Année	Recettes budgétaires	Dépenses budgétaires	Solde budgétaire
1963	4 110	2237	1 873
1964	4 200	2070	2 130
1965	2 862	3489	-627
1966	3 517	3 798	-281
1967	4 019	4 234	-215
1968	4 568	4 701	- 133
1969	5 688	5 453	235
1970	6 306	5 876	430
1971	6 919	9 671	- 22
1972	9 178	8 197	981
1973	11 067	9 989	1 078

Source : Ministère des finances, (DGB).

On remarque bien que, le solde budgétaire été excédentaire, jusqu'a l'année 1965 ou à enregistré un déficit de l'ordre de 627 M D, et c'est juste après 1971, que le solde à commencé d'enregistré des excédents, le graphe ci-dessous, illustré ces évolutions.

⁶ D.begg, R.dornbusch, S.fische., « macroéconomie », 2^{ème} Edition, Paris 2000. p. 60.

Figure N°2 : Evolution de budget de 1963-1973



Source : Elaboré par nous même à partir de tableaux N°2 à l'aide de logiciel Excel.

3.2. La période 1974-1989

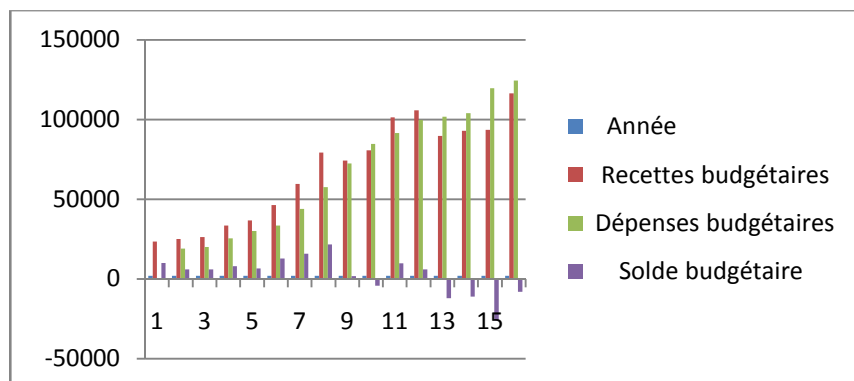
Tableau N°3 : Evolution de budget de 1974-1989(En Million de DA)

Année	Recettes budgétaires	Dépenses budgétaires	Solde budgétaire
1974	23 438	408	10030
1975	25 052	19 068	5984
1976	26 215	20 118	6097
1977	33 479	25 473	8 006
1978	36 782	30 106	6 676
1979	46 429	33 515	12914
1980	59 594	44 016	15875
1981	79 384	57 655	21729
1982	74 246	72 445	1801
1983	80 644	84825	-4181
1984	101 365	91 597	9768
1985	105 850	99 841	6009
1986	89 690	101 817	-12127
1987	92 984	103 977	-10993
1988	93 500	119 700	-26200
1989	116 400	124 500	-8100

Source : Ministère des finances, (DGB).

On remarque bien, que durant cette période, le solde budgétaire été excédentaire jusqu'aux années 1986, où, il à commencé à enregistré des déficits très important, à cause des chutes de prix de pétrole des années 1986. Le graphe ci-dessus, illustré ces mouvements.

Figure N°3 : Evolution de budget de 1974-1989



Source : Elaboré par nous même à partir de tableaux N°3 à l'aide de logiciel Excel.

3.3. La période 1990-1999 :

Tableau N°4 : Evolution de budget de 1990-1999(En Million de DA)

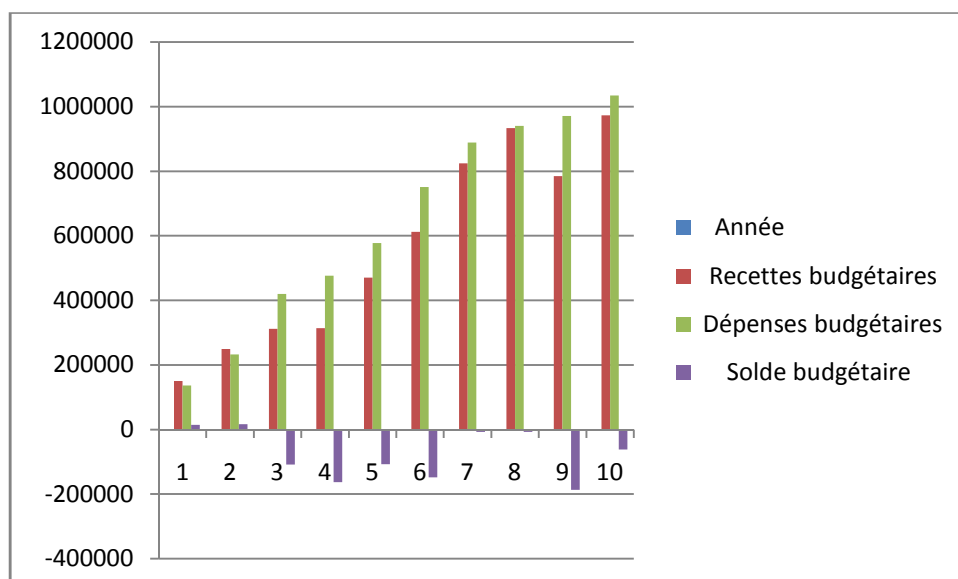
Année	Recettes budgétaires	Dépenses budgétaires	Solde budgétaire
1990	150 100	136 000	14100
1991	248 900	232800	16100
1992	311 864	420 131	-108267
1993	313 949	476 627	-162678
1994	470 500	577 603	-107103
1995	611 731	750 617	-147886
1996	824 000	888 300	-7300
1997	933 600	940 700	-7300
1998	784 300	970 700	-186400
1999	972 800	1034 400	-61 600

Source : Ministère des finances, (DGB).

On remarque bien, que durant la période 1990 et 1991 le solde budgétaire été excédentaire, où, il à commencé à enregistré des déficits très important, à cause des chutes de prix de pétrole des années 1992.

Le graphe ci-dessus, illustré ces mouvements.

Figure N°4 : Evolution de budget de 1990-1999



Source : Elaboré par nous même à partir de tableaux N°4 à l'aide de logiciel Excel.

3.4. La période 2000-2011

Tableau N°5 : Evolution de budget de 2000-2011(En Million de DA)

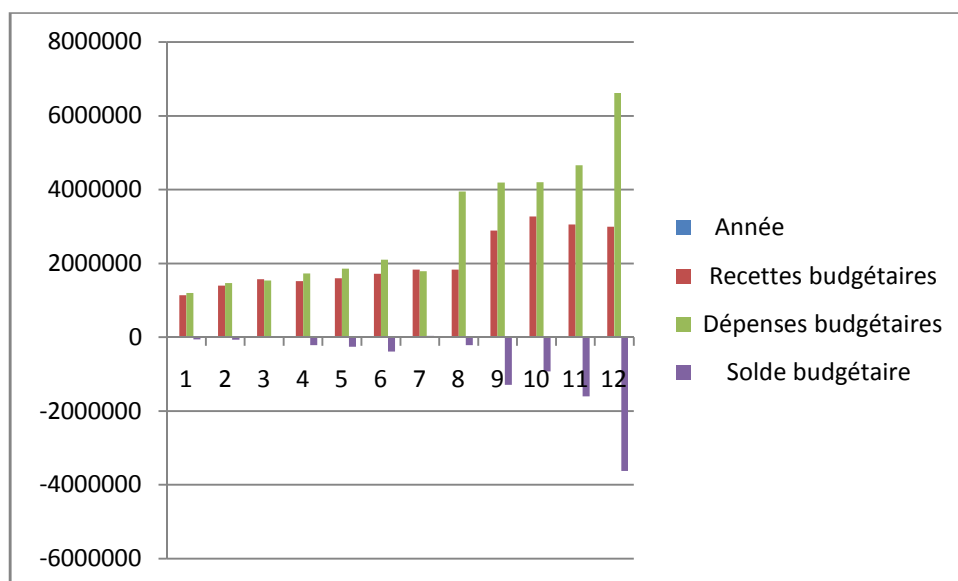
Année	Recettes budgétaires	Dépenses budgétaires	Solde budgétaire
2000	1138 900	1199 900	-61 000
2001	1400 900	1471 800	-70 900
2002	1570 300	1540 900	29 400
2003	1520 500	1730 900	-210 240
2004	1599 300	1860 000	-260 700
2005	1719 800	2105 000	-385 200
2006	1828 900	1793 600	35 300
2007	1831 300	3946 700	-211 540
2008	2 895 190	4 188 400	-1 293 210
2009	3 275 370	4 199 680	-924 310
2010	3 056 730	4 657 620	-1 600 890
2011	2 992 400	6618400	-3 626 000

Source : Ministère des finances, (DGB).

On remarque bien que, le solde budgétaire été presque déficitaire durant toute la période sauf pour l'année 2006, ou il a réalisé un excédentaire de 35000 M D.

Le graphe ci-dessus, illustré ces mouvements.

Figure N°5 : Evolution de budget de 2000-2011



Source : Elaboré par nous même à partir de tableaux N°5 à l'aide de logiciel Excel.

4. Politiques économiques Algériennes.

La politique économique est l'ensemble des moyens mis en œuvre par l'Etat pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé dans le but d'améliorer la situation économique générale du pays⁷. Cette politique définit les dispositions prises par l'État pour l'affectation des ressources, réguler la conjoncture, et redistribuer le revenu national.

4.1. Dès l'indépendance, mise en place d'une économie d'Etat

Au seuil de son indépendance, l'Algérie a besoin d'un Etat fort afin de développer son économie rapidement. Après le départ des Français, le pays manque de cadres et d'ouvriers spécialisés, et la population algérienne est constituée à 90% de paysans analphabètes qui viennent, nombreux, s'installer en ville. Le pouvoir choisit la voie du socialisme, se démarquant ainsi du capitalisme associé au système colonial.

Le gouvernement met en place un modèle de développement fondé sur la théorie des « *Industries industrialisantes* »⁸, selon laquelle les pays les plus pauvres doivent investir en priorité dans les industries lourdes dont le développement est supposé entraîner tous les autres secteurs de l'économie. Cet objectif ne peut être atteint sans une intervention forte de l'Etat pour nationaliser les entreprises et planifier l'économie. C'est une démarche qui a un

⁷ Xavier GREFF, « Comprendre la politique économique », 2ème Edition, Economica, 2009.

⁸ La théorie des « industrie industrialisantes » est inspirée de la problématique des « pole croissances » élaborée par F. Perroux à partir des schémas de la production élargie de Marx et de la Stratégie soviétique d'industrialisation.

coût élevé, mais l'Algérie ne manque pas de moyens: en particulier ses précieuses ressources en hydrocarbures et le fort sentiment nationaliste d'une population prête à se mobiliser pour l'indépendance.

Pour l'industrialisation le pouvoir peut compter d'une part, sur un financement par les banques étrangères, qui accordent à l'Algérie d'importants emprunts, considérant ses réserves de gaz comme une sérieuse garantie et d'autre part, sur les bénéfices tirés de l'exportation des hydrocarbures dont les prix sont à la hausse, suite au premier choc pétrolier de 1973.

De 1967 à 1977 trois plans de développement économique se succèdent. L'objectif est d'élever le niveau de vie de la population par l'appropriation et la mise en valeur par l'Algérie de ses propres richesses, par la construction d'une industrie de base et une réforme de l'agriculture.

Commençant alors une période de nationalisation des grands secteurs de production: en 1966 le président Boumediene proclame la nationalisation des secteurs miniers, en 1967 des banques et en 1971 c'est au tour des hydrocarbures, dont les importantes recettes deviennent l'outil du développement. Une planification de plus en plus rigoureuse est mise en place grâce à l'organisation de l'économie en monopoles et sociétés d'Etat, couvrant tous les secteurs de l'économie, y compris le commerce extérieur: l'Etat devient le principal, si non le seul, employeur.

Durant cette période, la croissance est au rendez-vous; ainsi que la redistribution des revenus, l'emploi se développe et le chômage diminue, les conditions de vie s'améliorent.

4.2. La période de 1978 à 1986

En 1978 le plan « **Valhyd** » (Valorisation des Hydrocarbures) est lancé. Il est destiné à favoriser les industries liées au pétrole et au gaz pour permettre une première transformation sur place de ces ressources, avec des investissements massifs, de l'Etat. L'Algérie est devenue un pays pétrolier et mono-exportateur.

Les premières années de la mise en place de ce plan, le niveau de vie des algériens commence à se détériorer et l'échec d l'économie administrée s'avère évident et inévitable, car elle est devenue totalement dépendante de la rente pétrolière. Le pays est dépendant de l'extérieur, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires et les capitaux. En effet, pour répondre aux besoins de la population qui augmente rapidement, l'Etat emprunte à court terme auprès des banques étrangères privées.

Le pays est alors entraîné dans une logique infernale: pour rembourser la dette extérieure, le président Bendjedid suspend le plan de Valorisation des Hydrocarbures, ce qui entraîne la réduction des capacités de production ainsi que les disponibilités financières pour rembourser la dette. D'autant plus que le prix des hydrocarbures diminue à partir de 1983. IL faut alors emprunter à nouveau pour arriver à payer le service de la dette et la situation devient insoutenable avec le contre-choc pétrolier de 1986. On arrive ainsi à la quasi-faillite du pays.

Pendant toute cette période, les Algériens ont subi une dégradation progressive de leurs conditions de vie, particulièrement grave pour les classes vulnérable⁹.

4.3. La période de 1986 à aujourd'hui

L'Algérie est passée de 1986 à aujourd'hui, pratiquement, par trois grandes périodes qui sont

- Une période s'étalant de 1986 à 1993, caractérisée par l'entrée de l'économie algérienne dans une phase de turbulence des équilibres interne et externe, provoquée par le choc pétrolier de 1986.
- Une seconde période s'étalant de 1994 à 1999, consacrée au rétablissement progressif des équilibres macroéconomiques et financiers.
- Une troisième période, s'étalant de 2000 à aujourd'hui consacrée au confortement des équilibres macroéconomiques et à l'engagement de politiques économiques pour l'amélioration de l'environnement de l'entreprise et du cadre de vie de la population.

4.3.1. La période de 1986 – 1993, caractérisée par des déséquilibres interne et externe, provoqués par le choc pétrolier de 1986

- La tendance à la dégradation des équilibres macroéconomiques est apparue en 1986 pour s'approfondir continuellement et atteindre en 1993 le point de rupture de ces équilibres ;
- La dégradation des principaux indicateurs de l'économie était lisible à travers, notamment :
 - une croissance économique passant de 5%, en moyenne sur la période 1981-1985, à 0,4% en 1986 ;
 - Un prix du baril de pétrole brut passant de 33\$, en moyenne sur la période 1980-1985, à moins de 15\$ en 1986 ;

⁹ Rapport Conseil National Economique Et Social (CNES).

- Des recettes d'exportations d'hydrocarbures, passant de 13 milliards de \$, en moyenne sur la période 1980 -1985, à 8 milliards de \$ en 1986 ;
- Un compte courant extérieur, dont le solde est passé d'un excédent de 1 milliard de \$ en 1985, à un déficit de 2,2 milliards de \$ en 1986 ;
- Un encours de la dette extérieure qui s'aggrave pour se positionner à 21 milliards de \$ en 1986.
- Des réserves officielles de change qui se contractent, passant de 2,8 milliards de \$ en 1985 à 1,7 milliards de \$ en 1986¹⁰. La dégradation des principaux indicateurs de l'économie s'est poursuivie jusqu'en 1993, année d'essoufflement des équilibres et de rupture extrême de la position extérieure, traduite par une dette extérieure qui a atteint 26 milliards de \$, avec un service de la dette absorbant 82% des recettes d'exportation de 1993.

Cette situation a conduit à recourir à des financements de court terme pour le paiement des importations de biens courants, ce qui a induit la complication de la dette extérieure, en termes de maturité et de coût.

- Des mesures ont été prises pour faire face à la contrainte financière extérieure et pour réguler les importations :
- La monnaie nationale a été dévaluée par rapport au dollar américain, monnaie de facturation de nos exportations. Le taux de change dinar/dollar est passé de 4,7 DA pour 1 \$ en 1986 à 23,36 pour 1 \$ en 1993.

Cette situation avait mené au rééchelonnement de la dette extérieure, accompagnée d'un plan d'ajustement structurel. Une série de réformes a été engagée et concrétisée, entre autres, par :

- La libéralisation du commerce extérieur ;
- La convertibilité des opérations courantes ;
- La libération des prix intérieurs à la consommation.

4.3.2. La période s'étalant de 1994 à 1999

Le rééchelonnement de la dette extérieure a permis le desserrement de la contrainte financière extérieure et d'accroître les capacités d'importation.

- La sphère réelle est passée d'une phase de récession à une phase de reprise de la croissance ;

¹⁰ MINISTERE DE FINANCE (DGPP) « Communication sur l'évolution récente de l'économie Algérienne » Novembre 2009. pp. 2, 3.

En moyenne sur la période de 1995 à 1999, le taux de croissance s'est positionné à 13%¹¹.

- Les déficits budgétaires se sont contractés pour se situer à des niveaux plus soutenables ;
- L'inflation est passée à un chiffre, alors qu'elle se situait à près de 31,7 % en 1994.
- Les taux d'intérêts réels sont devenus positifs ;
- Le service de la dette a baissé aux alentours de 30%, par rapport aux recettes d'exportation ;
- Le rétablissement progressif des équilibres interne et externe a constitué un préalable pour l'engagement d'une nouvelle phase de développement économique et social.

4.3.3. La période s'étalant de 2000 à aujourd'hui

La croissance économique a repris sur la période 1994-1999, mais à des niveaux en deçà des objectifs permettant la réduction du chômage. Compte tenu de la faiblesse de la contribution du secteur privé dans la formation des valeurs ajoutées, l'Etat est intervenue, à travers la dépense publique, pour accélérer le rythme de la croissance. Pour mettre en œuvre cette politique, il fallait réunir deux conditions fondamentales qui sont

- Sécuriser la dépense publique sur le moyen terme, ou en d'autres termes, disposer d'une épargne publique dont la consistance devait répondre au financement de la dépense publique, sans compromettre la soutenabilité des équilibres budgétaires sur le moyen terme ;
- Reconstituer les réserves officielles de change et disposer de capacités d'importation de biens et de services suffisantes pour assurer l'approvisionnement en biens et services importés, d'autant plus que les programmes d'investissements publics sont à fort contenus d'importation en biens courants et en biens d'équipement.

C'est dans cette optique qu'un Fond de Régulation des Recettes (FRR) a été créé en 2000, à la veille du lancement d'un premier programme de soutien à la relance économique, dont le démarrage a eu lieu en 2001. Ce fonds est le réceptacle de l'épargne publique, crédité par le différentiel entre les produits de la fiscalité pétrolière budgétisés et les produits de la fiscalité pétrolière recouverts.

Il fallait, également, libérer de l'espace budgétaire, en réduisant les charges budgétaires liées au paiement des intérêts de la dette publique extérieure qui absorbaient une

¹¹ Ministère de Finance (DGPP) « Communication sur l'évolution récente de l'économie Algérienne » Novembre 2009. p. 4.

ressource équivalente aux budgets de fonctionnement de deux grands secteurs qui sont l'éducation nationale et la santé. C'est la raison pour laquelle, il a été procédé, notamment, en 2006, au paiement par anticipation de la dette extérieure auprès des Clubs de Paris et de Londres.

L'encours de la dette extérieure ne représente plus que moins de 500 millions de \$. Ces conditions ayant été réunies, l'Algérie a renoué avec des programmes d'investissements publics, depuis 2001, visant l'amélioration de l'environnement de l'entreprise et le cadre de vie de la population.

Ces programmes d'investissements publics ont eu des retombées macroéconomiques positives, lisibles à travers :

- Une croissance économique qui se positionne ces dernières années à 6%, hors hydrocarbures ;
- Une inflation contenue, dans un contexte d'expansion de la dépense publique, grâce la politique monétaire menée au plan de la reprise de l'excès de liquidité et au FRR qui joue, aussi, un rôle régulateur de la liquidité ;
- Une tendance baissière du taux de chômage qui s'est positionné, en 2008, à 11,3%, alors qu'il était de près de 30% en 2000. La tendance baissière du chômage est la résultante de la croissance économique d'une part et de l'action budgétaire en direction des dispositifs d'emplois d'autre part¹².

Section 2 : L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie

Pour mieux apprécier l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie, il est nécessaire de vérifier les résultats des vastes programmes d'investissement lancés par les pouvoirs publics, dont on va citer le programme de soutien à la relance économique (PSRE) et le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC), Le programme d'investissements publics.

1. Le programme de soutien à la relance économique (PSRE)

En 2001, le gouvernement a mis en place le programme triennal de soutien à la relance de l'économie afin d'impulser une dynamique de croissance à l'économie dont les moindres performances, conjuguées à la situation socio - politique détérioré, ont débouché sur la création d'un cercle vicieux ne faisant qu'aggraver la détérioration du niveau de vie de la

¹² Ministère de Finance (DGPP) « Communication sur l'évolution récente de l'économie Algérienne » Novembre 2009. p. 5.

population. Le PSRE visait trois principaux objectifs : réduction de la pauvreté, création d'emplois, préservation des équilibres régionaux et redynamisation des espaces ruraux¹³.

Le PSRE avait pour Objectif de créer 850 000 emplois au cours de la période 2001-2004 et de relancer la croissance à un rythme annuel de 5 à 6%.

Le PSRE était doté d'un montant de 525 milliards de DA (équivalent à 7 milliards de dollars) répartis sur cinq volets : 45 milliards de DA pour l'appui aux réformes, 65,3 milliards de DA destinés à l'agriculture et à la pêche, 114 milliards de DA à l'appui au développement local, 210,5 milliards de DA consacrés aux grands travaux d'infrastructures et 60,2 milliards de DA alloués au développement des ressources humaines. Ce programme a entraîné une progression des importations, et a contribué à une accélération de la croissance économique et à une baisse de chômage de près de 4 points pour passer à 23,7%, alors qu'il avoisinait les 28% au début des années 2000.

2. Le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC)

Plus ambitieux que le PSRE, au plan de la consistance physique et de la dimension financière, le PCSC, de durée quinquennale, sera exécuté sur la période 2005-2009. Comparativement, la consistance financière du PCSC représente 2,1 fois celle du programme d'équipement global 2001-2004. Ce programme intègre un financement de près de 500 milliards de DA sous forme de prêts du trésor, à long terme à des conditions favorables, dont 450 milliards de DA aux profits de secteurs des transports et des travaux publics.

Les objectifs de ce programme sont principalement : le rééquilibrage territorial à travers le développement et la modernisation du réseau routier et ferroviaire, l'amélioration des conditions de vie en matière d'habitat et d'accès aux soins, la prise en charge de besoins croissants en matière d'éducation, d'enseignement supérieur et de formation, le desserrement de la contrainte en matière de ressources en eau, et enfin le développement et la modernisation du service public. La bonne conduite de ces objectifs exige l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique, son aspect qualitatif devant être aussi important que son aspect quantitatif.

¹³ Rapport de la Banque mondiale 2004.

3. Le programme d'investissements publics

Le programme d'investissements publics retenu pour la période allant de 2010 à 2014 implique des engagements financiers de l'ordre de 21 214 milliards de DA (l'équivalent de 286 millions dollars) et concerne deux volets à savoir :

Le parachèvement des grands projets déjà entamés, notamment dans les domaines du rail, des routes et de l'eau, pour un montant de 9 700 milliards DA (l'équivalent de 130 millions dollars).

L'engagement de nouveaux projets pour un montant de 11 534 milliards DA (l'équivalent de 156 millions dollars).

Six axes de développement structurent le programme :

- ✓ Le développement des infrastructures de base ;
- ✓ Le développement humain ;
- ✓ La lutte contre le chômage ;
- ✓ L'amélioration du service public ;
- ✓ La recherche scientifique et les nouvelles technologies de l'information et de la communication¹⁴.

4. Contribution des secteurs de l'économie à la croissance

4.1. Le secteur des hydrocarbures

La part des hydrocarbures dans le PIB à prix courants est passée de 40% en 2000 à 35,5% en 2001. Cela est dû principalement à la baisse du prix du baril du pétrole qui a été en moyenne, sur 2001, de 24,8 dollars contre 28,5 dollars en 2000. L'évolution de la valeur ajoutée de l'année 2002 indique un redressement avec une croissance d'environ 3,7%, après une baisse de 1,6% en 2001. Les quantités produites en 2002 ont été en légère progression pour le brut, stables pour les hydrocarbures gazeux et en baisse pour les produits raffinés et le condensât.

Le secteur des hydrocarbures a consolidé en 2003 sa position prépondérante dans l'économie. Avec une croissance réelle de 8,8%, ce secteur a enregistré sa plus forte progression des dix dernières années, grâce à l'entrée en production de nouveaux gisements. Les progressions des branches de pétrole brut et de liquéfaction du gaz naturel ont été, respectivement, de 33% et de 5,3%, dans un contexte de bonne tenue des prix sur le marché international de l'énergie. Cette évolution a permis de porter à 2,2 points de

¹⁴Gueharia, AMEL, Zouaui HALIMA, « Les formes d'interventions de l'Etat dans l'activité économique-cas de l'Algérie », Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (E.N.S.S.E.A).p. 7.

pourcentage, la contribution du secteur à la croissance en 2003, contre 1,1 point seulement en 2002.

La part des hydrocarbures dans le PIB a encore augmenté en 2005 en s'établissant à 43,1 % contre 25% en 2004. La croissance globale du secteur a été de 5,8% en 2005, pour une croissance du PIB de 5,1%. La production de pétrole brut a enregistré une croissance d'environ 5,4%, due essentiellement à l'augmentation de la production des associés de la SONATRACH. En 2006, la production pétrolière a affiché une légère baisse, en raison de problèmes techniques; et la part des hydrocarbures dans le PIB a été de 44%. En 2007 Le secteur pétrolier représentait 45% du PIB¹⁵.

4.2. Le secteur des services

Le secteur des services a enregistré un taux de croissance stable en 2001, soit 3.8% contre 3.1% en 2000. Sa part dans le PIB a connu en 2001 une légère croissance, soit 21.8% contre 20.5% en 2000. La branche la plus importante de ce secteur, les transports, souffrait d'une situation de marasme. Le plan de soutien à la relance économique prévoyait un vaste plan d'action pour la modernisation de ce secteur à travers le développement de partenariats, la gestion par concession, et un important plan d'investissement.

Les services ont connu en 2002 une croissance élevée de 5,4% et ont atteint 7,3% en 2004. Cette croissance a été tirée par le développement des activités des transports, induit par l'expansion du commerce et de la distribution, résultat de l'augmentation des importations de marchandises.

En repli relatif, avec 34% du PIB en 2005 contre 39% en 2004, le secteur des services a connu une croissance de 5,6%, en diminution de 2 points par rapport à l'année 2004, mais supérieure au taux de croissance global. Le secteur des services contribue de par son poids dans le PIB à 24% de la croissance globale de l'économie et il emploie 53% de la population totale occupée. En 2006 la part des services dans le PIB a été de 29%, et a enregistré une augmentation de 6,9% en volume en 2007 pour atteindre un pourcentage de 31,7 du PIB.

4.3. Le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP)

Le secteur du bâtiment et travaux publics a représenté 8,5% du PIB en 2001 contre 8,2% en 2000. La croissance du secteur a été de 2% en 2001. La valeur ajoutée du BTP a connu en 2002 sa plus forte croissance (8%) depuis six ans. Cette expansion vigoureuse, a été impulsée

¹⁵ Selon le dernier rapport de la Banque mondiale de 2008.

et soutenue par les dépenses considérables d'équipement public, dans un contexte budgétaire lié aux augmentations consacrées à l'habitat, aux routes et à l'hydraulique.

Le secteur du bâtiment et travaux publics est resté dynamique en 2003. Sa croissance, de 5,8% pour cent en termes réels, a relativement baissé par rapport à son taux de 8,2% pour cent en 2002. Les autorités imputent ce fléchissement au nombre insuffisant d'entreprises de taille appropriée et disposant des compétences requises. Ce qui a empêché le BTP de profiter pleinement des programmes d'investissement mis en œuvre, tels que ceux de la reconstruction des infrastructures détruites par le séisme, la poursuite de la réalisation des programmes d'infrastructures et de logements (décidés dans le cadre du PSRE) et l'extension des travaux publics pétroliers.

En 2004, le secteur du BTP a contribué au PIB à hauteur de 7,5%. Il bénéficie d'une attention particulière des pouvoirs publics du au déficit en logements et en infrastructures de base. Le secteur conserve ces dernières années une croissance importante. Elle a été de 7,9 % en 2005, soit 0,4 point de plus qu'en 2004, et de 10% en 2006. En 2007, les résultats donnent une contribution supplémentaire du BTP de +9,5% en termes réels.

4.4. Le secteur de l'agriculture

En 2001, la part de l'agriculture dans la production totale a été de 9,2% du PIB contre 8% en 2000. Le secteur a enregistré une croissance de 13,2% en 2001 alors qu'il était en décroissance de 4,3% en 2000. Cette performance est due à de bonnes conditions climatiques et également aux premiers effets du Plan national de développement de l'agriculture (PNDA) mis en œuvre en 2000.

La croissance du secteur agricole a régressé de 1,3% en 2002 du fait d'une pluviométrie insuffisante sur la production céréalière (-24 pour cent). La chute de la production céréalière a été partiellement compensée par le bon comportement de la production animale qui a continué à progresser (5%).

A la faveur d'une pluviométrie suffisante, la campagne agricole a enregistré en 2003 des résultats remarquables, avec une progression du secteur en termes réels de 19,7%. Cette évolution s'explique par la politique sectorielle et la bonne gestion financière des terres agricoles publiques. Le secteur agricole a représenté près de 10% du PIB et sa contribution à la croissance globale s'est améliorée puisqu'elle est passée de -0.1 point de croissance en 2002 à 1.8% en 2003.

Le poids de l'agriculture dans le PIB enregistre un nouveau recul en 2005. Il était de 7,7% contre 8,3% en 2004. La faible croissance du secteur est très influencée par les aléas

climatiques. L'agriculture a enregistré une croissance de 1,9% contre 3,1% en 2004. En 2006, l'agriculture contribue à 9% du PIB et emploie 25% de la population active. En 2007 les résultats exposés devant le conseil de gouvernement donnent une contribution du secteur de l'agriculture de 8% du PIB.

4.5. Le secteur de l'industriel

Hors hydrocarbures, la part de l'industrie dans le PIB a été de 7,2% en 2001 contre 7,0% en 2000. La croissance du secteur, faible en 2001, 0,9% par rapport à l'année 2000, a été le fait du secteur privé qui a enregistré une croissance de 4,5%, tandis que le secteur public affichait une baisse de 0,7%. Après une période de baisse, l'industrie manufacturière connaît à nouveau un regain d'activité avec 2% de croissance de sa valeur ajoutée en 2001 et 2,9% en 2002. Ces résultats témoignent d'un dynamisme du secteur privé, de nature à inciter l'administration du pays à s'engager plus nettement dans l'ajustement structurel de l'économie en faveur d'un rééquilibrage des rôles entre les secteurs public et privé dans la stratégie de développement.

Hors hydrocarbures et BTP, la croissance du secteur industriel algérien a connu en 2003 un ralentissement de son rythme de 1,7 point de pourcentage pour se situer à 1,2%, reflétant les problèmes structurels de l'industrie manufacturière. Grâce au privé, le secteur industriel hors hydrocarbures et BTP a enregistré en 2004 une progression de l'ordre de 3,2% et une contribution à la croissance globale de 0,2%.

L'industrie hors hydrocarbures clôture l'année 2005 avec une croissance en hausse : 2,5%, contre 1,9% en 2004. Le secteur public a connu un taux de croissance de 3,4% contre 1,7% pour le privé. L'activité des industries manufacturières continue à stagner avec une croissance de 0,2% en 2005. Dans ce secteur, les performances de croissance du secteur privé (2,3%) sont supérieures à celles du secteur public, dont l'activité a baissé (moins 4,5%). En 2006 la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB ne représente que 5,3%, hors hydrocarbures. Le secteur représente 5,8% du PIBHH en 2007.

Le secteur des hydrocarbures est donc le plus grand pourvoyeur de richesses du pays.

Il détient la plus grosse part dans le développement (25%) tandis que d'autres secteurs (industrie et agriculture) évoluent de façon épisodique. La croissance économique en dehors du secteur pétrolier et gazier reste tributaire de la production et des prix de l'énergie. Une importante partie des revenus issus du secteur énergétique est utilisée pour le financement d'investissements publics dans des projets non énergétiques.

4.6. L'investissement public

Le budget d'investissement du gouvernement est assez important. Il représentait environ 10% du PIB pour la période 2000 - 2004, à comparer avec le taux de 7,3 % du PIB pour le Maroc durant la période 2000 - 2004 et de 7,5% pour la Tunisie pour 2001 – 2003¹⁶. Ce niveau est élevé au monde lorsqu'on le compare à la moyenne de moins de 4% du PIB dans les pays de l'OCDE, moins de 5% du PIB en Amérique latine, et moins de 8% du PIB dans les pays asiatiques.

Pendant la période quinquennale de 2005 à 2009, les dépenses ont augmenté. Les investissements en 2005 ont atteint 1200 milliards de dinars soit 16 milliards de dollars. Les dépenses publiques d'investissement devaient augmenter, dans un premier temps, de 16,5 % du PIB hors pétrole en 2004 à 30,3% en 2006, et à plus de 30% en 2007 pour tomber par la suite à 15,5 % en 2009 (niveau inférieur à celui de 2001 - 2003). Compte tenu d'une capacité d'absorption limitée, la concentration des investissements en début de période pourrait compromettre la qualité des dépenses et accroître l'inflation.

En tant qu'investisseur principal, l'Etat a injecté 730 milliards de dinars dans le domaine des infrastructures et socioculturels, le programme d'investissement se focalisant sur la construction des bâtiments publics indispensables, la valorisation des ressources humaines, l'amélioration du service public, le soutien à l'activité économique et la construction de logements.

Conclusion

A partir de ce qu'on a vu dans ce chapitre, on trouve que l'économie Algérienne a passé de plusieurs périodes, dans lesquelles le pays a vécu des expansion et des récession que ce soit dans la production ou dans les différents indicateurs macro-économiques qui reflètent l'état économique et social du pays.

Si on voit le niveau de la production, on constate qu'une augmentation progressive a marqué les dernières années grâce aux différents plans et politiques appliqués pour rafraîchir l'économie après la détérioration de cette dernière suite à la chute des politiques socialistes et la planification ainsi qu'au climat politique et social qui n'était pas encourageant l'augmentation de production, le développement récent qui apparait aux chiffres du Produit Intérieur Brute « PIB » est dû principalement à l'augmentation continue des prix d'hydrocarbures qui représente la ressource principale dans le budget de l'Etat.

¹⁶ Rapport du FMI 2004, 2005.

Chapitre IV

Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie.(Modélisation VAR)

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Introduction :

Après avoir dressé un bilan descriptif et évolutif de la dépense publique et de la croissance économique qui nous a permis de faire ressortir les grandes tendances d'évolution de ces variables et de dégager des éléments explicatifs communs, nous allons à travers ce chapitre examiner le lien empirique entre les dépenses publiques et la croissance économique en Algérie.

Dans ce chapitre nous allons baser sur une analyse économétrique à partir de la modalisation VAR qui nous permettra d'analyser l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en prenant le cas de l'Algérie de (1980 à 2013).

Nous présentons ce chapitre en deux sections : La première sera consacrée à l'analyse graphique et statistique des séries de données. La deuxième sera centrée sur l'étude multi variée des séries de données.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Section 01 : Analyse graphique et statistique des séries de données

1. Présentation des variables

Le choix des variables dans notre étude s'est fait par rapport au but de notre thème c'est-à-dire voir l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie durant la période allant de 1980 à 2013.

En effet, notre choix s'est porté sur 4 variables économiques qui représentent une structure macroéconomique de notre pays qui sont :

PIB : Produit Intérieur Brut, retenu pour mesurer la croissance économique en Algérie. Nous le prenons par million de dinar.

G : Dépenses publiques ou budgétaires, leur but est de satisfaire les besoins des citoyens et augmenter la production. Nous les prenons par million de dinar.

INVS : L'investissement, considéré comme force motrice de toutes les économies du monde, pour cela on trouve tous les pays du monde cherchent le développement de son investissement, et parmi eux l'Algérie, qui a pris plusieurs mesures incitatives pour promouvoir l'investissement, nous le prenons en millions de dinars.

EMP : L'emploi (travail), rassemble les individus qui occupent un emploi, est cette variable est considérée comme l'un des indicateurs de la croissance économique en Algérie, nous le prenons en 10^3 nombre de travailleurs.

le PIB (produit intérieur brut), qui est une variable macroéconomique clé et qui permet de mesurer la croissance économique, est considéré comme variable à expliquer, le reste des variables (**G**, **INVS**, **EMP**) sont des variables à expliquer.

$$Y_t = [\text{Log (PIB)}, \text{Log (G)}, \text{Log (INVS)}, \text{Log (EMP)}]$$

2. Etude de la stationnarité des séries

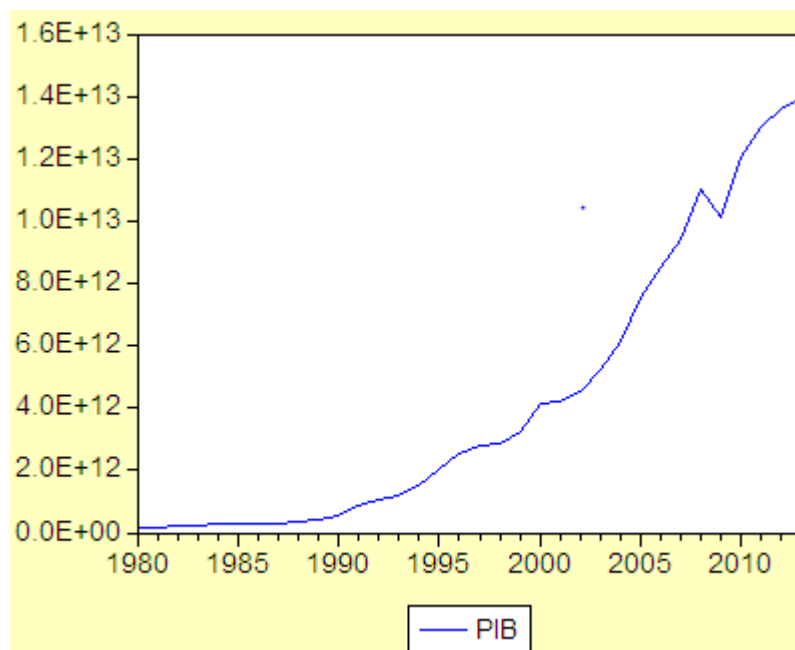
Les tests de stationnarité des séries en deux étapes à savoir : la détermination du nombre de retard et l'application du test de Dickey-Fuller. Ces tests consistent à déterminer la stationnarité des séries et de préciser si le processus non stationnaire est de type DS (differency stationnary) ou TS (trend stationnary).

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

2.1. La stationnarité de la série PIB

Les données de la série « Produit Intérieur Brut » noté **PIB** s'étendent sur une période de 33 ans. Les observations sont annuels allons de 1980 à 2013.

Figure N°6 : Graphe de la série PIB



Source : résultat obtenu à partir de logiciel Eviews 4.0

D'après le graphe ci-dessus on remarque que :

Depuis 1980 jusqu'à 1990 le PIB augmente d'une façon très faible d'une année à l'autre avec une variation positive plus au moins considérable, ce qui signifie une croissance assez faible au cours de cette décennie (de 132.507 Milliards de DA en 1980 à 554.400 Milliards de DA en 1990), et cela est dû au choc pétrolier de 1986, C'est la période des plans anti-pénurie et de stabilisation.

Et durant la période 1990-2013 le PIB a connu une croissance spectaculaire (de 554.400 milliards de DA en 1990 à 17212.50 milliards de DA en 2013), et cela est dû à l'engagement des réformes structurelles concrétisant ainsi le passage à l'économie de marché dont les résultats dépendent des mutations actuelles et futures de l'économie mondiale dans le contexte du libre-échange et de la mondialisation.

On constate aussi que la série LPIB à une tendance haussière, elle n'est donc pas stationnaire. Pour confirmer le non stationnarité de la série, nous appliquons le test de Dickey-Fuller.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Application du test de Dickey-Fuller

Avant d'appliquer le test de racine unitaire, on doit choisir le nombre de retard « P » qui minimise les deux critères d'Akaike et Schwarz .

Les résultats sont représentés dans le tableau suivant :

Tableau N°6 : Résultats des critères d'Akaike et Schwarz de la série PIB.

Nbr de retards « P »	LPIB		DLPIB	
	AIC	SC	AIC	SC
0	-1.61	-1.51	-1.72	-158
1	-1.70	-1.52	-1.67	-1.48
2	-1.63	-1.40	-157	-1.33
3	-1.54	-1.26	-1.48	-1.20
4	-1.49	-1.16	-1.39	-1.05

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

Le AIC (AKAIKE) nous donne des estimateurs sans biais et le SC (SCHWARZ) des estimateurs convergents ; alors on prend le nombre de retard que nous donne le minimum de deux critères.

L'opérateur qui minimise les critères d'Akaike et Schwarz est P=0. Les résultats sont indiqués dans le tableau suivant :

Tableau N°7 : Résultats du test de Dickey-Fuller (DF) pour la série PIB

Variable	Modèle	La série LPIB		La série DLPIB	
		T _c	T _t	T _c	T _t
PIB	[3]	0.20	2.79	-0.88	2.79
	[2]	1.67	2.54	2.86	2.54
	[1]	7.48	-1.95	-2.11	-1.95

Source : Etabli par nous même a partir des données d'annexes N°1, 2,

A partir du tableau on constate les remarques suivantes :

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

A- Résultats du test ADF pour la série LPIB

- **Le modèle (3) : Test de la tendance :** On a $T_c = |0.20| < T_t = |2,79|$

Alors on accepte H_0 ; donc la tendance n'est pas significative. Modèle (03) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (02).

- **Le modèle (02) : Test de la constante :** On a $T_c = |1.67| < T_t = |2,54|$

Alors on accepte H_0 ; donc la constante n'est pas significative. Modèle (02) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (01).

- **Le modèle (01) : Test de racine unitaire :** On a $ADF_c = 7.48 > ADF_t = -1,95$

Alors on accepte H_0 : la série n'est pas stationnaire. La meilleure façon pour la stationnarisation de la série « LPIB » est la différentiation.

B- Résultat de test ADF pour la série DLPIB

- **Le modèle (3) : Test de la tendance :** On a $T_c = |-0.88| < T_t = |2,79|$

Alors on accepte H_0 , donc la tendance n'est pas significative. Modèle (03) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (02).

- **Le modèle (02) : Test de la constante :** On a $T_c = |2.11| < T_t = |2.54|$

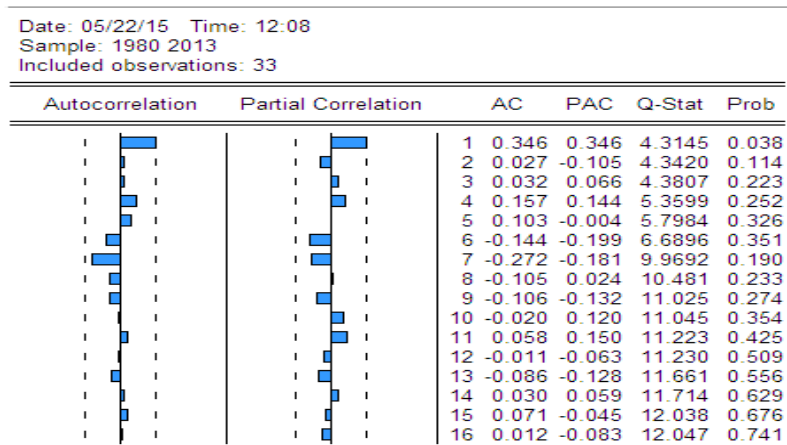
Alors on rejette H_0 , donc la constante c'est significative, il existe de racine unitaire.

- **Le modèle (01) : Test de racine unitaire :** On a $ADF_c = -2.11 < ADF_t = -1,95$

Alors on rejette H_0 , l'absence d'une racine unitaire, donc la série est stationnaire et intégrée d'ordre 1. Et cela se vérifie à l'aide de corrélogramme suivant :

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Figure N°7 : Corrélogramme de la série DLPIB



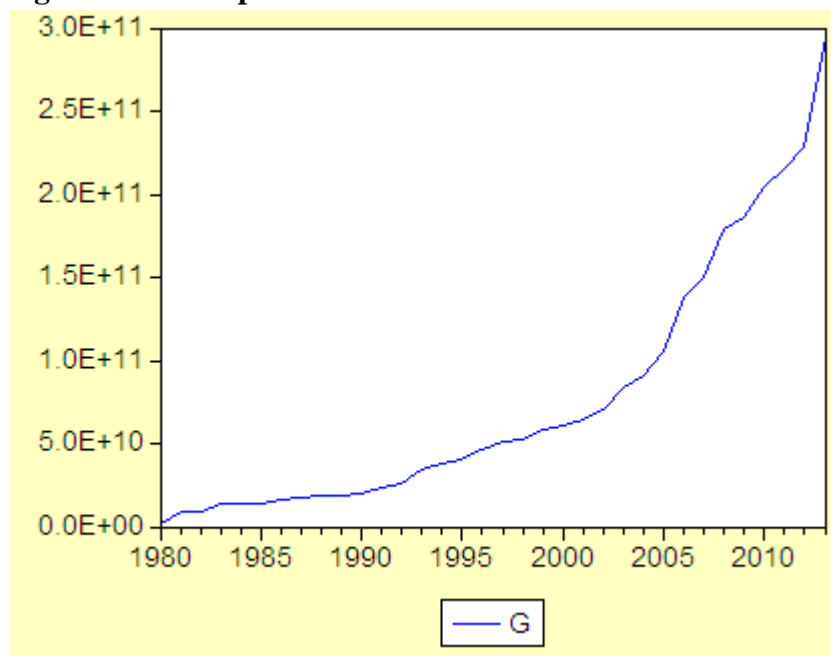
Source: Etabli par nous meme à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

On remarque que tous les pics du corrélogramme sont à l'intérieur de l'intervalle de confiance. Donc que la série DLPIB est stationnaire.

2.2. La stationnarité de la série G

Les données de la série «Dépenses publiques» noté **G** s'étendent sur une période de 33 ans. Les observations sont annuels allons de 1980 à 2013.

Figure N°8 : Graphe de la série G



Source : résultat obtenu à partir de logiciel Eviews 4.0.

D'après le graphe ci-dessus on remarque que :

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

- Depuis 1980 jusqu' à 1990 le PIB augmente d'une façon très faible d'une année à l'autre avec une variation positive plus au moins considérable, ce qui signifie une croissance assez faible au cours de cette décennie (de 162.507 Milliards de DA en 1980 à 554.400 Milliards de DA en 1990), et cela est dû au choc pétrolier (1986), C'est la période des plans anti-pénurie et de stabilisation.

- Et durant la période 1990-2010 le PIB a connu une croissance spectaculaire (de 554.400 milliards de DA en 1990 à 12049.50 milliards de DA en 2010), et cela est dû à l'engagement des réformes structurelles concrétisant ainsi le passage à l'économie de marché dont les résultats dépendent des mutations actuelles et futures de l'économie mondiale dans le contexte du libre-échange et de la mondialisation.

Application du test de Dickey-Fuller

Avant d'appliquer le test de racine unitaire, on doit choisir le nombre de retard « P » qui minimise les deux critères d'Akaike et Schwarz.

Les résultats sont représentés dans le tableau suivant :

Tableau N°8 : Résultats des critères d'Akaike et Schwarz de la série G.

Nbr de retarde « P »	LG		DLG	
	AIC	SC	AIC	SC
0	-1.73	-1.59	-1.90	-1.76
1	-2.03	-1.85	-2.19	-2.006
2	-2.46	-2.23	-2.20	-1.97
3	-2.37	-2.09	-2.14	-1.86
4	-2.37	-2.04	-2.04	-1.70

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

-Le AIC (AKAIKE) nous donne des estimateurs sans biais et le SC (SCHWARZ) des estimateurs convergents ; alors on prend le nombre de retard que nous donne le minimum de deux critères.

L'opérateur qui minimise les critères d'Akaike et Schwarz est P=2. Les résultats sont indiqués dans le tableau suivant :

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Tableau N°9 : Résultats du test de Dickey-Fuller (DF) pour la série G

Variable	Modèle	La série LG		La série DLG	
		T _c	T _t	T _c	T _t
G	[3]	3.38	2.79	1.22	2.79
	[2]	-0.78	2.54	2.08	2.54
	[1]	4.006	-1.95	-2.68	-1.95

Source : Etabli par nous même a partir des données d'annexes N°4,5.

A partir du tableau on constate les remarques suivantes :

A- Résultats du test ADF pour la série LG

- **Le modèle (3) : Test de la tendance :** On a $T_c = |3.38| > T_t = |2.79|$

Alors on rejette H_0 , donc la tendance c'est significative au seul de 5%. Donc on passe au modèle (2).

- **Le modèle (02) : Test de la constante :** On a $T_c = |-0.78| < T_t = |2.54|$

Alors on accepte H_0 ; donc la constante n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (02) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (01).

- **Le modèle (01) : Test de racine unitaire :** On a $ADF_c = 4.006 > ADF_t = -1,95$

Alors on accepte H_0 : la série n'est pas stationnaire. La meilleure façon pour la stationnarisation de la série « LG » est la différenciation.

B- Résultat de test ADF pour la série DLG

- **Le modèle (3) : Test de la tendance :** On a $T_c = |1.22| < T_t = |2.79|$

Alors on accepte H_0 , donc la tendance n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (03) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (02).

Le modèle (02) : Test de la constante : On a $T_c = |2.08| < T_t = |2.54|$

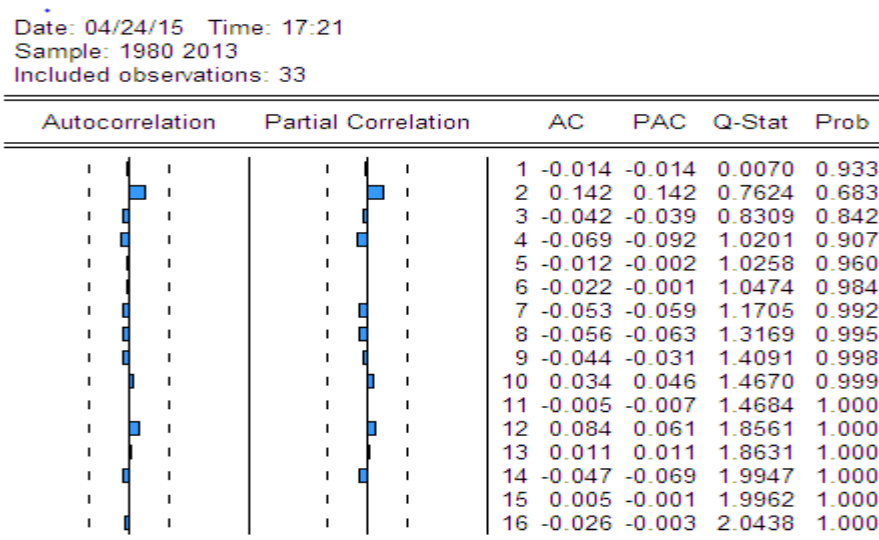
Alors on accepte H_0 ; donc la constante n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (02) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (01).

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

- **Le modèle (01) : Test de racine unitaire :** On a $ADF_c = -2.68 < ADF_t = -1,95$

Alors on rejette H_0 , l'absence d'une racine unitaire, donc la série est stationnaire et intégrée d'ordre 1. Et cela ce vérifie à l'aide de corrélogramme suivant :

Figure N°9 : Corrélogramme de la série DLG



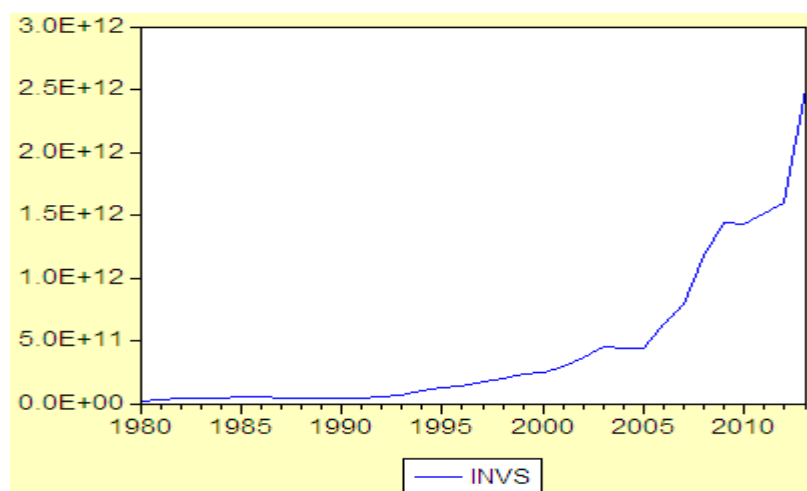
Source: Etabli par nous meme a l'aïd de logiciel Eviews 4.0.

On remarque que tous les pics du corrélogramme sont à l'intérieur de l'intervalle de confiance. Donc que la série DLG est stationnaire.

2.3. La stationnarité de la série INVS

Les données de la série «investissement » noté **INVS** s'étendent sur une période de 33 ans. Les observations sont annuels allons de 1980 à 2013.

Figure N°10 : Graphe de la série INVS



Source : résultat obtenu à partir de logiciel Eviews 4.0.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

D'après le graphe montrant que l'évolution des investissements publics a connu une augmentation vraiment faible durant toute la décennie 1980-1990 (de 21.822 milliards de DA en 1980 à 41.206 milliards de DA en 1990) où l'Algérie a suivi des plans de développement tel que l'économie Algérienne a bénéficié des vastes programmes d'investissements.

- Durant la période 1990-2002 les investissements publics ont connu une croissance assez élevée.

- l'investissement public a baissé à cause de la diminution de l'importation des biens d'équipements industriels par l'Etat ; cette diminution est due à la chute des prix de baril.

- Depuis 2005 les investissements publics augmentent d'une façon remarquable grâce à la nouvelle stratégie de développement optée par l'Etat.

Application du test de Dickey-Fuller

Avant d'appliquer le test de racine unitaire, on doit choisir le nombre de retard « P » qui minimise les deux critères d'Akaike et Schwarz.

Les résultats sont représentés dans le tableau suivant :

Tableau N°10 : Résultats des critères d'Akaike et Schwarz de la série INVS.

Nbr de retarde « P »	LINVS		DLINVS (resid01)	
	AIC	SC	AIC	SC
0	-0.89	-0.75	-1.10	-0.97
1	-1.10	-1.02	-1.08	-0.89
2	-1.15	-0.92	-1.01	-0.77
3	-1.04	-0.76	-0.96	-0.88
4	-1.20	-0.77	-0.87	-0.54

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

Le AIC (AKAIKE) nous donne des estimateurs sans biais et le SC (SCHWARZ) des estimateurs convergents ; alors on prend le nombre de retard que nous donne le minimum de deux critères.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

L'opérateur qui minimise les critères d'Akaike et Schwarz est $P=4$. Les résultats sont indiqués dans le tableau suivant :

Tableau N°11 : Résultats du test de Dickey-Fuller (DF) pour la série INVS

Variable	Modèle	La série LINVS		La série DLINVS (resid01)	
		T_c	T_t	T_c	T_t
G	[3]	2.64	2.79	1.84	2.79
	[2]	-1.35	2.54	-3.69	2.54
	[1]	2.21	-1.95	-2.41	-1.95

Source : Etabli par nous même a partir des données d'annexes N° 6,7.

A partir du tableau on constate les remarques suivantes :

A- Résultats du test ADF pour la série LINVS

- **Le modèle (3) : Test de la tendance :** On a $T_c = |2.64| < T_t = |2.79|$

Alors on accepte H_0 , donc la tendance n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (03) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (02).

- **Le modèle (02) : Test de la constante :** On a $T_c = |-1.35| < T_t = |2.54|$

Alors on accepte H_0 ; donc la constante n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (02) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (01).

- **Le modèle (01) : Test de racine unitaire :** On a $ADF_c = 2.21 > ADF_t = -1,95$

Alors on accepte H_0 , il existe des racines unitaires, la série n'est pas stationnaire de type TS, donc on applique la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), afin de stationnariser la série LINVS.

B- Résultat de test ADF pour la série DLINVS (resid01), avec (P=0)

- **Le modèle (3) : Test de la tendance :** On a $T_c = |1.84| < T_t = |2.79|$

Alors on accepte H_0 , donc la tendance n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (03) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (02).

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

- **Le modèle (02) : Test de la constante :** On a $T_c = |-3.69| < T_t = |2.54|$

Alors on accepte H_0 ; donc la constante n'est pas significative au seuil de 5%. Modèle (02) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (01).

- **Le modèle (01) : Test de racine unitaire :** On a $ADF_c = -2.41 < ADF_t = -1,95$

Alors on rejette H_0 , il n'existe pas de racines unitaires, la série est stationnaire intégrée d'ordre 1. Cela se vérifie à l'aide du corrélogramme suivant :

Figure N°11 : Corrélogramme de la série DLINVS

Date: 04/25/15 Time: 00:34
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 33

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.311	0.311	3.4865	0.062
		2	-0.037	-0.148	3.5374	0.171
		3	-0.142	-0.094	4.3153	0.229
		4	-0.026	0.054	4.3425	0.362
		5	0.069	0.048	4.5393	0.475
		6	-0.148	-0.233	5.4714	0.485
		7	-0.033	0.124	5.5196	0.597
		8	-0.156	-0.220	6.6426	0.576
		9	-0.121	-0.057	7.3449	0.601
		10	-0.163	-0.148	8.6718	0.564
		11	-0.074	0.016	8.9590	0.626
		12	0.101	0.027	9.5223	0.658
		13	0.165	0.160	11.097	0.603
		14	0.191	0.044	13.313	0.502
		15	0.005	-0.025	13.314	0.578
		16	-0.005	-0.005	13.316	0.650

Source: Etabli par nous meme a l'aid de logiciel Eviews 4.0.

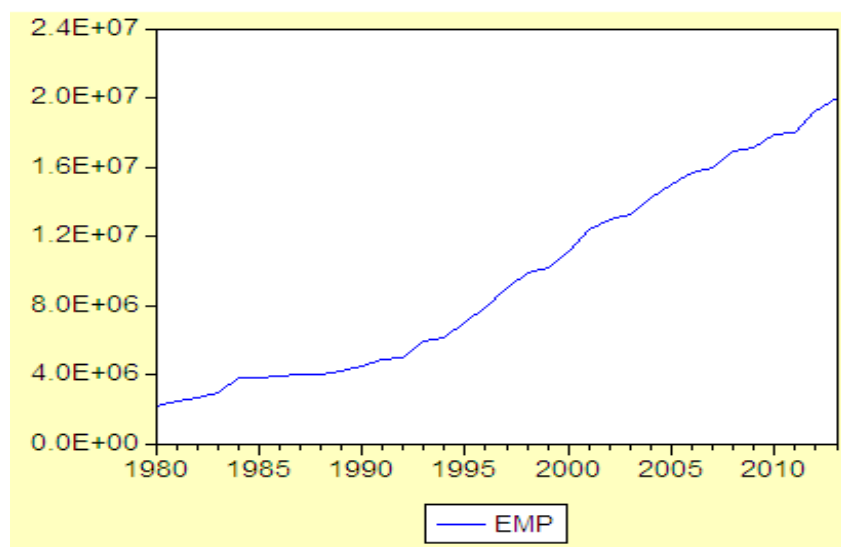
On remarque que tous les pics du corrélogramme sont à l'intérieur de l'intervalle de confiance. Donc que la série DLINVS est stationnaire.

2.4. La stationnarité de la série EMP

Les données de la série «Emplois» noté **EMP** s'étendent sur une période de 33 ans. Les observations sont annuels allons de 1980 à 2013.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Figure N°12 : Graphe de la série EMP



Source : résultat obtenu à partir de logiciel Eviews 4.0.

On constate d'après le graphique que le cours d'évolution de l'emploi est en hausse année après année, que nous expliquons par le haut niveau de création d'emplois et les programmes ambitieux pour l'emploi des jeunes ces dernières années. C'est-à-dire la série EMP à une tendance haussière, elle n'est donc pas stationnaire.

Application du test de Dickey-Fuller

Avant d'appliquer le test de racine unitaire, on doit choisir le nombre de retard « P » qui minimise les deux critères d'Akaike et Schwarz. Les résultats sont représentés dans le tableau suivant :

Tableau N°12 : Résultats des critères d'Akaike et Schwarz de la série EMP.

Nbr de retarde « P »	LEMP		DLEMP	
	AIC	SC	AIC	SC
0	-2.95	-2.81	-2.87	-2.73
1	-2.86	-2.67	-2.78	-2.60
2	-2.81	-2.58	-2.88	-2.45
3	-2.73	-2.45	-3.03	2.07
4	-3.07	-2.74	-3.05	-2.72

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Le AIC (AKAIKE) nous donne des estimateurs sans biais et le SC (SCHWARZ) des estimateurs convergents ; alors on prend le nombre de retard que nous donne le minimum de deux critères.

L'opérateur qui minimise les critères d'Akaike et Schwarz est $P=4$. Les résultats sont indiqués dans le tableau suivant :

Tableau N°13 : Résultats du test de Dickey-Fuller (DF) pour la série EMP

Variable	Modèle	La série LEMP		La série DLEMP (resid01)	
		T_c	T_t	T_c	T_t
G	[3]	1.53	2.79	0.57	2.79
	[2]	0.49	2.54	2.03	2.54
	[1]	2.51	-1.54	-2.79	-1.54

Source : Etabli par nous même a partir des données d'annexes N° 8,9.

A partir du tableau on constate les remarques suivantes :

A- Résultats du test ADF pour la série LEMP

- **Le modèle (3) : Test de la tendance :** On a $T_c = |1.53| < T_t = |2.79|$

Alors on accepte H_0 , donc la tendance n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (03) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (02).

- **Le modèle (02) : Test de la constante :** On a $T_c = |0.49| < T_t = |2.54|$

Alors on accepte H_0 ; donc la constante n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (02) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (01).

- **Le modèle (01) : Test de racine unitaire :** On a $ADF_c = 2.51 > ADF_t = -1,95$.

Alors on accepte H_0 , il existe des racines unitaires la série n'est pas stationnaire de type TS. Donc on applique la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), afin de stationnariser la série LEMP.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

B- Résultat de test ADF pour la série DLEMP (resid01), avec (P=0)

- **Le modèle (3) : Test de la tendance :** On a $T_c = |0.57| < T_t = |2.79|$.

Alors on accepte H_0 , donc la tendance n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (03) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (02).

- **Le modèle (02) : Test de la constante :** On a $T_c = |2.03| < T_t = |2.54|$.

Alors on accepte H_0 : donc la constante n'est pas significative au seul de 5%. Modèle (02) n'est pas le bon modèle. On passe au modèle (01).

- **Le modèle (01) : Test de racine unitaire :** On a $ADF_c = -2.72 < ADF_t = -1,95$.

Alors on rejette H_0 : l'absence d'une racine unitaire et intégrée d'ordre 1. Et cela ce vérifie à l'aide de corrélogramme suivant :

Figure N°13 : Corrélogramme de la série DLEMP

Date: 04/27/15 Time: 12:00
 Sample: 1980 2013
 Included observations: 33

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.092	0.092	0.3062	0.580
		2	0.192	0.185	1.6768	0.432
		3	0.068	0.038	1.8555	0.603
		4	0.003	-0.042	1.8559	0.762
		5	-0.116	-0.140	2.4128	0.790
		6	-0.093	-0.077	2.7867	0.835
		7	-0.057	0.005	2.9309	0.891
		8	-0.195	-0.153	4.6946	0.790
		9	0.035	0.081	4.7539	0.855
		10	-0.215	-0.190	7.0783	0.718
		11	0.010	0.023	7.0832	0.792
		12	0.009	0.059	7.0876	0.852
		13	0.057	0.032	7.2753	0.887
		14	0.014	-0.017	7.2865	0.923
		15	-0.053	-0.137	7.4640	0.943
		16	-0.051	-0.103	7.6406	0.959

Source: Etabli par nous meme a l'aide de logiciel Eviews 4.0.

La visualisation du corrélogramme, nous confirme la stationnarité de la série DLEMP.

Après l'analyse du test des racines unitaires, on obtient les résultats suivant :

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Les séries DLPIB, DLG, DLINVS et DLEMP sont des séries stationnaires d'ordre d'intégration I(1).

Section 02 : Etude multi variée des séries de données

Le but de cette étape consiste à établir les éventuelles relations qui peuvent exister entre les variables sélectionnées à partir d'une modélisation autorégressive vectorielle (VAR).

1. Choix de nombre de retard

Nos séries DLPIB, DLG et DLINVS, DLEMP étant stationnaire ; il est possible de les modéliser par un processus VAR. Nous avons estimé le processus VAR pour les ordres du retard P allant de 1 à 4, pour chaque modèle on compare les critères d'information d'Akaike et Schwartz ; les résultats obtenus figurent dans le tableau qui suit :

Tableau N°14 : Détermination de nombre de retard P pour le processus VAR.

Critère	P=1	P=2	P=3	P=4
AIC	-6.69	-6.96	-7.95	-7.83
SC	-5.77	-5.04	-7.02	-6.89

Source : Etabli par nous même a partir des données d'annexe N°9.

On basant sur le minimum des critères on dira que le meilleur modèle est VAR(3).

2. Estimation du modèle VAR

L'équation obtenue de l'estimation du modèle VAR peuvent être résumées sous la forme suivante¹:

$$\begin{aligned} \text{DLPIB} = & -0.19 \text{DLPIB} (-1) - 0.57 \text{DLPIB} (-2) - 0.37 \text{DLPIB} (-3) + 0.45 \text{DLG} (-1) + 0.19 \text{DLG} \\ & (-2) - 0.08 \text{DLG} (-3) - 0.29 \text{DLINVS} (-1) + 0.29 \text{DLINVS} (-2) - 0.53 \text{DLINVS} (-3) + 0.32 \\ & \text{DLEMP} (-1) + 0.05 \text{DLEMP} (-2) - 0.63 \text{DLEMP} (-3) + 0.33. \end{aligned}$$

Dans notre estimation c'est bien l'équation du PIB qui nous intéresse le plus, car notre objectif essentiel est d'interpréter les facteurs affectant cette variable, afin d'expliquer son évolution. L'observation des résultants d'estimation VAR montre que les coefficients de l'équation PIB sont non significatifs, car les valeurs de la statistique (t-statistique de student) sont < 1.96 (la valeur tabulée de student).

¹ Voir annexes 10,11.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Les résultats indiquent que le DLPIB dépend négativement de toutes les variables endogènes, cela signifie qu'une augmentation de ces variables en t-1 entraîne une diminution du DLPIB cette année.

3. Validation du modèle VAR

La validation de notre modèle se fera par l'analyse des tests des résidus de la série de PIB.

3.1. Analyse des résidus

3.1.1. Test d'auto corrélation des erreurs

Nous allons utiliser le test d'autocorrélation LM, qui fait l'objet de tester le caractère non autocorrélation des erreurs. L'hypothèse nulle est qu'il y a absence d'autocorrélation contre l'hypothèse alternative d'existence d'autocorrélation. Les résultats du test sont représentés dans le tableau suivant :

Tableau N°15 : Test d'auto corrélation des erreurs

Sample	1980-2013	
Included observation	30	
lags	LM-stat	prob
3	26.21	0.0511

Source : établi par nous même à partir de l'annexe 12

D'après le tableau suivant, pour un nombre de retard de 3, la probabilité LM-stat est égale à $0.0511 > 0.05$, ces résidus ne sont donc pas autocorrélés. L'hypothèse d'autocorrélation des résidus est vérifiée.

3.1.2. Test d'hétéroscédasticité

L'une des hypothèses clés des modèles linéaires est l'hypothèse d'homoscédasticité, c'est-à-dire, les résidus (termes d'erreur) du modèle ont la même variance. A ce niveau, on vérifie si les erreurs conservent une variance constante tout au long de la période.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Tableau N°16 : Test d'hétéroscédasticité

Sample	1980-2013	
Included observation	30	
Chi-sq	DF	prob
160.6	160	0.4718

Source : Etabli par nous même à partir de l'annexe n°13.

On constate que la valeur de la probabilité est égale à $0.4718 > 0.05$, donc il ya une absence d'hétéroscédasticité, les résidus sont homoscedastiques.

3.1.3. Cercle de racine unitaire²

La construction du cercle de racine unitaire montre que tous les points se trouvent à l'intérieur du cercle, ce qui signifie bien que le modèle est stationnaire (modèle en général) et que le modèle VAR est validé.

D'après les résultats des tests précédents d'analyse des résidus, nous confirmons la validation du modèle VAR.

3.2. Test de causalité de Granger

Pour illustrer la notion de causalité au sens de Granger, qui nous donne la relation de causalité entre les 04 variables, (mais on ne s'intéresse qu'aux relations du PIB avec le reste des variables), on procède par la proposition de l'hypothèse suivante :

$$\begin{cases} H_0 : Y_2 \text{ ne cause pas au sens de Granger } Y_1. \\ H_1 : Y_2 \text{ cause au sens de Granger } Y_1. \end{cases}$$

Tableau N°17 : La causalité au sens de Granger entre les variables

Les hypothèses	Prob T _c	T _t (5%)
DLG ne cause pas DLPIB	0.03	0.05
DLPIB ne cause DLG	0.14	
DLINVS ne cause pas DLPIB	0.82	
DLPIB ne cause pas DLINVS	0.46	
DLEMP ne cause pas DLPIB	0.89	
DLPIB ne cause pas DLEMP	0.18	

Source : Etablie par nous même à partir l'annexe N°15.

² Voir Annexe N°14.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

D'après le tableau, on constate

- ❖ Les dépenses (G) causent au sens de Granger le PIB, car la probabilité $T_c=0.03 < T_t=0.05$, donc on rejette H_0 , par contre le PIB ne cause pas au sens de Granger les dépenses publiques car $T_c = 0.14 > T_t = 0.05$, donc on accepte H_0 , c'est-à-dire que les dépenses publiques ont un impact sur le PIB, or le PIB n'influx pas les dépenses.
- ❖ Les résultats du test indiquent qu'il ya pas de relation de causalité entre l'investissement et le PIB, car $T_c = 0.82 > T_t = 0.05$, alors on accepte H_0 . Cependant le PIB ne cause pas au sens de Granger l'investissement, puisque $T_c = 0.46 > T_t=0.05$, alors on accepte H_0 .
- ❖ Au seuil de 5%, le test de Granger laisse prévoir un non causalité entre le PIB et l'emploi, puisque la probabilité H_0 est rejetée. Donc il n'existe pas de relation de causalité entre ces deux variables

3.3. Etude de la cointégration

La cointégration est une notion de relation à long terme entre plusieurs variables non stationnaires, elle permet de définir une ou plusieurs tendances stochastiques communes, c'est-à-dire il s'agit de trouver une relation statique à long terme entre les variables étudiées. Il est possible que deux séries soient divergentes à court terme mais évoluent d'une façon identique ou proportionnelle à long terme. Les conditions d'existence de relation de cointégration sont :

- Les variables non stationnaires doivent être d'un même ordre d'intégration (d).
- La combinaison linéaire de ces variables va être intégrée d'un ordre strictement inférieur à d.

Le but est de chercher des relations de long terme entre les dépenses publiques et la croissance économique. Nous allons appliquer pour cela la méthode de Johansen dont l'avantage est de déterminer le nombre de relation de cointégration entre les variables. le test de cointégration n'est applicable que pour les séries intégrées d'ordre 1. Johansen (1988) propose deux tests reposant sur deux techniques essentielles : le premier est l'estimation par le test de la trace, le deuxième est le test de valeur propre maximale. Nous nous limitons au test de la trace, étant le test privilégié et dont la puissance est plus élevée.

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

3.3.1. Test de la trace de Johansen

Ce test repose sur deux hypothèses : Soit r : le nombre de relations de cointégration, $q \geq 0$, $H_0 : r = q$ contre $H_1 : r \geq q$.

H_0 est acceptée si la trace calculée $<$ trace tabulée au seuil de 5%.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'estimation par la méthode de la trace

Tableau N°18 : Estimation par la méthode de la trace

Hypothesized No. of CE (s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob**
None *	0.779045	90.81201	47.21	54.46
At most 1	0.559249	24.57823	29.68	35.65
At most 2	0.478909	20.93991	15.41	20.04
At most 3	0.045116	1.384977	3.76	6.65

Source : établi par nous même à partir de l'annexe 16.

Le tableau ci-dessus indique que :

Pour $r = 0$, la trace calculée = 90.81 $>$ trace tabulée = 47.21 au seuil de 5%.

Ce qui indique que l'hypothèse nulle est rejetée, on accepte donc l'hypothèse alternative qui signifie qu'il y a au moins une relation de cointégration.

Pour $r = 1$, la trace calculée = 24.57823 $<$ trace tabulée = 29.68 au seuil de 5%. On accepte l'hypothèse H_0 qui signifie qu'il y a un seuil relation de cointégrations dans le modèle.

3.3.2. Formulation de la relation de cointégration

La relation qui détermine l'évolution à long terme des différentes variables de notre modèle se traduit par un vecteur de cointégration noté par Z_{t-1} .

La formule de la relation de cointégration s'écrit ainsi :

$$Z_{t-1} = \text{LPIB}_{t-1} - 0.743673 (\text{LG}_{t-1}) + 0.200757 (\text{LINVS}_{t-1}) - 1.621389 (\text{LEMP}_{t-1}) + 10.57511.$$

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Tableau N°19: Estimation de la relation de cointégration

Cointegrating Eq:	CointEq1
LPIB(-1)	1.000000
LG(-1)	-0.743673 (0.13681) [-5.43599]
LINVS(-1)	0.200757 (0.09295) [2.15995]
LEMP(-1)	-1.621389 (0.08671) [-18.6996]
C	10.57511

Source: Réalisé à paritr Eviews 4.0.

4.4. La décomposition de la variance

Cette étude consiste à calculer la contribution de chacune des innovations a la variance de l'erreur en pourcentage. Quand une innovation explique une part importante de la variance de l'erreur de prévision, nous en déduisons que l'économie étudiée est très sensible aux chocs affectant cette série.

Selon l'annexe N°17, les résultats relatifs à l'étude de la décomposition de la variance indiquent qu'a :

- ❖ La première année, la variance de l'erreur de prévision du PIB, est due à 100% à ses propres innovations, et les innovations des variables explicatives n'ont aucun effet au cours de la première année.
- ❖ La deuxième année, la variance de l'erreur de prévision du PIB, est due à 85% à ses propres innovations, à 7% aux innovations des dépenses publiques(G), à 2% aux innovations des investissements(INVS), et à 5% aux innovations de l'emploi (EMP).
- ❖ La troisième jusqu'à la dernière année, la variance de l'erreur de prévision du PIB est due à 81à 80% a ses propres innovations, à 11% des innovations des dépenses publiques (LG), à 2 à 3% aux innovations des investissements (INVS), et de 4 à 5% aux innovations de l'emploi (EMP).

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR).

Conclusion

L'objectif visé de ce chapitre est d'examiner la relation existante entre les dépenses publiques et la croissance de PIB. Pour cela nous avons commencé par l'étude des propriétés des variables choisies (le PIB, dépenses publiques (LG), l'investissement (INVS) et l'emploi (EMP)), on a trouvé que les quatre séries sont non stationnaire au cours du temps, et elles demeurent stationnaire après la première différenciation. .

- En suit, nous avons construit un modèle valide de type VAR (3) appliqué aux données algériennes, ce modèle, à travers l'analyse de test de causalité de Granger, nous a permet de tirer le résultat suivant :
- L'analyse de la causalité montre l'existence de la causalité au sens de granger entre le PIB et les dépenses publiques.
- les dépenses publiques ont un impact sur la croissance économique, puisqu'il ya une causalité
- Les tests de cointégration ont été effectués dans l'objectif de mettre en évidence l'existence d'une relation de long terme entre les variables. les tests de Johansen sont basés sur des estimations de maximum de vraisemblance

En Algérie une augmentation des dépenses publiques aura des effets positifs sur la croissance économique. Un directionnelle entre les deux variables.

Conclusion générale

Conclusion générale

Au terme de ce travail de recherche nécessaire de faire le point sur les conclusions relevées des différents développements effectués dans les chapitres constituant ce mémoire et de la restitues par rapport aux l'hypothèse de départ. En proposant les extensions possibles de ce travail.

L'objectif primordial de ce travail est d'apporter des réponses théoriques au rôle des dépenses publiques notamment sur la croissance économique.

Etant donné cet objectif, nous avons commencé notre analyse par :

Premier chapitre : Nous avons essayé de présenter les dépenses publiques dans la théorie économique. Au terme de ce chapitre, un récapitulatif nous a semblé le meilleur moyen de rendre compte des fondements théoriques de l'intervention de l'Etat dans l'activité économique. En effet, en ce qui concerne le rôle de l'Etat, tout le monde s'accorde pour dire que l'état joue un rôle important dans les économies modernes. En plus dans notre analyse nous avons trouvé que les dépenses publiques sont considérées comme un déterminant pour le processus de la croissance économique.

Nous avons vu au deuxième chapitre, la croissance économique, concept et théories. A partir de ce chapitre, nous avons constaté que les théories classiques et néoclassique a estimé que la croissance est un phénomène de lieu automatiquement dans l'économie sans la nécessité d'une intervention de l'Etat, par contre dans la théorie keynésienne, il veut que l'Etat intervienne économique .

Au cours de ce chapitre nous avons montré aussi que la croissance économique est lié au facteur comportement endogène et n'est pas exogène comme l'indiqué dans la théorie néoclassique de la croissance, comme la connaissance scientifique et technique, l'apprentissage par l'application, le capital humain, les installations de base etc. La théorie de la croissance endogène a donné un cadre théorique afin d'identifier et de définir des stratégies pour la prospérité fondées sur le choix de la politique économique.

Le deuxième objectif de ce travail de, était de vérifier les conclusions théoriques dans le cas de l'Algérie, a par sa politique d'accroissement continue des dépenses publiques pour relancer le processus de croissance économique.

Conclusion générale

Pour ce faire, nous avons poursuivi une démarche analytique qui nous a permis de ressortir avec des conclusions très intéressantes :

Pour le budget algérien, on remarque que le solde budgétaire dans les dernières décennies (en générale), est déficitaire à cause des dépenses publiques qui ont plus évoluées que les ressources.

L'Etat Algérien a contribué à la réalisation de la croissance économique de deux manières :

Sur le long terme, à travers l'effort consenti pour le développement du capital humain en relevant le niveau d'éducation, cet effort se traduit notamment en dehors des réformées pédagogiques par un accroissement des dépenses publiques allouées à ce secteur.

Ainsi à court et moyen terme, la politique keynésienne engagée ces dernières années a travers les différents plans de relance et de développement économique (PSRE, PCSC, etc.), constitue un choix pertinent qui a eu un impact positif sur la croissance économique interne.

L'objectif visé dans le quatrième chapitre était d'examiner à l'aide d'une étude économétrique la relation existante entre les dépenses publiques et la croissance du PIB. Pour cela nous avons opté une méthodologie VAR permettant de modéliser les ajustements qui conduisent à une situation d'équilibre à long terme.

A partir de l'analyse des données par les méthodes des séries chronologiques, nous avons conclu ce qui suit :

- La démarche de notre étude consiste en premier lieu à déterminer l'ordre d'intégration des variables, que nous avons transformé en logarithme, via les tests de racine unitaire sur chaque variable au niveau et en différence première. Les résultats indiquent que les variables sont toutes intégrées d'ordre 1 ;
- L'existence d'une relation de long terme entre les dépenses publique et la croissance économique ;
- Pour le test de causalité au sens de Granger, nous avons trouvé une causalité unidirectionnelle entre les dépenses publiques et le produit intérieur brut, d'où nous pouvons conclure que les dépenses publiques causent le produit intérieur brut ;

Conclusion générale

- Les tests de cointégration ont été effectués dans l'objectif de mettre en évidence l'existence d'une relation de long terme entre les variables. les tests de Johansen sont basés sur des estimations de maximum de vraisemblance ;
- La décomposition de la variance nous a mené a constaté que le produit intérieur brut évolue de manière dépendante des dépenses publiques.

Enfin, nous pouvons dire que nos hypothèses posées au départ de notre travail sont toutes vérifiées. Et pour mieux comprendre le phénomène de la croissance économique en Algérie, il ya plusieurs pistes qui peuvent être ouverte nous citons entre autre :

- La relation croissance, dépenses publiques par secteurs ;
- La relation croissance, dépenses publiques en introduisant d'autres variables macroéconomiques dans l'étude ;
- Comparaison entre les différents résultats obtenus, en utilisant les données de la banque mondiale et les données Algérienne ; concernant le sujet de la relation existante entre la croissance économique et les dépenses publiques ;
- Tester L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en utilisant d'autres méthodes d'analyse.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- ARNAUD, Diemer, « Croissance et cycle », IUFM D'Auvergne. Avril 2004.p. 21.
- ARROUS Jean, « Les théories de la croissance [la pensée économique contemporaine] ». Editions LE SEUIL. p. 191.
- ALAIN Beitone, « Dictionnaire des sciences économique », Edition ARMAND COLIN. Paris. 2001. p .114.
- Barrère, « La cohérence de l'économie publique, le plan et le marché », Editions Economica. Paris 1985. p .85.
- BERNARD Bernier, YVES Simon, « Initiation à la macroéconomie », 8 ème, Edition, Edition DUNOD. Paris, 2001, p. 508.
- BERNARD Bernier, « Initiation à la macroéconomie », 9 èmè , Edition, Edition DUNOD. Paris. 2007.
- Bernard WACQUEZ, « La dépense publique », Edition institut de l'entreprise, paris, 2002.
- Bertrand Blancheton, « science économique », Edition DUNOD, paris 2009, p 2.
- BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, DOLLO Christine, « Dictionnaire de science économique », 3^{ème}, Edition revue et augmentée
- BUBUA KAYEMBE, les finances publiques congolaises ,2010.
- DUVERGER Maurice, « Finances Publiques », Paris, 1984.
- DOUGLAS C.North, « Nouvelle économie institutionnelle et la perspective », p .2.
- François Perroux, « Les théories de la croissance », paris, 1999, p .34.
- François-Xavier MERIEN, « l'Etat-providence », édition PUF, paris, 3 ème édition 2007.p .27.
- Gaudemet Paul Marie, Joël Molinier, « finances publiques Budget /Trésor », Tome 1, Montchrestien, E.J.A ,7 ème édition, Paris 1996. p. 77.
- H. Denis, « L'histoire de la pensée économique », Editions PUF, Paris 1973, p .521.
- JACQUE Muller : « Maneul et aplication économie », Edition DUNOD, p .254.
- J. M. Keynes, « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie" », Editions Payot, Paris 1969. p. 149.

- J.J. Laffont (1988) « Fondements de l'Economie Publique », Edition Economica. Paris, 1982. p. 120.
- K. Marx, Critiques de la philosophie de l'Etat de Hegel, Editions Lacoste, P103.
- Loic Philip, « finances publiques », éditions CUJAS, cinquième édition, décembre 1995, Paris. p 75.
- Marie-Louise, Duboin, « l'économie distributive », in Agone, 21,1999, p .120.
- Marc Mountoussé, « Nouvelles théories économiques », Bréal, paris, 2002ISBN284291X, 128 page. p. 100.
- Musgrave (1959), « the Theory of public finance. A study in public economy », New york, McGraw-hill.
- Pierre Rosanvallon, « la nouvelle question sociale » paris, édition seuil, 1995, PP 38-46.
- Philippe van parijs, « au delà de la solidarité, les fondements éthique de l'Etat-providence et de son dépassement », Bruxelles, 1992, p. 12.
- RENAUD Jean François et Eric TABOURIN, « Les grandes Fonctions économiques „la production et les dépenses » , Ellipses, 1998, Paris, p .163.
- Robert Cros, « Finances Publiques institutions et mécanismes économiques », éditions CUJAS, 1994, p 138.
- ROLAND Granier : « Croissance et cycle économique », paris, 1995, p .14.
- R.M .SOLOW, « La théorie de la croissance économique », Edition ARMAND COLIN, p .120.
- Simon Kuznets, « Economic Growth and structure », New York, Norton, 1965, (Traduction Française : Croissance et structure économique, Paris, Calmann-Lévy, 1971).
- Y. Rolland, et X. Pillot, « Finance publique et politique publique », Economica, 1987.

Thèses et mémoires

- Ahmed Zakane, thèse de doctorat d'état en science économique de l'université d'Alger « Dépenses publiques productives, croissance à long terme et politiques économiques : cas

Algérie»2002-2003.

- BERRACHED Amine, Mémoire de Magistère en Science Economiques de l'université d'Oran « Ouverture commerciale et croissance économique dans les pays du Sud et de l'Est de la méditerrané (PSEM) » 2012-2013.
- Soufi Imane, Mémoire de Magister en Sciences Economiques de l'Université Abou Bekr Belkaïd de Tlemcen « Impact des dépenses publiques sur la pauvreté en Algérie » 2010-2011.
- BEN JELILI Riadh, Thèse de Doctorat. Université de Tunis « Dépenses publiques et croissance : Une étude économétrique sur séries temporelles pour la Tunisie ».200.
- KABBOU Zahir, Mémoire de Master en Sciences Economiques de l'Université de Bejaia « Essai d'analyse et d'évaluation de l'impact de la politique monétaire sur l'inflation en Algérie » 2012-2013.

Articles et Documents

- Antoinette. B, « Vive l'économie du bien-être », Université de Caen, Basse-Normandie, CREM-CNRS, 2003, date de révision 2011.
- Cédric POLERE, « La Prospective, Les fondements historiques », Direction de la Prospective et du Dialogue Public, volume 1, Lyon 2012.
- Docs world bank, « cours macroéconomie connaissances, capital humain et croissance endogène», in [http.escol.free.fr](http://escol.free.fr).
- Documents du Ministère des finances, direction générale du budget (DGB).
- El Mehdi Ali GRIGUICHE, Maître assistant IHEC Carthage, support de cours d'économie et gestion, sept 2007.
- El Moudjahid, « Plan quinquennal 2010-2014 une dynamique de développement sans précédent », version électronique.
- Faruk WGEN, « les théories de la croissance économique », article de Université Pierre Mendés, France 2006,
- Jones C.I, « Théorie de la croissance endogène », De Boeck Université, 2000.
- Livre III de J M Keynes « Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », chapitre 10 (traduit en Français par Jean de Largentaye (1942) « La propension marginale à consommer et le multiplicateur ».
- M. Mohamed, S. Abd Tahar, « modèle mathématique de planification et de développement », rapport d'activité Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tunis 1999.

- Mara C. Harvey, « Ecart de productivité et "maladie des coûts" », Revue économique. Volume 49, n°2, 1998.
- Mara C. Harvey, « Ecart de productivité et "maladie des coûts" », Revue économique. Volume 49, n°2, 1998.
- Jean-Marc DANIEL, « Richard Musgrave et les fonctions économiques de l'Etat », la revue du trésor -N°1- Janvier 2008.
- Rapport de la Banque Mondiale, « Evaluation du Programme PSRE », (Janvier 2003),
- RENE Di Roberto, Cours d'économie, « L'Etat et l'économie », département de sociologie, Université Victor Segalen–Bordeaux 2, Année universitaire 2005/2006.
- S. CALLENS, volume 1 : Préliminaires, année universitaire 2005/2006.
- Saoussen C, Meriem H, « Efficacité du financement des services publics et croissance économique dans les pays en développement » : journées scientifiques du réseau «analyse économique et développement », Paris, 7 et 8 Septembre 2006
- Simon KUZNETS, « Economic Growth and Structure », New York, Norton, 1965, (Traduction française : Croissance et structure économique, Paris, Calmann-Lévy,1971.)

Site internet

- www.publique.fr/découverte-institutions/financepublique/approfondissement/etat-providence.
- <http://www.sffp.asso.fr>.
- http://www.uquebec.ca/zone30/classiques_des_sciences_sociales/index.html.
- <http://www.cerpeg.ac-versailles.fr>.
- www.ONS.dz.
- <http://www.bank-of-algeria.dz/>
- <http://escol.free.fr>.

Annexes

Annexe 1 : LPIB

Modèle 03

ADF Test Statistic	-0.377661	1% Critical Value*	-4.2605
		5% Critical Value	-3.5514
		10% Critical Value	-3.2081

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 04/25/15 Time: 15:39

Sample(adjusted): 1981 2013

Included observations: 33 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.032524	0.086119	-0.377661	0.7083
C	1.005305	2.203660	0.456198	0.6515
@TREND(1980)	0.002716	0.013265	0.204787	0.8391
R-squared	0.050875	Mean dependent var	0.135033	
Adjusted R-squared	-0.012400	S.D. dependent var	0.100773	
S.E. of regression	0.101396	Akaike info criterion	-1.653056	
Sum squared resid	0.308435	Schwarz criterion	-1.517010	
Log likelihood	30.27542	F-statistic	0.804026	
Durbin-Watson stat	1.297316	Prob(F-statistic)	0.456933	

Modèle 02

ADF Test Statistic	-1.271243	1% Critical Value*	-3.6422
		5% Critical Value	-2.9527
		10% Critical Value	-2.6148

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 04/25/15 Time: 15:41

Sample(adjusted): 1981 2013

Included observations: 33 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.015061	0.011847	-1.271243	0.2131
C	0.559415	0.334284	1.673471	0.1043
R-squared	0.049548	Mean dependent var	0.135033	
Adjusted R-squared	0.018888	S.D. dependent var	0.100773	
S.E. of regression	0.099817	Akaike info criterion	-1.712265	
Sum squared resid	0.308866	Schwarz criterion	-1.621567	
Log likelihood	30.25237	F-statistic	1.616059	
Durbin-Watson stat	1.317255	Prob(F-statistic)	0.213098	

Modèle 01

ADF Test Statistic	7.486950	1% Critical Value*	-2.6344
		5% Critical Value	-1.9514
		10% Critical Value	-1.6211

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 04/25/15 Time: 15:43

Sample(adjusted): 1981 2013

Included observations: 33 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	0.004739	0.000633	7.486950	0.0000
R-squared	-0.036315	Mean dependent var	0.135033	
Adjusted R-squared	-0.036315	S.D. dependent var	0.100773	
S.E. of regression	0.102587	Akaike info criterion	-1.686382	
Sum squared resid	0.336769	Schwarz criterion	-1.641034	
Log likelihood	28.82531	Durbin-Watson stat	1.233383	

Annexe 02 : DLPIB

Modèle 03

ADF Test Statistic	-3.775868	1% Critical Value*	-4.2712
		5% Critical Value	-3.5562
		10% Critical Value	-3.2109

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DLPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/22/15 Time: 11:53
 Sample(adjusted): 1982 2013
 Included observations: 32 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLPIB(-1)	-0.667961	0.176903	-3.775868	0.0007
C	0.117583	0.047689	2.465653	0.0198
@TREND(1980)	-0.001679	0.001896	-0.885613	0.3831
R-squared	0.330535	Mean dependent var	-0.004205	
Adjusted R-squared	0.284365	S.D. dependent var	0.115381	
S.E. of regression	0.097607	Akaike info criterion	-1.726678	
Sum squared resid	0.276286	Schwarz criterion	-1.589265	
Log likelihood	30.62684	F-statistic	7.159083	
Durbin-Watson stat	1.888169	Prob(F-statistic)	0.002972	

Modèle 02

ADF Test Statistic	-3.692135	1% Critical Value*	-3.6496
		5% Critical Value	-2.9558
		10% Critical Value	-2.6164

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DLPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/22/15 Time: 11:50
 Sample(adjusted): 1982 2013
 Included observations: 32 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLPIB(-1)	-0.641312	0.173697	-3.692135	0.0009
C	0.084506	0.029545	2.860289	0.0076
R-squared	0.312429	Mean dependent var	-0.004205	
Adjusted R-squared	0.289510	S.D. dependent var	0.115381	
S.E. of regression	0.097255	Akaike info criterion	-1.762492	
Sum squared resid	0.283758	Schwarz criterion	-1.670883	
Log likelihood	30.19987	F-statistic	13.63186	
Durbin-Watson stat	1.884806	Prob(F-statistic)	0.000883	

Modèle 01

ADF Test Statistic	-2.115187	1% Critical Value*	-2.6369
		5% Critical Value	-1.9517
		10% Critical Value	-1.6213

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DLPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/22/15 Time: 11:57
 Sample(adjusted): 1982 2013
 Included observations: 32 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLPIB(-1)	-0.237271	0.112175	-2.115187	0.0426
R-squared	0.124923	Mean dependent var	-0.004205	
Adjusted R-squared	0.124923	S.D. dependent var	0.115381	
S.E. of regression	0.107934	Akaike info criterion	-1.583844	
Sum squared resid	0.361141	Schwarz criterion	-1.538040	
Log likelihood	26.34151	Durbin-Watson stat	2.234299	

Annexe 3 LG

Modèle 03

ADF Test Statistic	-3.249901	1% Critical Value*	-4.2826
		5% Critical Value	-3.5614
		10% Critical Value	-3.2138

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LG)

Method: Least Squares

Date: 04/24/15 Time: 15:36

Sample(adjusted): 1983 2013

Included observations: 31 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LG(-1)	-0.438949	0.135065	-3.249901	0.0032
D(LG(-1))	0.174457	0.157938	1.104595	0.2795
D(LG(-2))	0.162053	0.038594	4.198858	0.0003
C	10.00353	3.062669	3.266279	0.0031
@TREND(1980)	0.047991	0.014182	3.383923	0.0023

R-squared	0.521180	Mean dependent var	0.110567
Adjusted R-squared	0.447516	S.D. dependent var	0.088093
S.E. of regression	0.065479	Akaike info criterion	-2.467488
Sum squared resid	0.111475	Schwarz criterion	-2.236200
Log likelihood	43.24606	F-statistic	7.075052
Durbin-Watson stat	1.952918	Prob(F-statistic)	0.000541

Modèle 02

ADF Test Statistic	1.028800	1% Critical Value*	-3.6576
		5% Critical Value	-2.9591
		10% Critical Value	-2.6181

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LG)

Method: Least Squares

Date: 04/24/15 Time: 15:43

Sample(adjusted): 1983 2013

Included observations: 31 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LG(-1)	0.015931	0.015485	1.028800	0.3127
D(LG(-1))	-0.054432	0.168088	-0.323834	0.7486
D(LG(-2))	0.156809	0.045418	3.452595	0.0018
C	-0.301327	0.384257	-0.784180	0.4398

R-squared	0.310299	Mean dependent var	0.110567
Adjusted R-squared	0.233665	S.D. dependent var	0.088093
S.E. of regression	0.077117	Akaike info criterion	-2.167069
Sum squared resid	0.160570	Schwarz criterion	-1.982038
Log likelihood	37.58957	F-statistic	4.049124
Durbin-Watson stat	1.799402	Prob(F-statistic)	0.016881

Modèle 01

ADF Test Statistic	4.006031	1% Critical Value*	-2.6395
		5% Critical Value	-1.9521
		10% Critical Value	-1.6214

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LG)

Method: Least Squares

Date: 04/24/15 Time: 15:52

Sample(adjusted): 1983 2013

Included observations: 31 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LG(-1)	0.003811	0.000951	4.006031	0.0004
D(LG(-1))	-0.062433	0.166620	-0.374703	0.7107
D(LG(-2))	0.145468	0.042757	3.402234	0.0020

R-squared	0.294590	Mean dependent var	0.110567
Adjusted R-squared	0.244204	S.D. dependent var	0.088093
S.E. of regression	0.076585	Akaike info criterion	-2.209065
Sum squared resid	0.164227	Schwarz criterion	-2.070292
Log likelihood	37.24051	Durbin-Watson stat	1.735712

Annexe 4 DLG

Modèle 03

ADF Test Statistic	-4.682122	1% Critical Value*	-4.2949
		5% Critical Value	-3.5670
		10% Critical Value	-3.2169

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(DLG)

Method: Least Squares

Date: 04/24/15 Time: 16:00

Sample(adjusted): 1984 2013

Included observations: 30 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLG(-1)	-1.138102	0.243074	-4.682122	0.0001
D(DLG(-1))	0.141909	0.173780	0.816603	0.4219
D(DLG(-2))	0.026242	0.054260	0.483634	0.6329
C	0.079983	0.042251	1.893070	0.0700
@TREND(1980)	0.002043	0.001662	1.228913	0.2305
R-squared	0.646374	Mean dependent var	-0.004244	
Adjusted R-squared	0.589794	S.D. dependent var	0.116273	
S.E. of regression	0.074470	Akaike info criterion	-2.205831	
Sum squared resid	0.138644	Schwarz criterion	-1.972298	
Log likelihood	38.08747	F-statistic	11.42405	
Durbin-Watson stat	1.879952	Prob(F-statistic)	0.000021	

Modèle 02

ADF Test Statistic	-4.602165	1% Critical Value*	-3.6661
		5% Critical Value	-2.9627
		10% Critical Value	-2.6200

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(DLG)

Method: Least Squares

Date: 05/03/15 Time: 15:35

Sample(adjusted): 1984 2013

Included observations: 30 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLG(-1)	-1.129074	0.245335	-4.602165	0.0001
D(DLG(-1))	0.168766	0.174084	0.969453	0.3413
D(DLG(-2))	0.047721	0.051869	0.920026	0.3660
C	0.118140	0.028934	-2.083087	0.0004
R-squared	0.625012	Mean dependent var	-0.004244	
Adjusted R-squared	0.581744	S.D. dependent var	0.116273	
S.E. of regression	0.075197	Akaike info criterion	-2.213843	
Sum squared resid	0.147020	Schwarz criterion	-2.027017	
Log likelihood	37.20765	F-statistic	14.44518	
Durbin-Watson stat	1.872003	Prob(F-statistic)	0.000010	

Modèle 01

ADF Test Statistic	-2.682122	1% Critical Value*	-2.6423
		5% Critical Value	-1.9526
		10% Critical Value	-1.6216

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(DLG)

Method: Least Squares

Date: 05/03/15 Time: 15:56

Sample(adjusted): 1984 2013

Included observations: 30 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLG(-1)	-0.253931	0.150073	-2.682122	0.1021
D(DLG(-1))	-0.234501	0.180219	-1.301201	0.2042
D(DLG(-2))	0.070713	0.064822	1.090871	0.2850
R-squared	0.384564	Mean dependent var	-0.004244	
Adjusted R-squared	0.338976	S.D. dependent var	0.116273	
S.E. of regression	0.094534	Akaike info criterion	-1.785073	
Sum squared resid	0.241291	Schwarz criterion	-1.644953	
Log likelihood	29.77609	Durbin-Watson stat	2.005832	

Annexe 5 LINVS

Modèle 03

ADF Test Statistic	-2.249202	1% Critical Value*	-4.3082
		5% Critical Value	-3.5731
		10% Critical Value	-3.2203

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINVS)
 Method: Least Squares
 Date: 04/24/15 Time: 23:34
 Sample(adjusted): 1985 2013
 Included observations: 29 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINVS(-1)	-0.250409	0.111332	-2.249202	0.0348
D(LINVS(-1))	0.428913	0.200820	2.135805	0.0441
D(LINVS(-2))	-0.056950	0.225254	-0.252825	0.8028
D(LINVS(-3))	-0.219096	0.215369	-1.017307	0.3201
D(LINVS(-4))	0.184721	0.208272	0.886921	0.3847
C	5.805757	2.575297	2.254403	0.0345
@TREND(1980)	0.042318	0.016000	2.644815	0.0148
R-squared	0.437799	Mean dependent var	0.140536	
Adjusted R-squared	0.284472	S.D. dependent var	0.148393	
S.E. of regression	0.125524	Akaike info criterion	-1.106139	
Sum squared resid	0.346636	Schwarz criterion	-0.776102	
Log likelihood	23.03902	F-statistic	2.855324	
Durbin-Watson stat	2.144090	Prob(F-statistic)	0.032747	

Modèle 02

ADF Test Statistic	1.524385	1% Critical Value*	-3.6752
		5% Critical Value	-2.9665
		10% Critical Value	-2.6220

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINVS)
 Method: Least Squares
 Date: 04/24/15 Time: 23:35
 Sample(adjusted): 1985 2013
 Included observations: 29 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINVS(-1)	0.038099	0.024993	1.524385	0.1410
D(LINVS(-1))	0.403569	0.225222	1.791874	0.0863
D(LINVS(-2))	-0.167902	0.248488	-0.675696	0.5060
D(LINVS(-3))	-0.267710	0.240932	-1.111143	0.2780
D(LINVS(-4))	-0.014214	0.218063	-0.065183	0.9486
C	-0.844629	0.624584	-1.352307	0.1894
R-squared	0.259044	Mean dependent var	0.140536	
Adjusted R-squared	0.097967	S.D. dependent var	0.148393	
S.E. of regression	0.140937	Akaike info criterion	-0.899022	
Sum squared resid	0.456852	Schwarz criterion	-0.616133	
Log likelihood	19.03582	F-statistic	1.608197	
Durbin-Watson stat	1.936510	Prob(F-statistic)	0.197670	

Modèle 01

ADF Test Statistic	2.213689	1% Critical Value*	-2.6453
		5% Critical Value	-1.9530
		10% Critical Value	-1.6218

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINVS)
 Method: Least Squares
 Date: 04/24/15 Time: 23:38
 Sample(adjusted): 1985 2013
 Included observations: 29 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINVS(-1)	0.004404	0.001990	2.213689	0.0366
D(LINVS(-1))	0.449958	0.226404	1.987410	0.0584
D(LINVS(-2))	-0.093068	0.246395	-0.377719	0.7090
D(LINVS(-3))	-0.220849	0.242508	-0.910687	0.3715
D(LINVS(-4))	0.069823	0.212599	0.328427	0.7454
R-squared	0.200131	Mean dependent var	0.140536	
Adjusted R-squared	0.066819	S.D. dependent var	0.148393	
S.E. of regression	0.143349	Akaike info criterion	-0.891480	
Sum squared resid	0.493176	Schwarz criterion	-0.655740	
Log likelihood	17.92646	Durbin-Watson stat	1.833563	

Annexe 6 : DLINVS

Modèle 03

ADF Test Statistic	-4.040392	1% Critical Value*	-4.2712
		5% Critical Value	-3.5562
		10% Critical Value	-3.2109

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(DLINVS)

Method: Least Squares

Date: 04/27/15 Time: 12:32

Sample(adjusted): 1982 2013

Included observations: 32 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLINVS(-1)	-0.683601	0.169192	-4.040392	0.0004
C	0.010213	0.053206	0.191948	0.8491
@TREND(1980)	0.004733	0.002565	1.845577	0.0752
R-squared	0.385194	Mean dependent var	0.001313	
Adjusted R-squared	0.342794	S.D. dependent var	0.163974	
S.E. of regression	0.132931	Akaike info criterion	-1.108910	
Sum squared resid	0.512451	Schwarz criterion	-0.971497	
Log likelihood	20.74255	F-statistic	9.084677	
Durbin-Watson stat	1.757604	Prob(F-statistic)	0.000864	

Modèle 02

ADF Test Statistic	2.597337	1% Critical Value*	-3.6496
		5% Critical Value	-2.9558
		10% Critical Value	-2.6164

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(DLINVS)

Method: Least Squares

Date: 04/27/15 Time: 12:25

Sample(adjusted): 1982 2013

Included observations: 32 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLINVS(-1)	-0.645132	0.174506	2.597337	0.0009
C	0.087882	0.033836	-3.696895	0.0144
R-squared	0.312983	Mean dependent var	0.001313	
Adjusted R-squared	0.290082	S.D. dependent var	0.163974	
S.E. of regression	0.138159	Akaike info criterion	-1.060357	
Sum squared resid	0.572640	Schwarz criterion	-0.968749	
Log likelihood	18.96571	F-statistic	13.66703	
Durbin-Watson stat	1.617882	Prob(F-statistic)	0.000872	

Modèle 01

ADF Test Statistic	-2.416829	1% Critical Value*	-2.6369
		5% Critical Value	-1.9517
		10% Critical Value	-1.6213

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(DLINVS)

Method: Least Squares

Date: 04/27/15 Time: 12:54

Sample(adjusted): 1982 2013

Included observations: 32 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLINVS(-1)	-0.331447	0.137141	-2.416829	0.0217
R-squared	0.158492	Mean dependent var	0.001313	
Adjusted R-squared	0.158492	S.D. dependent var	0.163974	
S.E. of regression	0.150420	Akaike info criterion	-0.920021	
Sum squared resid	0.701410	Schwarz criterion	-0.874217	
Log likelihood	15.72033	Durbin-Watson stat	1.695860	

Annexe 7 : LEMP

Modèle 03

ADF Test Statistic	-1.555996	1% Critical Value*	-4.3082
		5% Critical Value	-3.5731
		10% Critical Value	-3.2203

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LEMP)
 Method: Least Squares
 Date: 04/27/15 Time: 11:19
 Sample(adjusted): 1985 2013
 Included observations: 29 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEMP(-1)	-0.209106	0.134388	-1.555996	0.1340
D(LEMP(-1))	0.071648	0.176458	0.406034	0.6886
D(LEMP(-2))	0.256440	0.178620	1.435674	0.1652
D(LEMP(-3))	0.120120	0.184271	0.651866	0.5212
D(LEMP(-4))	0.127903	0.183808	0.695851	0.4938
C	3.077026	1.942167	1.584326	0.1274
@TREND(1980)	0.014842	0.009699	1.530287	0.1402
R-squared	0.129643	Mean dependent var	0.056906	
Adjusted R-squared	-0.107726	S.D. dependent var	0.044567	
S.E. of regression	0.046906	Akaike info criterion	-3.074849	
Sum squared resid	0.048403	Schwarz criterion	-2.744812	
Log likelihood	51.58531	F-statistic	0.546166	
Durbin-Watson stat	1.544973	Prob(F-statistic)	0.767545	

Modèle 02

ADF Test Statistic	-0.299063	1% Critical Value*	-3.6752
		5% Critical Value	-2.9665
		10% Critical Value	-2.6220

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LEMP)
 Method: Least Squares
 Date: 04/27/15 Time: 11:20
 Sample(adjusted): 1985 2013
 Included observations: 29 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEMP(-1)	-0.004910	0.016420	-0.299063	0.7676
D(LEMP(-1))	-0.045671	0.163504	-0.279327	0.7825
D(LEMP(-2))	0.130088	0.162946	0.798353	0.4328
D(LEMP(-3))	-0.020958	0.164139	-0.127685	0.8995
D(LEMP(-4))	-0.012457	0.163868	-0.076016	0.9401
C	0.132036	0.269119	0.490624	0.6283
R-squared	0.036999	Mean dependent var	0.056906	
Adjusted R-squared	-0.172349	S.D. dependent var	0.044567	
S.E. of regression	0.048255	Akaike info criterion	-3.042663	
Sum squared resid	0.053555	Schwarz criterion	-2.759774	
Log likelihood	50.11861	F-statistic	0.176733	
Durbin-Watson stat	1.553781	Prob(F-statistic)	0.968598	

Modèle 01

ADF Test Statistic	2.514785	1% Critical Value*	-2.6453
		5% Critical Value	-1.9530
		10% Critical Value	-1.6218

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LEMP)
 Method: Least Squares
 Date: 04/27/15 Time: 11:23
 Sample(adjusted): 1985 2013
 Included observations: 29 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEMP(-1)	0.003122	0.001241	2.514785	0.0190
D(LEMP(-1))	-0.033694	0.159093	-0.211788	0.8341
D(LEMP(-2))	0.145472	0.157351	0.924508	0.3644
D(LEMP(-3))	-0.008683	0.159635	-0.054393	0.9571
D(LEMP(-4))	0.000684	0.159087	0.004297	0.9966
R-squared	0.026920	Mean dependent var	0.056906	
Adjusted R-squared	-0.135260	S.D. dependent var	0.044567	
S.E. of regression	0.047485	Akaike info criterion	-3.101217	
Sum squared resid	0.054116	Schwarz criterion	-2.865476	
Log likelihood	49.96764	Durbin-Watson stat	1.564161	

Annexe 8 : DLEMP

Modèle 03

ADF Test Statistic	-2.408637	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DLEMP)
 Method: Least Squares
 Date: 04/27/15 Time: 11:04
 Sample(adjusted): 1986 2013
 Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLEMP(-1)	-0.855713	0.355269	-2.408637	0.0253
D(DLEMP(-1))	0.004748	0.299238	0.015868	0.9875
D(DLEMP(-2))	0.166257	0.268393	0.619453	0.5423
D(DLEMP(-3))	0.134212	0.228355	0.587731	0.5630
D(DLEMP(-4))	0.139708	0.163205	0.856029	0.4016
C	0.065259	0.039312	1.660036	0.1118
@TREND(1980)	-0.000683	0.001197	-0.570543	0.5744
R-squared	0.497262	Mean dependent var	0.001337	
Adjusted R-squared	0.353622	S.D. dependent var	0.058607	
S.E. of regression	0.047118	Akaike info criterion	-3.059995	
Sum squared resid	0.046623	Schwarz criterion	-2.726944	
Log likelihood	49.83994	F-statistic	3.461873	
Durbin-Watson stat	2.260799	Prob(F-statistic)	0.015467	

Modèle 02

ADF Test Statistic	-2.390243	1% Critical Value*	-3.6852
		5% Critical Value	-2.9705
		10% Critical Value	-2.6242

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DLEMP)
 Method: Least Squares
 Date: 04/27/15 Time: 11:05
 Sample(adjusted): 1986 2013
 Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLEMP(-1)	-0.787938	0.329648	-2.390243	0.0258
D(DLEMP(-1))	-0.061356	0.271635	-0.225878	0.8234
D(DLEMP(-2))	0.117939	0.250748	0.470351	0.6427
D(DLEMP(-3))	0.103210	0.218370	0.472639	0.6411
D(DLEMP(-4))	0.125147	0.158707	0.788542	0.4388
C	0.047318	0.023228	2.037125	0.0538
R-squared	0.489469	Mean dependent var	0.001337	
Adjusted R-squared	0.373439	S.D. dependent var	0.058607	
S.E. of regression	0.046390	Akaike info criterion	-3.116042	
Sum squared resid	0.047345	Schwarz criterion	-2.830570	
Log likelihood	49.62459	F-statistic	4.218474	
Durbin-Watson stat	2.214726	Prob(F-statistic)	0.007697	

Modèle 01

ADF Test Statistic	-2.729801	1% Critical Value*	-2.6486
		5% Critical Value	-1.9535
		10% Critical Value	-1.6221

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DLEMP)
 Method: Least Squares
 Date: 04/27/15 Time: 10:27
 Sample(adjusted): 1986 2013
 Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLEMP(-1)	-0.169194	0.136605	-2.729801	0.0280
D(DLEMP(-1))	-0.493621	0.180827	-1.238557	0.0119
D(DLEMP(-2))	-0.210566	0.204742	-1.028448	0.3144
D(DLEMP(-3))	-0.142731	0.194022	-0.735647	0.4694
D(DLEMP(-4))	-0.003747	0.155196	-0.024144	0.9809
R-squared	0.393167	Mean dependent var	0.001337	
Adjusted R-squared	0.287631	S.D. dependent var	0.058607	
S.E. of regression	0.049465	Akaike info criterion	-3.014668	
Sum squared resid	0.056276	Schwarz criterion	-2.776775	
Log likelihood	47.20536	Durbin-Watson stat	2.291268	

Annexe 09 : détermination de nombre de retard P(1 à 4) pour le processus VAR.

P=1

Vector Autoregression Estimates

Date: 05/22/15 Time: 22:40

Sample(adjusted): 1982 2013

Included observations: 32 after adjusting endpoints

Standard errors in () & t-statistics in []

	DLPiB	DLG	DLiNVS	DLEMP
DLPiB(-1)	0.379550 (0.18664) [2.03359]	0.058890 (0.16960) [0.34723]	0.190252 (0.25666) [0.74125]	0.139627 (0.10454) [1.33564]
DLG(-1)	-0.033683 (0.06270) [-0.53721]	-0.023098 (0.05698) [-0.40541]	-0.020883 (0.08622) [-0.24220]	0.019475 (0.03512) [0.55455]
DLiNVS(-1)	-0.015584 (0.14079) [-0.11069]	0.062185 (0.12793) [0.48608]	0.371410 (0.19361) [1.91836]	0.023765 (0.07886) [0.30136]
DLEMP(-1)	-0.150778 (0.33683) [-0.44764]	-0.152751 (0.30608) [-0.49906]	0.583541 (0.46320) [1.25979]	0.020453 (0.18866) [0.10841]
C	0.099350 (0.04004) [2.48126]	0.107556 (0.03638) [2.95610]	0.023015 (0.05506) [0.41799]	0.036771 (0.02243) [1.72877]
R-squared	0.147437	0.021493	0.198041	0.089663
Adj. R-squared	0.021132	-0.123471	0.079232	-0.045202
Sum sq. resids	0.276309	0.228157	0.522537	0.086685
S.E. equation	0.101162	0.091925	0.139116	0.056662
F-statistic	1.167305	0.148266	1.666887	0.664834
Log likelihood	30.62549	33.68931	20.43071	49.17327
Akaike AIC	-1.601593	-1.793082	-0.964419	-2.760829
Schwarz SC	-1.372572	-1.564060	-0.735398	-2.531808
Mean dependent	0.134123	0.109967	0.135502	0.065780
S.D. dependent	0.102248	0.086727	0.144978	0.055423

Determinant Residual Covariance	4.18E-09
Log Likelihood (d.f. adjusted)	127.0648
Akaike Information Criteria	-6.691552
Schwarz Criteria	-5.775467

P=3

Vector Autoregression Estimates

Date: 05/22/15 Time: 23:05

Sample(adjusted): 1985 2013

Included observations: 29 after adjusting endpoints

Standard errors in () & t-statistics in []

	DLPiB	DLG	DLiNVS	DLEMP
DLPiB(-4)	0.139347 (0.19166) [0.72704]	-0.190935 (0.13167) [-1.45009]	0.109310 (0.29216) [0.37414]	0.132436 (0.08475) [1.56270]
DLG(-4)	0.028185 (0.06296) [0.44770]	-0.050188 (0.04325) [-1.16043]	-0.026399 (0.09597) [-0.27509]	-0.029707 (0.02784) [-1.06718]
DLiNVS(-4)	-0.316774 (0.14533) [-2.17967]	-0.037757 (0.09984) [-0.37818]	0.012809 (0.22154) [0.05782]	0.007658 (0.06426) [0.11917]
DLEMP(-4)	-0.367871 (0.34439) [-1.06819]	-0.243562 (0.23659) [-1.02947]	-0.650520 (0.52497) [-1.23916]	-0.001274 (0.15228) [-0.00837]
C	0.184185 (0.04369) [4.21621]	0.162649 (0.03001) [5.41963]	0.173767 (0.06659) [2.60945]	0.042053 (0.01932) [2.17706]
R-squared	0.229279	0.217146	0.068759	0.131278
Adj. R-squared	0.100826	0.086671	-0.086448	-0.013509
Sum sq. resids	0.247100	0.116619	0.574176	0.048312
S.E. equation	0.101468	0.069707	0.154674	0.044867
F-statistic	1.784922	1.664267	0.443012	0.906700
Log likelihood	27.94704	38.83478	15.72145	51.61257
Akaike AIC	-1.582555	-2.333433	-0.739410	-3.214660
Schwarz SC	-1.346814	-2.097692	-0.503670	-2.978919
Mean dependent	0.136939	0.104178	0.140536	0.056906
S.D. dependent	0.107006	0.072940	0.148393	0.044567

Determinant Residual Covariance	1.08E-09
Log Likelihood (d.f. adjusted)	139.3571
Akaike Information Criteria	-7.957138
Schwarz Criteria	-7.023007

P=2

Vector Autoregression Estimates

Date: 05/22/15 Time: 22:51

Sample(adjusted): 1983 2013

Included observations: 31 after adjusting endpoints

Standard errors in () & t-statistics in []

	DLPiB	DLG	DLiNVS	DLEMP
DLPiB(-2)	0.061797 (0.20707) [0.29844]	0.289829 (0.13910) [2.08363]	0.502490 (0.27516) [1.82618]	0.194086 (0.10171) [1.90819]
DLG(-2)	-0.007810 (0.06835) [-0.11427]	0.142452 (0.04591) [3.10275]	-0.093176 (0.09082) [-1.02593]	0.008256 (0.03357) [0.24591]
DLiNVS(-2)	0.058436 (0.15443) [0.37939]	0.005896 (0.10374) [0.05694]	0.085345 (0.20522) [0.41588]	0.090128 (0.07586) [1.18813]
DLEMP(-2)	-0.187746 (0.36743) [-0.51097]	-0.174314 (0.24682) [-0.70624]	-0.096101 (0.48825) [-0.19683]	0.100875 (0.18048) [0.55893]
C	0.133179 (0.04485) [2.96950]	0.067407 (0.03013) [2.24591]	0.072477 (0.05960) [1.21613]	0.017137 (0.02203) [0.77791]
R-squared	0.016540	0.387215	0.137614	0.196087
Adj. R-squared	-0.135915	0.292940	0.004824	0.071231
Sum sq. resids	0.316159	0.142663	0.558266	0.076281
S.E. equation	0.110272	0.074075	0.146532	0.054165
F-statistic	0.102606	4.107302	1.036354	1.575206
Log likelihood	27.08813	39.42235	18.27497	49.12633
Akaike AIC	-1.425041	-2.220797	-0.856450	-2.846860
Schwarz SC	-1.193753	-1.985509	-0.625161	-2.615572
Mean dependent	0.135845	0.110567	0.133420	0.065102
S.D. dependent	0.103465	0.080093	0.146887	0.056204

Determinant Residual Covariance	3.05E-09
Log Likelihood (d.f. adjusted)	127.9738
Akaike Information Criteria	-6.966049
Schwarz Criteria	-6.040896

P=4

Vector Autoregression Estimates

Date: 05/22/15 Time: 22:59

Sample(adjusted): 1984 2013

Included observations: 30 after adjusting endpoints

Standard errors in () & t-statistics in []

	DLPiB	DLG	DLiNVS	DLEMP
DLPiB(-3)	0.016252 (0.20157) [0.08063]	0.223092 (0.13337) [1.67272]	0.867669 (0.23173) [3.74430]	0.042087 (0.09245) [0.45525]
DLG(-3)	0.020717 (0.06620) [0.31296]	-0.020537 (0.04380) [-0.46889]	0.005358 (0.07610) [0.07040]	0.089457 (0.03036) [2.94652]
DLiNVS(-3)	-0.215537 (0.15034) [-1.43365]	-0.117169 (0.09947) [-1.17790]	-0.069899 (0.17283) [-0.40443]	0.051456 (0.06895) [0.74641]
DLEMP(-3)	-0.323481 (0.36093) [-0.89624]	-0.114630 (0.23881) [-0.48001]	-0.633333 (0.41493) [-1.52636]	-0.029983 (0.16554) [-0.18113]
C	0.183314 (0.04521) [4.05473]	0.097208 (0.02991) [3.24970]	0.067639 (0.05197) [1.30142]	0.037328 (0.02073) [1.80029]
R-squared	0.111341	0.197068	0.390979	0.347964
Adj. R-squared	-0.030844	0.068599	0.293535	0.243638
Sum sq. resids	0.285127	0.124822	0.376823	0.059975
S.E. equation	0.105795	0.070560	0.122772	0.048979
F-statistic	0.783069	1.533974	4.012367	3.335362
Log likelihood	27.27211	39.66278	23.08951	50.65732
Akaike AIC	-1.484807	-2.310852	-1.205968	-3.043821
Schwarz SC	-1.251274	-2.077319	-0.972435	-2.810288
Mean dependent	0.136412	0.101447	0.138959	0.063371
S.D. dependent	0.105185	0.073216	0.146067	0.056318

Determinant Residual Covariance	1.17E-09
Log Likelihood (d.f. adjusted)	133.6348
Akaike Information Criteria	-7.836886
Schwarz Criteria	-6.893923

Annexe 10 : Estimation VAR

Vector Error Correction Estimates

Date: 05/22/15 Time: 23:40

Sample(adjusted): 1984 2013

Included observations: 30 after adjusting endpoints

Standard errors in () & t-statistics in []

D(LPIB(-1))	-0.192050 (0.36347) [-0.52838]	0.298370 (0.26065) [1.14471]	0.358924 (0.50147) [0.71574]	-0.350921 (0.08794) [-3.99039]
D(LPIB(-2))	-0.570461 (0.32719) [-1.74353]	0.479261 (0.23463) [2.04261]	0.285960 (0.45141) [0.63348]	-0.141618 (0.07916) [-1.78895]
D(LPIB(-3))	-0.370389 (0.32176) [-1.15114]	0.517709 (0.23074) [2.24370]	0.897811 (0.44392) [2.02244]	-0.204600 (0.07785) [-2.62816]
D(LG(-1))	0.457219 (0.43153) [1.05952]	-0.423597 (0.30946) [-1.36882]	-0.399946 (0.59538) [-0.67175]	0.106912 (0.10441) [1.02398]
D(LG(-2))	0.196895 (0.27384) [0.71902]	-0.028996 (0.19638) [-0.14766]	-0.004717 (0.37781) [-0.01248]	0.140233 (0.06626) [2.11657]
D(LG(-3))	-0.087846 (0.10392) [-0.84535]	0.067257 (0.07452) [0.90253]	0.123761 (0.14337) [0.86322]	0.067643 (0.02514) [2.69040]
D(LINVS(-1))	-0.291132 (0.22236) [-1.30926]	-0.014527 (0.15946) [-0.09110]	0.437092 (0.30679) [1.42472]	-0.033331 (0.05380) [-0.61953]
D(LINVS(-2))	0.299027 (0.21640) [1.38182]	0.035535 (0.15519) [0.22899]	-0.137084 (0.29857) [-0.45914]	-0.067689 (0.05236) [-1.29281]
D(LINVS(-3))	-0.530647 (0.18881) [-2.81054]	0.016030 (0.13540) [0.11839]	-0.003240 (0.26049) [-0.01244]	-0.031051 (0.04568) [-0.67973]
D(LEMP(-1))	0.327776 (0.46870) [0.69933]	-0.605806 (0.33611) [-1.80239]	0.218447 (0.64666) [0.33781]	-0.079423 (0.11340) [-0.70037]
D(LEMP(-2))	0.058944 (0.45059) [0.13081]	-0.279474 (0.32313) [-0.86490]	-0.604622 (0.62168) [-0.97256]	-0.166863 (0.10902) [-1.53056]
D(LEMP(-3))	-0.636811 (0.39909) [-1.59584]	0.093032 (0.28620) [0.32506]	-0.468528 (0.55062) [-0.85091]	-0.105937 (0.09656) [-1.09711]
C	0.332489 (0.12344) [2.69349]	0.001877 (0.08852) [0.02121]	-0.035056 (0.17031) [-0.20584]	0.164839 (0.02987) [5.51921]
R-squared	0.501413	0.470810	0.507850	0.898189
Adj. R-squared	0.096311	0.040843	0.107979	0.815468
Sum sq. resids	0.159972	0.082267	0.304510	0.009365
S.E. equation	0.099991	0.071706	0.137956	0.024193
F-statistic	1.237745	1.094990	1.270033	10.85799
Log likelihood	35.94114	45.91660	26.28557	78.51203
Akaike AIC	-1.462743	-2.127774	-0.819038	-4.300802
Schwarz SC	-0.808851	-1.473881	-0.165146	-3.646910
Mean dependent	0.136412	0.101447	0.138959	0.063371
S.D. dependent	0.105185	0.073216	0.146067	0.056318
Determinant Residual Covariance		1.95E-10		
Log Likelihood		202.8121		
Log Likelihood (d.f. adjusted)		165.0956		
Akaike Information Criteria		-7.006371		
Schwarz Criteria		-4.203976		

Annexe 11

Estimation Proc:

=====

EQ(C,1) 1 3 LPIB LG LINVS LEMP

VAR Model:

=====

D(LPIB) = A(1,1)*B(1,1)*LPIB(-1) + B(1,2)*LG(-1) + B(1,3)*LINVS(-1) + B(1,4)*LEMP(-1) + B(1,5) + C(1,1)*D(LPIB(-1)) + C(1,2)*D(LPIB(-2)) + C(1,3)*D(LPIB(-3)) + C(1,4)*D(LG(-1)) + C(1,5)*D(LG(-2)) + C(1,6)*D(LG(-3)) + C(1,7)*D(LINVS(-1)) + C(1,8)*D(LINVS(-2)) + C(1,9)*D(LINVS(-3)) + C(1,10)*D(LEMP(-1)) + C(1,11)*D(LEMP(-2)) + C(1,12)*D(LEMP(-3)) + C(1,13)

D(LG) = A(2,1)*B(1,1)*LPIB(-1) + B(1,2)*LG(-1) + B(1,3)*LINVS(-1) + B(1,4)*LEMP(-1) + B(1,5) + C(2,1)*D(LPIB(-1)) + C(2,2)*D(LPIB(-2)) + C(2,3)*D(LPIB(-3)) + C(2,4)*D(LG(-1)) + C(2,5)*D(LG(-2)) + C(2,6)*D(LG(-3)) + C(2,7)*D(LINVS(-1)) + C(2,8)*D(LINVS(-2)) + C(2,9)*D(LINVS(-3)) + C(2,10)*D(LEMP(-1)) + C(2,11)*D(LEMP(-2)) + C(2,12)*D(LEMP(-3)) + C(2,13)

D(LINVS) = A(3,1)*B(1,1)*LPIB(-1) + B(1,2)*LG(-1) + B(1,3)*LINVS(-1) + B(1,4)*LEMP(-1) + B(1,5) + C(3,1)*D(LPIB(-1)) + C(3,2)*D(LPIB(-2)) + C(3,3)*D(LPIB(-3)) + C(3,4)*D(LG(-1)) + C(3,5)*D(LG(-2)) + C(3,6)*D(LG(-3)) + C(3,7)*D(LINVS(-1)) + C(3,8)*D(LINVS(-2)) + C(3,9)*D(LINVS(-3)) + C(3,10)*D(LEMP(-1)) + C(3,11)*D(LEMP(-2)) + C(3,12)*D(LEMP(-3)) + C(3,13)

D(LEMP) = A(4,1)*B(1,1)*LPIB(-1) + B(1,2)*LG(-1) + B(1,3)*LINVS(-1) + B(1,4)*LEMP(-1) + B(1,5) + C(4,1)*D(LPIB(-1)) + C(4,2)*D(LPIB(-2)) + C(4,3)*D(LPIB(-3)) + C(4,4)*D(LG(-1)) + C(4,5)*D(LG(-2)) + C(4,6)*D(LG(-3)) + C(4,7)*D(LINVS(-1)) + C(4,8)*D(LINVS(-2)) + C(4,9)*D(LINVS(-3)) + C(4,10)*D(LEMP(-1)) + C(4,11)*D(LEMP(-2)) + C(4,12)*D(LEMP(-3)) + C(4,13)

VAR Model - Substituted Coefficients:

=====

D(LPIB) = 0.6201518498*(LPIB(-1) - 0.7436731952*LG(-1) + 0.2007570012*LINVS(-1) - 1.62138928*LEMP(-1) + 10.57510682) - 0.1920502831*D(LPIB(-1)) - 0.57046145*D(LPIB(-2)) - 0.3703894283*D(LPIB(-3)) + 0.4572193369*D(LG(-1)) + 0.1968950595*D(LG(-2)) - 0.08784559659*D(LG(-3)) - 0.2911323129*D(LINVS(-1)) + 0.2990274036*D(LINVS(-2)) - 0.5306469481*D(LINVS(-3)) + 0.3277761085*D(LEMP(-1)) + 0.05894377196*D(LEMP(-2)) - 0.636810687*D(LEMP(-3)) + 0.3324885965

D(LG) = -0.260357611*(LPIB(-1) - 0.7436731952*LG(-1) + 0.2007570012*LINVS(-1) - 1.62138928*LEMP(-1) + 10.57510682) + 0.2983704057*D(LPIB(-1)) + 0.4792609004*D(LPIB(-2)) + 0.5177090648*D(LPIB(-3)) - 0.4236972488*D(LG(-1)) - 0.02899580321*D(LG(-2)) + 0.06725708823*D(LG(-3)) - 0.01452725414*D(LINVS(-1)) + 0.03553513836*D(LINVS(-2)) + 0.01602979393*D(LINVS(-3)) - 0.6058058601*D(LEMP(-1)) - 0.2794735497*D(LEMP(-2)) + 0.09303175246*D(LEMP(-3)) + 0.001877458892

D(LINVS) = -0.2602604301*(LPIB(-1) - 0.7436731952*LG(-1) + 0.2007570012*LINVS(-1) - 1.62138928*LEMP(-1) + 10.57510682) + 0.3589236853*D(LPIB(-1)) + 0.2859597469*D(LPIB(-2)) + 0.897811193*D(LPIB(-3)) - 0.3999455613*D(LG(-1)) - 0.004716694417*D(LG(-2)) + 0.1237612011*D(LG(-3)) + 0.437091541*D(LINVS(-1)) - 0.1370844547*D(LINVS(-2)) - 0.003240316645*D(LINVS(-3)) + 0.2184468273*D(LEMP(-1)) - 0.604621512*D(LEMP(-2)) - 0.4685276494*D(LEMP(-3)) - 0.03505602414

D(LEMP) = 0.5070227819*(LPIB(-1) - 0.7436731952*LG(-1) + 0.2007570012*LINVS(-1) - 1.62138928*LEMP(-1) + 10.57510682) - 0.3509210889*D(LPIB(-1)) - 0.1416180505*D(LPIB(-2)) - 0.2045998228*D(LPIB(-3)) + 0.1069123595*D(LG(-1)) + 0.1402333222*D(LG(-2)) + 0.06764335638*D(LG(-3)) - 0.03333124653*D(LINVS(-1)) - 0.06768896661*D(LINVS(-2)) - 0.0310509257*D(LINVS(-3)) - 0.07942269807*D(LEMP(-1)) - 0.1668628403*D(LEMP(-2)) - 0.1059369867*D(LEMP(-3)) + 0.1648392199

Annexe 12

VAR Residual Serial Correlation LM ...

H0: no serial correlation at lag order h

Date: 05/13/15 Time: 11:13

Sample: 1980 2013

Included observations: 30

Lags	LM-Stat	Prob
1	28.11328	0.0306
2	22.11619	0.1395
3	26.21655	0.0511
4	12.36969	0.7182
5	11.46053	0.7802
6	11.69464	0.7647
7	13.35124	0.6469
8	14.32679	0.5744
9	13.13255	0.6630
10	14.57855	0.5557
11	13.53278	0.6335
12	11.93068	0.7487

Annexe 13

VAR Residual Heteroskedasticity Tests: No Cross Terms (only levels and squares)

Date: 05/14/15 Time: 00:19

Sample: 1980 2013

Included observations: 30

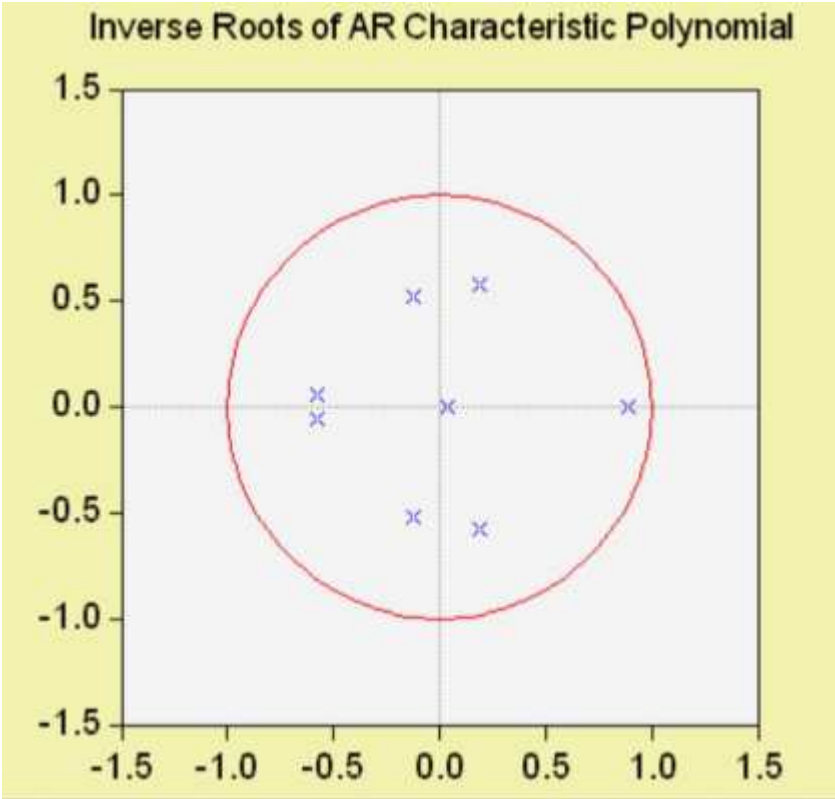
Joint test:

Chi-sq	df	Prob.
160.6001	160	0.4718

Individual components:

Dependent	R-squared	F(16,13)	Prob.	Chi-sq(16)	Prob.
res1*res1	0.398166	0.537539	0.8804	11.94497	0.7478
res2*res2	0.527027	0.905359	0.5807	15.81082	0.4662
res3*res3	0.576490	1.105989	0.4330	17.29469	0.3668
res4*res4	0.661490	1.587726	0.2028	19.84470	0.2273
res2*res1	0.578584	1.115523	0.4267	17.35751	0.3628
res3*res1	0.460262	0.692861	0.7592	13.80787	0.6130
res3*res2	0.516578	0.868226	0.6110	15.49734	0.4886
res4*res1	0.735735	2.262068	0.0720	22.07206	0.1409
res4*res2	0.436301	0.628872	0.8119	13.08903	0.6662
res4*res3	0.496553	0.801373	0.6670	14.89659	0.5322

Annexe 14



Annexe 15

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 05/22/15 Time: 23:58

Sample: 1980 2013

Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Probability
DLG does not Granger Cause DLPIB	31	0.09629	0.03283
DLPIB does not Granger Cause DLG		2.08606	0.14447
DLINVS does not Granger Cause DLPIB	31	0.19212	0.82637
DLPIB does not Granger Cause DLINVS		0.79105	0.46398
DLEMP does not Granger Cause DLPIB	31	0.11512	0.89171
DLPIB does not Granger Cause DLEMP		1.83102	0.18032
DLINVS does not Granger Cause DLG	31	0.90852	0.96775
DLG does not Granger Cause DLINVS		0.91366	0.41355
DLEMP does not Granger Cause DLG	31	0.53569	0.59159
DLG does not Granger Cause DLEMP		2.53517	0.09866
DLEMP does not Granger Cause DLINVS	31	1.58943	0.22324
DLINVS does not Granger Cause DLEMP		0.64597	0.53236

Annexe 16

Date: 05/18/15 Time: 21:53

Sample(adjusted): 1984 2013

Included observations: 30 after adjusting endpoints

Trend assumption: Linear deterministic trend

Series: LEMP LG LINVS LPIB

Lags interval (in first differences): 1 to 3

Unrestricted Cointegration Rank Test

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	5 Percent Critical Value	1 Percent Critical Value
None **	0.779045	90.81201	47.21	54.46
At most 1 **	0.559249	24.57823	29.68	35.65
At most 2 **	0.478909	20.93991	15.41	20.04
At most 3	0.045116	1.384977	3.76	6.65

*(**) denotes rejection of the hypothesis at the 5%(1%) level

Trace test indicates 3 cointegrating equation(s) at both 5% and 1% levels

Annexe 17

Variance Decomposition of DDLPIB:

Period	S.E.	DLINVS	DLG	DLEMP	DDLPIB
1	0.143313	0.000000	0.000000	0.000000	100.0000
2	0.168398	2.108534	7.753948	5.088298	85.04922
3	0.172149	2.746676	11.08659	4.616419	81.55032
4	0.173645	2.755399	11.01264	5.013126	81.21883
5	0.174615	3.152763	11.53726	5.053227	80.25675
6	0.174754	3.152386	11.55307	5.055862	80.23868
7	0.174853	3.156703	11.55284	5.055935	80.23452
8	0.174854	3.156359	11.55216	5.055820	80.23566
9	0.174857	3.156480	11.55295	5.056073	80.23450
10	0.174858	3.156571	11.55347	5.055994	80.23397

Cholesky Ordering: DDLPIB DLG DLINVS DLEMP

Table des matières

Table des matières

Introduction générale.....	1
CHAPITRE I: Dépenses publiques et interventionnisme économique de l'Etat	5
Introduction	5
Section 1 : Cadre conceptuel des dépenses publiques	6
1. Définition.....	6
2. les différentes catégories des dépenses	6
2.1. Classification administrative.....	6
2.1.1. La classification par ministère	6
2.1.2. Les dépenses en capital ou dépenses d'investissement ..	7
2.2. Classification économique	7
2.2.1. Dépenses de fonctionnement.....	7
2.2.2. Dépenses de redistribution ou de transfert	7
2.3. Classification fonctionnelle	8
3. Les limites de la politique des dépenses publiques.....	9
Section2 : L'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale	10
1. Les théories économiques de l'Etat.....	10
1.1. L'approche néo-classique... ..	10
1.2. L'approche marxiste.....	11
1.3. L'approche keynésienne.....	12
2. Fonction et évolutions du rôle de l'Etat	13
2.1. Les fonctions de l'Etat selon R. Musgrave.....	13
2.1.1. La fonction de répartition des revenus et richesses.....	14
2.1.2. La fonction d'allocation des ressources.....	14
2.1.3. La fonction de régulation.....	15
2.1.4. L'impact des trois fonctions économiques de l'Etat.....	16
2.2. Évolutions du rôle de l'Etat.....	16
2.2.1. L'Etat régalien, un concept étroit de L'Etat.....	16
2.2.2. Les nouvelles missions de l'Etat.....	17
2.2.3. La montée de l'Etat providence.....	18
2.2.4. Les différentes formes de l'Etat-providence.....	19

3. Explication et mesure du poids de l'Etat.....	19
3.1. La mesure du poids de l'Etat.....	19
3.2. Tentative d'explication de l'accroissement du poids de l'Etat	19
3.3. La loi de Wagner : (exposé et discussion)....	20
3.4. La thèse des effets de déplacement de Peacock et Wiseman.....	20
3.5. La thèse de différence de productivité	21
Conclusion.....	22

CHAPITRE II : Croissance économique notion et théorie... ..23

Introduction.....23

Section1 : La Croissance économique, quelques notions de base... ..24

1. Définition	24
2. Les mesures de la croissance économique	25
2.1. Le produit intérieur brut	25
2.2. Le niveau de vie.....	26
2.3. La partie de pouvoir d'achat (PPA)	26
3. Les facteurs de la croissance économique... ..	26
3.1. Le facteur travail.....	26
3.1.1. L'aspect quantitatif.....	26
3.1.2. L'aspect qualitatif.....	27
3.2. Le facteur capital.....	27
3.3. Le progrès technique.....	28
4. La notion de cycle de croissance économique... ..	28
4.1. Définition un cycle économique.....	28
4.2. Les différentes phases d'un cycle économique.....	29
4.3. Les différents cycles de croissance économique.....	30
4.3.1. Les cycles courts (cycle Juglar et cycle Kitchin) ..	30
4.3.2. Les cycles longs (le cycle de Kondratieff).....	30

Section2 : Les théories de la croissance économique.31

2.1. Les théories de la croissance économique limitée (pessimisme) ..	31
2.1.1. La division de travail de « Adam Smith » ...	31
2.1.2. L'état stationnaire de « David Ricardo » ...	32
2.1.3. La loi de la population de « Robert Thomas Malthus » ..	32

2.1.4. La théorie de « Karl Marx ».....	33
2.1.5. Les modèles du « Club de Rome » ...	33
2.2. Les modèle de la croissance économique « post Keynésiens » ..	33
2.2.1. Le modèle Harrod et Domar.....	33
2.2.2. Le modèle Robert et Solow (1956) ..	34
2.3. Les approfondissements optimistes de la croissance économique.....	34
2.3.1. Le modèle « schumpetérienne », la destruction créatrice(1883-1950) ..	34
2.3.2. Le modèle du Kaldor (1956) ..	35
2.4. les nouveles théories de la croissance économique... ..	35
2.4.1. le modèle de croissance endogène.....	35
2.4.2. La nature institutionnelle de la croissance économique.....	36
2.4.3. Les sources de la croissance.....	37
Conclusion.....	39
CHAPITRE III : Les dépenses publique sur la croissance économique en Algérie... ..	40
Introduction.....	41
Section 1 : Budget et politiques économiques Algérienne... ..	42
1. Budget de l'Etat.....	42
1.1. Définitions ..	42
1.2. Notion de solde budgétaire (SB) ..	43
2. la politique budgétaire.....	43
2.1. Définition ..	43
A. Les moyens d'action de la politique budgétaire ...	44
B. La politique budgétaire ou la gestion des déficits.....	44
2.2. Les objectifs de la politique budgétaire.....	46
3. Analyse de l'évolution de budget algérien par période... ..	46
3.1. La période 1963-1973.....	46
3.2. La période 1974-1989.....	47
3.3. La période 1990-1999.....	48
3.4. La période 2000-2011.....	49
4. Politiques économiques Algériennes.....	50
4.1. Dés l'indépendance, mise en place d'une économie d'Etat.....	50
4.2. La période 1978 – 1986.....	51
4.3. La période de 1986 à aujourd'hui.....	52

Section 2 : L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique...	55
1. Le programme de soutien à la relance économique (PSRE) ..	55
2. Le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) ..	56
3. Le programme d'investissements publics.....	57
4. Contribution des secteurs de l'économie à la croissance.....	57
4.1. Le secteur des hydrocarbures.....	57
4.2. Le secteur des services.....	58
4.3. Le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP)	58
4.4. Le secteur de l'agriculture	59
4.5. Le secteur de l'industrie.....	60
4.6. L'investissement public.....	61
Conclusion.....	61

Chapitre IV : Estimation de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie. (Modélisation VAR)

Introduction

Section 01 : Analyse graphique et statistique des séries de données... ..

1. Présentation des variables... ..	63
2. Etude de la stationnarité des séries... ..	63
2.1. La stationnarité de la série PIB.....	64
2.2. La stationnarité de la série G.....	67
2.3. La stationnarité de la série INVS.....	70
2.4. La stationnarité de la série EMP.....	73

Section 02 : Etude multivariée des séries de données.....

1. Choix de nombre de retard.....	77
2. Estimation du modèle VAR.....	77
3. Validation du modèle VAR.....	78
3.1. Analyse des résidu.....	78
3.1.1. Test d'auto corrélation des erreurs.....	78
3.1.2. Test d'hétéroscédasticité.....	79
3.1.3. Cercle de racine unitaire.. ..	79

3.2. Test de causalité de Granger	79
3.3. Etude de la cointégration.....	80
3.3.1. Test de la trace de Johansen.....	81
3.3.2. Formulation de la relation de cointégration... ..	81
3.3. La décomposition de la variance.....	82
Conclusion.....	83
Conclusion générale.....	84

Résumé

L'objectif de cette étude consiste à l'évaluation l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie.

Les dépenses publiques ont long temps été considérées comme une destruction des richesses tirées de l'impôt sur les personnes physiques. L'Etat n'avait que des taches administratives, militaires et n'effectuait aucune production. Aujourd'hui, l'Etat n'a pas seulement que des activités administratives; l'exercice de ses attributions le conduit a intervenir dans le domaine de la production économique. Le poids d'un Etat dans une économie peut se mesurer par la part de ses dépenses publiques dans le Produit Intérieur Brut (PIB). Mais une utilisation efficace des dépenses publiques exige une connaissance précise de leurs répercussions économiques.

Devant cette nouvelle configuration du monde de plus en plus globalisé, multipolaire et interactif. L'Etat intervient par le biais de plusieurs instruments de politiques économiques pour faire face au caractère déstabilisateur du processus de mondialisation commerciale et financière.

Parmi ces instruments, figure la dépense publique qui constitue le principal moyen d'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale. Elle sert à la fois d'instrument de stabilisation macroéconomique sur le court et moyen terme et de levier pour atteindre les objectifs de croissance économique sur le long terme.

La politique budgétaire en l'Algérie joue un rôle important dans la stabilisation macroéconomique, en endiguant tout effet d'éviction ces dernières années, dans un contexte d'amélioration de l'allocation des ressources notamment au profit de l'activité économique

Notre travail s'attache à analyser, l'influence des dépenses publiques en Algérie sur la croissance économique durant la période « 1980-2013 ». Et nous avons conclu que les dépenses ont un impact positif sur la croissance économique à long terme.

Mots clés : Dépense publique, croissance économique, produit intérieur brut (PIB), politique budgétaire, Algérie.